Rituels franco-africains

franco-africains se suivent et... se ressemblent à ceci près que celui de Casablance qui s'est achevé vendredi 16 décambre a été marqué, grâce aux efforts déployés par le Maroc, par une affluence record de chefs d'Etat, supérieure à calle que comaissent, d'ordinaire, les assises annuelles de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). On y a micme vu M. Fálix Houphouët-Boigny, le président ivoirien, qui n'est pourtant pas familier de ce genre de réunione.

Ce fut bien le soule surprise de ce quinzième sommet au cours duquel peu de choses originales se sont dites. D'une année sur l'autre, ce sont toujours les mêmes thèmes qui reviennent sur le tapis des redites, à savoir le poids de la monétaire international. Cette conférence n'est qu'un « forum informei et familiai », comme l'a reconnu le président zairois, le

Même si l'ancienne pe coloniale accroît de manière substantielle son aide à ses ancier désintérêt que manifeste de plus en plus le secteur privé à l'égard de l'Afrique, elle n'est pas, loin de là, en mesure de calmer les inquiétudes et de satisfaire les bésoins d'un continent victime d'une Geste de bonne volonté à Cesa-blance : M. Mitterrand a proposi de créer des groupes d'interven-tion régionale, appelés « Eco-

«Qu est-co qu'on vient foutre ici ? On parle, on perle, et puis on s'en un l », s'est exclamé le président gabonais Orner Bongo, traditionnt ainsi de menière un peu crus l'amertume de certains de ses homologues décus du peu d'affets de ces somtion marocaine, a-t-il été lécidé d'organiser, chaque année. ne conférence des ministres des Maires étrangères qui sera charde du « suivi ».

Ce sommet de Casablança. comme les précédents, a été, il est contres bilatérales. Une foisencore, le Tohed s'est trouvé à l'ordre du jour de ces conversetions. Après avoir reçu le président Hissène Habré, M. Mitterrand a annoncé, compte tenu des perspectivos de paix, l'« ellégement » du dispositif « Epervier », qui, en 3,3 millions de francs per jour. Dans ces conditions. Il n'y a pes urgence à construire une piets en dur à Faye-Largent, a-t-il dit. « On va en débattre », a ajouté le chef de l'Etat français.

Sans conteste, k plus satisfait du sommet de Casa-Nanca est le roi Hassan II. qui a ainsi renoué, de menière specta-culaire, avec ses pairs africains. e je ne songe qu'à une chose. c'est retrouver mon siège à TOUA », a-t-il avoué. Le Maroc avait, en effet, quitté l'Organisation pensiricaine en 1984, après que la République araba sahraouis (RASD) y avait été admise.

Avec le temps, ce club franco-africain s'est ouvert à un nombre croissant de pays non francophones, si bien qu'il en vient un peu, sujourd'hui, à « doublormer » avac l'OUA. D'aucons regrettent cet élargissement qui affadit la portée de ces sommets. Mais la rance, malgré ses responsabilités historiques, peut-elle traiter avec une partie de l'Afrique, tout en



Face aux attaques de l'opposition et aux critiques dans le PS

M. Rocard compte sur des succès économiques pour satisfaire les revendications sociales

M. Michel Rocard est l'invité, dimanche 18 décembre, de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1. Le premier ministre, qui se montre assez satisfait du bilan de ses premiers mois de gouvernement, pense qu'il a eu raison de gérer les conflits sociaux comme il l'a fait. M. Rocard, qui se veut prudent et réaliste, se refuse toujours à faire réver les Français et entend

maintenir son cap. Toutefois, il compte que l'amélioration de la situation économique lui donnera plus de marge de manœuvre d'ici une quinzaine de mois, pour lui permettre de satisfaire les revendications sociales. D'autre part, sur le front des grèves, la CGT essaie de sortir du conflit de la RATP. (Lire page 6 l'article de JEAN-LOUIS ANDRÉANL)

Grèves sans crise

L'heure de la décrispation at-elle sonné sur le front des conflits socianx on les mouvements actuels confirment-ils l'existence d'une crise sociale qui, pour certains, sévit déjà depuis plusieurs mais ?

A Paris, les usagers des transports en commun, ne voyant tou-jours pas la sortie du tunnel, ont le sentiment que rien ne va plus. La situation est bien pire à Marseille où des grèves dans les centres de

tri s'ajoutent à celles des transports. Le 14 décembre, l'éditoris-liste du Figuro n'hésitait pas à écrire : « La crise sociale dure maintenant depuis plus de deux mois. Elle paralyse le pays. » Bigre! Se trouverait-on dans la situation de juin 1968 quand la France était économiquement paralysée par... dix millions de

Il y a une dizaine de jours, un dirigeant d'entreprise séjournant

au Venezuela a été frappé par l'importance que la presse de ce tive à ce qui concerne l'Europe, consacrait à l'agitation sociale en France. Notre image à l'étranger pâtit de cette période troublée. Donne-t-elle un reflet exact de la

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 13.)

La seconde commission Delors

Quinze hommes et deux femmes pour préparer le grand marché européen. PAGE 4

Manifestation à Madrid

Contre la politique économique du gouvernement.

L'Algérie en ébullition

IV. - Les amoureux d'Oran. PAGE 4

L'urbanisme à Paris

L'Arsenal, vitrine des grands projets de la capitale. Les fortifications, reconquête d'un espace. PAGE 10

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Noir, député RPR du Rhône, invité dimanche à partir de 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 16

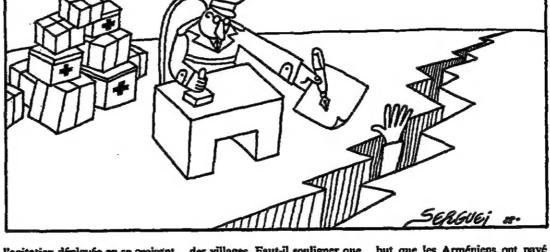
Lenteur des secours, insuffisance des moyens, carence des autorités

Des milliers d'Arméniens morts d'abandon...

Les autorités soviétiques ont décidé de poursuivre les recherches samedi 17 décembre, dix jours après le séisme en Arménie: les sauveteurs ont en effet retiré vendredi des décombres vingt et un survivants. Cependant, les carences de l'administration se font de plus en plus cruellement sen-

EREVAN de notre envoyé spécial

Il est des « histoires vraies » qui bloquent la voix, embuent les regards et plongent toute une population dans la torpeur. Dans la journée de jeudi 15 décembre, une équipe du détachement français a pour la première fois atteint un gros village au-dessus de la ville de Spitak entièrement détruite, pour découvrir des habitants morts d'abandon, tués non pas par le séisme mais par la lenteur des secours, le manque de moyens matériels, la carence d'imagination des autorités et l'indifférence de l'armée rouge qui continue d'observer toute



l'agitation déployée en se croisant les bras. Cent cinquante enfants, isolés de tous, dans ce seul village out succombé au froid, à leurs blessures, à la gangrène.

Des milliers de personnes sanves sont ainsi devenues des victimes venant aujourd'hui remplir un peu plus les fosses communes situées à la périphérie des villes et des villages. Faut-il souligner que les autorités avaient interdit aux équipes de sauveteurs étrangers de pénétrer dans cette partie de la zone sinistrée ? Faut-il insister sur le fait que les militaires, pourtant omniprésents, n'ont pas voulu prêter les camions qui auraient permis les reconnaissances nécessaires? Et peut-on refuser de voir que tant de morts sont aussi le tribut que les Arméniens ont payé pour on ne sait quelles obscures rivalités administratives ou d'enjeux de basse politique ?

Pour permettre aux vivants de reconnaître leurs morts, un réseau d'information a été improvisé à la

> LAURENT GREILSAMER. (Lire la suite page 5.)

Délits d'initiés en Bourse

Un entretien avec le président de la COB

La Commission des opérations de Bourse (COB) a ouvert une enquête sur des opérations irrégulières qui auraient précédé l'annonce, le 21 novembre, de l'acquisition par Pechiney du géant américain de l'emballage, American National Can. Les autorités boursières américaines avaient en effet relevé des achats importants en provenance de France les 16, 17 et 18 novembre. S'interrogeant sur un possi-ble délit d'initiés (utilisation d'informations confidentielles pour réaliser des plus-values personnelles), elles avaient transmis le dossier à leu homologue français. M. Bérégovoy a demandé que « toute la lumière soit faite ».

M. Jean Farge, président de la COB depuis juillet dernier, s'explique sur cette affaire comme sur celle de la Société générale, en rappelant les missions de son organisme.

(Lire page 13.)

La succession du président Jayewardene

Election à Sri-Lanka sur fond de massacres

Les Sri-Lankais votent semaines, ce pays déjà déchiré vraiment mal dans un pays déjà à ndi 19 décembre dans une par une double guerre s'enfonce la dérive. lundi 19 décembre dans une atmosphère de violence. Les attentats ont encore fait vingtdeux victimes jeudi soir, tandis que vingt-cinq per-sonnes étaient blessées vendredi près de l'aéroport de Colombo par l'explosion de deux bombes au cours d'une réunion électorale d'un candidat de l'opposition, M= Sirimavo Bandaranaike.

COLOMBO

de notre envoyé spécial

Certains jours, on peut aperce-voir les cadavres qui dérivent au fil de l'eau sur la Kelani-Ganga, la rivière qui coule à la sortie de la capitale. Depuis quelques

dans une violence aveugle, alors qu'apparaissent de véritables mille touristes ont quitté les escadrons de la mort ». Pourtant, le lundi 19 décembre - si, d'ici là, les institutions « démocratiques » ont tenu - le Sri-Lanka aura un nouveau président de la République.

La campagne électorale est d'un type particulier. Les candidats se rendent à leurs meetings en hélicoptère, refusent de rencontrer la presse et apparaissent le soir à la télévision pour débiter une litanie de promesses irréa-listes. Le vieux président (quatrevingt-deux ans), Junius Jayewardene - « J. R. » - quitte la scène politique tout en menaçant d'appeler au secours des forces étrangères si les choses tournent

Début novembre, près de huit plages du pays en catastrophe. Désormais, on peut s'entretuer sans témoins...

Plus de sept cents meurtres « politiques » de représentants du gouvernement et du parti au pouvoir, le Parti national unifié (UNP), sont attribués depuis le début de l'année aux extrémistes cinghalais du Front de libération du peuple (JVP). Celui-ci est également rendu responsable d'environ six cents meurtres de militants d'extrême gauche coupables de ne pas accepter la suprématie de l'organisation dirigée par M. Robana Wijeweera. LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 4.)

Algéria, 4,50 DA : Marce, 6 dit. : Tuntinia, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Antiche, 20 seh.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,76 \$; Antillian/Rifemice, 7,20 F; Oten-d'Ivoire, 316 F CFA; Denemark, 10 let.; Espègne, 175 pec.; G-B., 60 P.; Balin, 2 COO L.; Libye, Q.400 DL; Lumenbourg, 40 fr.; Marvègn. 13 let.; Pays-Bas, 2,50 fr.; Pays-Bas, 2,50 fr.; Senégal, 336 F CFA; Suède. 14 cs.; Seisee, 1,80 fr.; USA, 1,50 S; USA (West Coest). 2 S.



51, RUE FRANÇOIS 1°°. **PARIS**

ont lon po-ux ion co-de

· A Tillian

新木下

清度特为作

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopisur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Ancienz directeurs: Hubert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

> Darée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

> > Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, Jondaieur.

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Corédacteur en chef: Claude Sales.



5, rue de Mouttessuy, 75007 PARIS TH: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, or 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél.: (1) 42-47-98-72

Tedi	FRANCE		SUSSE	24
3	354 F	399 F	504 F	687 F
4	671 F	762 F	972 F	1 337 F
2	354 F	1 489 F	1 464 F	1952 F
1=	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER: Par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner

RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre réglement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements S'nàvetse définités en provisoires: nos abonnés sont invinés à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISTE

_			_
		9 mois	
Nom	:		

Adresse:_

Code postal:___ Localité:_

Pays:

Dates

Il y a cent cinquante ans

Le Grand Trek des Afrikaners

midi précisément, le soleil passe à la verticale du monument des Voortrekkers situé sur les collines environnant Pretoria. An sommet de ce parallélépipède, massif, rugueux et sans grâce, temple des Afrikaners, il y a un minuscule orifice par lequel, à l'heure dite, un rayon lumiaeux pénètre à l'intérieur de ce lieu sacré des Boers. Une tache de soleil, « la lumière de la civilisation », dit le guide, vient frapper un cénotaphe, sorte d'autel de marbre qui abrite les restes de Piet Retief, héros du Grand Trek. Un faisceau venu du ciel éclaire cette phrase gravée en son centre : « Nous, tous pour toi, Afrique du Sud. -

Le 16 décembre est, s'il en est, un jour sacré pour la tribu blanche sud-africaine. La date d'une victoire et d'une revanche sur les Zoulous, et celle de l'accomplissement d'un vœu. • Le jour du vœu », celui d'une pro-messe faite à Dieu que, s'il lui donnait la victoire, le 16 décembre serait éternellement un jour de reconnaissance. Le 4 février 1838, Piet Retief et les 60 hommes qui l'accompagnaient avaient été massacrés sur ordre du roi Dingaan, alors qu'il venait de signer un traité de répartition des terres. Le 17 février, à Blaauwkraus, près de 300 blancs, dont plus de la moitié d'enfants, et 200 serviteurs

Dix mois plus tard, le 16 décembre permit de venger ce carnage. Bien protégé à l'intérieur d'un cercle de chariots (le lasger), Andries Pretorius, autre célèbre Voortrekker, qui donna son nom à la capitale Pretoria, mit en déroute 12 000 Zoulous après en avoir tué au moins 3 000. La victoire de 464 hommes aidés d'un nombre indéterminé de serviteurs noirs, qui a fait dire à beaucoup qu'il s'agissait en fait d'un miracle, d'une intervention divine aux côtés de ces pionniers. Le rivière Ncome, rougie par le sang des Zoulous, donne le nom à cette bataille commémorée sous le nom de Blood River. L'épisode le plus marquant du Grand Trek qui conforta la conviction des Afrikaners d'être un peuple « élu de Dieu » et qui ouvrait les portes du Natal, destination choisie par ces paysans qui fuyaient la domination anglaise.

Un axode qui a commencé en 1835 à partir de la région du Cap vers les immenses pla-teaux du Nord. Une aventure épique souvent comparée à la fuite en Egypte et à la conquête de l'Ouest en Amérique du Nord. Pratiquement, le quart de la population blanche, soit 14 000 Boers, avait choisi l'exil et la quête de la terre promise plutôt que de subir la loi britannique. Une reconnaissance préa-lable avait permis de s'assurer que les meil-leures terres étaient dans le Natal. Mais pour y parvenir, il fallait contourner le territoire des redoutables Xhosas et donc monter au

La Bible et des fusils

Les raisons de cette émigration sont loin d'être uniquement culturelles, c'est-à-dire la préservation d'une identité, le souci de maintenir la pureté d'une doctrine de vie. Elles répondent à cette trilogie toujours sacrée aux yeux des Afrikaners : terre, travail, sécurité. Les vois de bétail et les attaques de fermes par les Xhosas et les Hottentots exaspèrent ces paysans à qui les Anglais interdisent les raids de représailles. L'impossibilité d'acquérir de nouvelles terres, la mise en place d'une administration britannique, avec l'imposition de la langue anglaise, l'abolition de l'esclavage qui allait les priver d'une main-d'œnvre indispensable: autant de motifs qui entrafnent un ras-le-bol et le sentiment que leur liberté est de plus en plus entravée, et vont pousser une bonne partie de ces farouches individualistes à la recherche de nouveaux espaces où ils vivraient selon leur propre loi.

Les premiers à partir ne sont pas plus de deux cents sons la direction de Louis Trigardt et de Hans van Rensburg. Pionniers parmi les pionniers, ils sont bientôt suivis par d'autres dans les années suivantes avec, il leur tête, Piet Retief, Gerrit Maritz, Andries Potgieter et Sarel Cilliers, « le prophète », futurs fondateurs de la nation afrikaner. Un voyage vers l'incomm au moyen de lourds chariots tirés par quatre à huit paires de bœuís dans lesquels sont entassés les familles et les provisions. Vingt à trente kilomètres par jour avec pour seule certitude la Bible et des fusils. Une vie de nomades sur la route



incertaine qui doit les conduire à velle Egypte ».

Hormis les attaques des bêtes sauvages, ces aventuriers rencontreront peu de résistance, les populations noires ayant été décimées ou ayant fui lors du Mfecane, ces guerres d'extermination entre tribus noires. Mais au nord, ils se heurtent aux puissants Matébélés et à leur ches Mzilikazi. La bataille de Vegkop, le 16 octobre 1836, et l'arrivée de plus en plus nombreuse de Voortrekkers (littéralement : ceux qui marchent de l'avant) permettront de venir à bout de ces guerriers qui se replient au sud de l'actuel Zimbabwe. En juin 1837, la Constitution de Winburg est adoptée. Elle dresse les principes d'un nouvel Etat qui reste à créer, « la libre province de Nouvelle-Hollande du sudest de l'Afrique », dans la région du Natal. Mais tous les chefs historiques ne sont pas d'accord pour entamer ce nouveau voyage vers ce qui doit être la destination finale. Les dissensions sont d'ailleurs fréquentes parmi ces individualistes forcenés et quelquefois rivaux. Potgieter préfère, par exemple, rester dans l'actuel Transvaal, tandis que Piet Retief, Martitz et Piet Uys optent pour le Natal ou à tout le moins vers une région avec un débouché maritime. Louis Trigardt, pour sa part, dirige sa colonne vers la baie de Delagoa, devenu aujourd'hui Maputo. La traversée du Nord Drakensberg et les maladies décimeront la quasi-totalité de ses fidèles. Lui-même et sa femme périront. Son fils Carolus, toutefois, poursuivra l'aventure en bateau jusqu'aux rivages d'Abyssinie, en passant par Zanzibar et Madagascar avant, finalement, de venir se fixer au Natal avec quelques survivants.

Il y rejoindra les siens, fondateurs de la République de Natalia, qui cohabitaient tant bien que mal avec les Anglais et les Zoulous, après avoir franchi la chaîne du Drakensberg qui culmine à près de 4 000 mètres d'altitude. Une entreprise surhumaine, même avec des chariots démontables. Beaucoup roule-

rent au fond des ravins. Mais le paradis était enfin atteint au prix d'immenses sacrifices, après plus de deux ans d'errance et de batailles. En fait, les épreuves étaient loin d'être terminées. La menace zoulou, une fois écartée par la victoire de Blood River, les Britanniques qui, dans un premier temps, avaient accueilli à bras ouverts ces nouveaux Blanca, devenaient de plus en plus gour-mands. Potgieter avait raison, en voulant res-

ter au nord, de vouloir mettre la plus grands

distance possible entre lui et les Anglais. Très tôt, un conflit éclata, le gouvernement de Sa Majesté refusant de reconnaître l'indépendance des Voortrekkers. En mai 1843, le Natal était annexé à la couronne britannique. Alors commença un nonveau trek en direction du Nord. Il faudra encore dix ans pour que le rêve des Boers devieune réa-lité. Le 17 janvier 1852, les Anglais consen-tent à la création de la République du Trans-vaal et, deux ans plus tard, le 23 février 1854, à celle de l'Etat libre d'Orange. Une indépendance sièrement conquise qui jettera les bases de la nation afrikaner. Pretoria est déclarée capitale en 1860.

Les bases de la ségrégation

Ainsi prend fin cette migration, une lutte pour la foi, la pureté, l'indépendance. Une page épique célébrée, aujourd'hui, comme la conquête d'un idéal, dont toutes les péripéties sont élevées au rang d'actes de bravoure. Sar les vastes étendues du centre de l'Afrique du Sud, ce peuple têtu, fier, convainen de la jus-tesse de ses thèses, constituera de fait une gigantesque « laager » pour se préserver des influences étrangères en soumettant les Noirs, considérés comme inférieurs, à une exploitation sans vergogne et à une exclusion complète. Le Grand Trek permit aussi de jeter les bases de la ségrégation raciale. La nièce de Piet Retief, Anna Steenkamp, n'avait-elle pas écrit que l'abolition de l'esclavage étuit « contraire oux lois de Dieu et à la différenciation naturelle d'origine et de

foi ». Jamais non plus, les Voortrekkers n'ont en le sentiment de s'emparer de terres appar-tenant à d'autres. Ils avaient le plus souvent signé des documents avec les chefs noirs qui, en fait, n'avaient aucune valeur pour ces derniers, la terre étant propriété collective uniquement concèdée à ceux qui l'exploitaient.
L'identité afrikaner alliée à un expansionnisme territorial s'est forgée au détriment des
Noirs, qui furent rejetés et tout juste bons à apporter leur force de travail. Les uns ont gagné leur liberté, alors que d'autres l'ont perdue, et cela pour longtemps.

Une liberté encore bien fragile pour ces quelque 40 000 nonveaux colors confrontés au délicat problème de la « pacification », aux rivalités internes et au difficile contrôle d'un vaste territoire. La découverte du dia-mant en 1867 à Kimberley, pais surtout celle de l'or à Johannesburg, en 1886, allaient encore aiguiser l'appêtit des Britanniques. Une première guerre éciate an début des aunées 80, la première guerre anglo-boer après l'amexion du Transvaal en 1877. La deuxième à la fin du siècle brisera définitivement le rêve d'indépendance né soixante-dix ans auparavant. Il faudra attendre 1948 pour qu'enfin les Boers conquièrent le pouvoir, ce qui explique pourquoi ils ont tant de mai aujourd'hni à le partager avec la majorité

Une lutte de trois siècles depuis l'arrivée Une lutie de trois siecies depuis l'arrivée de Jan Van Riebeck au Cap en 1652, au ceatre de laquelle le Grand Trek fait figure de rupture décisive, de symbole et d'exemple. Une tranche d'héroème dont on n'a pas fait des westerns, mais qui a plutôt éré sacralisée, élevée au rang de mythe dans le but de préserver l'unité des Afrikaners. Depuis 1911, et de décambre et officiellement un ione férié. 16 décembre est officiellement un jour férié, fête du nationalisme pour les Boers, alors que les Noirs l'ont baptisé Dingsan's day en sou-venir d'une toute-paissance perdue.

Que cet événement soit considéré comme une victoire de l'Occident sur la barbarie, de la chrétienté sur le paganisme, de la civilisa-tion sur la sauvagerie, qu'il sit permis, comme on le dit encore, de mettre un terme aux guerres tribales, est affaire de point de vue. Cent cinquante ans après cepen ne fait même pas l'unanimité an sein de la tribu blanche, et son anniversaire est une nouvelle occasion d'illustrer les divisions de cette minorité dominante. Une cassure de plus en plus profonde à propos de cette commémoration où des mouvements rivaux organisent chacun leurs propres manifestations. Il y a celles du pouvoir actuel et celles de l'opposition, des conservateurs. Ces derniers estiment représenter le véritable esprit des Voortrekkers que le régime dénature au service d'une politique qui ne peut conduire qu'à la perte de l'âme afrikaner. « L'Afrikaner tel que je le connais, dit Carel Boshoff, dirigeant de l'Afrikaner Volkswag (la garde de la nation afrikanor), n'est pas un raciste. Il ne pratique pas l'apartheid pour discrim-ner ou dominer, mais il réalise que 2,5 mil-lions d'Afrikaners ne peuvent vivre dans une société ouverte avec 25 millions de Noirs sans perdre leur identisé. »

Si, il y a un siècle et demi, les Noirs faisaient partie intégrante de la migration, sur-tout comme bouviers, aujourd'hui ils sont exclus du cortège d'extrême droite, parti, début octobre, du lien où s'est déroulée la bataille de Blood River. D'ailleurs, ils seraient bien inutiles puisque les chariots étaient tirés par des jeunes gens jusqu'à Pretoria, où ils devaient arriver le 9 décembre. Tous vêtus à la manière de l'époque, ces hommes estiment être les seuls vrais défenseurs des valeurs traditionnelles, les porteurs de flambeau du nationalisme afrikaner, par opposition aux autres, les officiels, partis de la province du Cap de douze points différents pour converger eux aussi vers Pretoria.

A chacun son Grand Trek donc, les uns regardant avec nostalgie vers le pessé, les autres essayant d'y puiser les forces du renouveau. Une déchirure sur le dos des aleux, qui n'est en fin de compte que la perpétuation d'un individualisme exacerbé, qui a souvent causé beaucoup de tort à l'Afrikanerdom, tonjours et plus que jamais obsédé par la survie.

MICHEL BOLE-RICHARD.

	"GRAND JURY" RTL- Le Monde	
MIC	dimanche 18 h 15 animé par Olivier MAZEROLLE en direct sur	
NO	avec Andre PASSERON et Jacques AMALRIC (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Paul JOLY (RTL)	

1.14 200 1.0 1. P

 $e^{i\theta} \leftarrow (e + i) a_{i\theta} =$

4.07.54

. . 4 14390 4.14

No. 10

The Francisco

Salvaguie

P. 2.6's

Same.

COLUMN VIEW

21 MA MA

Email:

And the second s

and the second s

್ರೀಡ್ ಸರ್ವ

seen in the second of the

and the second second second

7.7

<u>`</u>`.'

or the state of

Une première rencontre « franche et constructive »

de notre correspondant

Des poignées de main qui se voulaient chaleurenses et des sourires apparemment décontractés ont pré-sidé, le vendredi 16 décembre, à Carthage, à la première rencontre américano-palestinienne. Celle-ci ne verra ses prolongements que dans « quelques semaines », c'est-à-dire après l'installation de la nouvelle administration à Washington le 20 janvier. On avait tout de même prévu deux tables nettement séparées dans la grande salle de réception de « dar dhiafa » (la maison des hôtes), villa de style mauresque appartenant au gouvernement tuni-sien et qui, pour l'occasion, était pla-cée sous forte garde.

L'ambassadeur américain Robert Pelletreau, assisté d'un interprète alors qu'il parle parfaitement l'arabe - avait à son côté M. Edmund Hull, son conseiller politique. En face

STOCKHOLM

de notre correspondante

Tout a commencé lorsque... Diffi-

M. Pierre Schori, secrétaire géné-

ral du ministère suédois des affaires

celui d'accoucheurs », dis-il pour commenter le saccès de la médiation suédoise dans l'établissement de

contacts directs entre l'OLP et les

Un accouchement qui attra néces-

sité jusqu'ici plusieurs obstétriciens.

Parmi eux, et non des moindres, un

juif d'Europe centrale devenu chan-

celier autrichien, M. Bruno Kreisky,

qui s'est retiré de la scène politique

officielle en avril 1983. Par ses soins, l'Antriche allait être en 1983 le pre-

mier pays occidental à élever une représentation de l'OLP au rang de

mission diplomatique. De son côté, Olof Palme avait lui aussi, bien sûr, ses contacts particuliers avec les

Palestiniens, notamment avec Issam Sartaoni, qui devait payer de sa vie, en avril 1983, à Lisbonne, lors d'une

réunion de l'Internationale socia-

liste, ses démarches visant à établir un dialogue direct avec les Israé-

le cadre d'une rencontre internatio-

nale qui allait être suivie d'une réu-

nion entre MM. Kreisky, Palme,

En février 1988, deux ans après

l'assassinat de son ami Olof Palme,

l'ex-chancelier autrichien prenaît le prétexte d'une réunion de la Com-

mission des droits de l'homme à

Genève pour inviter M. Arafat et lui

soumettre « son » idée, à savoir

qu' « il était sans espoir d'attendre

Brandt et Arafat, à Vienne.

cile de dire exactement quand tout a commence. A moins de revenir à

bres de la délégation de l'OLP, MM. Yasser Abed Rabbo et Abdallah Hourani, qui siègent au comité exécutif de l'Organisation, ainsi que MM. Abdelbatif Bouajla (Abou Jaffar), directeur adjoint des affaires politiques, et Hakam Balaoni, représentant permanent auprès du gouvernement tunisien, eux aussi accompagnés d'un inter-

Sur ce premier contact, qui a duré quatre-vingt-dix minutes, peu a transpiré. Mais, diplomatie oblige, si l'on en croit MM. Pelletreau et Abed Rabbo, il a été « pratique, franc, sérieux et constructif » et a permis un exposé des points de vue mutuels. A la sortie, l'ambassadeur américain a pris soin de souligner l'importance que son pays attache à l'ouverture de « négociations directes » entre les différentes par-ties concernées afin de parvenir à une «paix globale», alors que le

La genèse du rapprochement

Les patients accoucheurs

de la diplomatie suédoise

possibilité de faire evancer les choses en faisant intervenir les juifs

hors d'Israël ». M. Kreisky, se jugeant un interlocuteur « inappro-

prie puisque sans gouvernement »,

devait se tourner vers le gouverne-ment suédois, qui accepta l'idée.

sculement évoqué la perspective, qu'il espère proche, d'une conférence internationale de paix. Première note discordante? Apparemment, ce sera là un des points épineux des futures conversations, l'OLP avant toujours énergiquement rejeté toute idée de négociation directe pour un règlement du

Pause de réflexion

M. Abed Rabbo s'est montré plus quace que son vis-à-vis. Il s'est félicité que le monde entier considère désormais le processus de paix au Proche-Orient - avec un regard plus objectif » et a espéré que cette évo-lution obligerait Israël « à faire preuve de moins d'arrogance, à mettre un terme à l'occupation des ter-ritoires et au terrorisme et à reconnaître les résolutions des Nations

tions de M. Arafat, la semaine pré-cédente à Alger. Ce document faisait état notamment de l' « accep-tation » par l'OLP d'Israël en tant qu'Etat, laquelle n'allait pas être modifiée dans la version définitive.

Selon le quotidien suédois Dagens

Nyheter, le groupe aurait également peauliné le discours que le leader

palestinien devait prononcer devant l'Assemblée générale des Nations unies. Le 25 novembre, M. Bjurner rencontrait M. Shultz à Washing-

ton, en compagnie notamment du premier conseiller de l'ambassade de

Suède dans la capitale américaine

M. Ulf Hjertonsson (autre membre du groupe de travail), qui allait faire, lui, le trajet inverse, porteur

d'une lettre du secrétaire d'Etat

américain contenant les conditions que mettait Washington à l'ouver-

Les navettes devaient s'accélérer,

et le refus des Américains de donner

un visa à M. Arafat ne découragea pas les Suédois. Le « document de Stockholm » présenté lors de la

conférence de presse qui clôturait la deuxième réunion du groupe

américano-palestinien et la specta-culaire visite de M. Arafat dans la

capitale suédoise n'était pas encoure tout à fait du goût de Washington, où l'on exigeait plus de clarté.

A Genève, le ministre suédois fut

décu » par le discours de M. Ara-

fat. Dans son propre discours, il expliqua ce que M. Arafat avait dit de façon éparpillée dans son texte. Les diplomates suédois devaient.

dans les heures qui ont suivi, travail-ler à la reformulation des déclara-

tions de M. Arafat lors de sa confé-

Finalement, la bagarre des para-

graphes, des substantifs, des adjec-

tifs et des virgules fut couronnée de succès. Washington finit par accep-

ter l'ultime version des intentions de

M. Arafat avec pour résultat, le len-

demain même, la première prise de contact officielle depuis treize ans

entre les Etats-Unis et l'OLP. La

dinlomatie silenciense venue du

froid avait remporté un brillant

FRANÇOISE NIÉTO.

ture d'un dialogue avec l'OLP.

fada se poursuivra jusqu'à - la réalisation par le peuple palestinien de ses droits et l'établissement de son Etat sur sa terre occupée, avec pour capitale al-Qods > (Jérusalem).

Aucun rendez-vous n'a été pris pour la deuxième rencontre. Cette pause de réflexion devrait permettre, entre autres, d'analyser les posi-tions qui ont été définies à Carthage, mais aussi de juger de part et d'autre si les actes sont conformes aux engagements énoncés. A ce propos, croit-on savoir, les Américains auraient particulièrement insisté sur le respect par l'OLP de sa renonciation au terrorisme. Bien sûr, des actions menées par des groupes extrémistes et incontrôlés demeurent possibles. Mais il appartiendra alors à M. Yasser Arafat, qui voyage actuellement en Europe de l'Est, de s'en dissocier clairement.

MICHEL DEURÉ.

Les affrontements de Naplouse ont fait quatre morts

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Rien ne semble devoir arrêter le cours du soulèvement dans les territoires occupés. Chaque vendredi, jour de la prière dans la mosquée, est un moment d'affrontements répété comme en ont encore témoigné les incidents du 16 décembre à Naplouse. Ils furent les plus meurtriers depuis plus de deux mois : au moins quatre jeunes Palestiniens ont été tués et une dizaine d'autres blessés par balles lors d'accrochages avec l'armée (nos dernières éditions du 17 décembre).

Vendredi soir, la grande ville du nord de la Cisjordanie (quel-que cent vingt mille habitants) avait de nouveau été placée sous couvre-feu et, selon la radio israélienne, des soldats entouraient

certains des hôpitaux où avaient

été acheminés les blessés. Parmi ccux-ci, l'un se trouve dans un état désespéré (une balle en plastique dans la tête) et la condition de trois autres est jugée critique. Cette série d'incidents portent à près de trois cent quarante selon les chiffres de la presse israélienne - le nombre de Palestiniens tués depuis le début de la révolte dans les territoires occupés il y a un an.

Tout a commencé dans la matinée lors des sunérailles d'un garçon de quinze ans, décédé jeudi des suites de blessures reçues le mois dernier. Deux cents personnes suivaient le cercueil, recouvert du drapeau palestinien. Selon des sources palestiniennes, des soldats ont ouvert le feu sur la procession alors qu'elle se transformait en manifestation. Une personne a été tuée sur le coup. Selon un porte-parole militaire, en revanche, les violences - jets de pierres et de pièces métalliques se sont ensuite étendues à plusieurs autres quartiers de la ville. Le porte-parole a affirmé qu'il s'agissait : d'incidents planissés à l'avance et qui ont éclaté de façon

simultanée ». Depuis plusieurs mois. Naplouse est une des places-fortes les plus actives du militantisme nationaliste. Les accrochages entre l'armée et des groupes très organisés sont quasi quotidiens. A plusieurs reprises, les quotidiens Jerusalem-Post et Haaretz ont rapporté des actes de vanda-

101-: le

non :nt

10-

lisme de la part de l'armée. Aucun commentateur n'a vu de relation entre les affrontements de Napiouse et l'amorce, le même jour à Tunis, des premiers pourparlers entre les Etats-Unis et l'OLP. Cependant, M. Avi Pazner, porte-parole du premier ministre, M. Itzhak Shamir, a déclaré: « Ces incidents sont le résultat de l'interprétation que les Palestiniens donnent du dialogue entre l'OLP et les Etats-Unis. Puisque la violence a réussi, se disent les Palestiniens, pourquoi ne pas continuer? Là, est l'erreur de Washington. »

D'autre part, le Likoud et les travaillistes ont poursuivi, jeudi et vendredi, leurs négociations sur la formation d'un gouvernement d'union nationale.

ALAIN FRACHON.

Les réactions de la communauté juive américaine surprennent par leur modération

WASHINGTON de notre correspondant

Le moment de surprise et de désarroi passé, les milieux juifs américains prennent acte de la nouvelle politique mais opèrent un repli tactique sur de nouvelles positions. Les principales organisations juives souhaitent désormais que les Etats-Unis mar-quent une pause dans leurs contacts avec la centrale palestinienne, tant que la bonne foi de M. Yasser Arafat n'aura pas été démontrée, et tant que l'OLP n'aura pas satisfait à des exi-

gences supplémentaires.
Les intentions de M. George Bush sont difficiles à discerner, et le président élu semble prendre grand soin de cacher ses cartes. « Personne ne de cacher ses cantes. « Personne ne sait où le dialogue mènera », a-t-il déclaré vendredi, avant d'ajouter qu'il attendrait sa prise de fonctions (le 20 janvier) pour définir les moyens de « faire avancer le pro-cessus de naix ». cessus de paix ».

Les premières réactions des milieux juifs américains, aussitôt après l'annonce de l'ouverture d'un dialogue entre Washington et l'OLP, avaient été remarquablement modérées (le Monde du 16 décembre), et cette attitude s'est dans l'ensemble confirmée depuis. Certes, si certains manifestent une sorte de soulagement à l'idée qu'on en a fini avec une situation absurde, d'autres ne décolèrent pas : un rabbin du Bronx compare le secrétaire d'Etat Shultz à un Chamberlain qui capitule devant des assassins et des bandits », tandis qu'un responsable de « l'organisa-tion sioniste d'Amérique » estime que l'administration s'est « emba quée dans une politique prématurée

préliminaire »

et naive en négociant avec des terro-

Mais les réactions des principaux groupes, en particulier de ceux qui sont représentés à la « Conférence des présidents des grandes organisations juives américaines », sont à la fois plus mesurées et plus organisées Ainsi M. Morris Abrams, le président de cette conférence, souhaite -til que Washington pose une condition preliminaire à l'OLP: qu'elle répudie sa charte qui implique la destruction d'Israel. Cependant M. Bush ne paraît pas pour l'instant convaincu de l'utilité de cette démarche. « Je ne veux pas revenir en arrière ., a-t-il déclaré vendredi à ce propos, en ajoutant que les récentes déclarations de M. Arafat réglaient la question de

nanière satisfaisante. Un autre souhait est largement xprimé dans les milieux juifs : que les Etats-Unis s'abstiennent de faire pression sur Israel pour l'amener à une solution du conflit procheoriental qui ne serait pas conforme aux voeux de l'Etat juil. Le département d'Etat s'est déjà voulu très rassurant à ce sujet.

La nécessité de mettre les Palestiniens à l'épreuve, pour une durée indéterminée, mais qui permette de vérifier qu'ils ont bien renoncé au terrorisme, est aussi souvent évoquée. Le New York Times, qui, à l'instar du Wall Street Journal, prend acte avec une réticence à peine dissimulée de l'ouverture d'un dialogue avec l'OLP, va même très loin dans cette voie. Ainsi, selon le Times - très représentatif d'une certaine élite juive américaine. - • M. Shultz doit tenir M. Arafat pour responsable » des actes « de violence en Israël et

dans les territoires occupés ». Dans les milieux politiques, les réactions sont encore peu nom-breuses, mais étonnamment modé-rées. « Cest peut-être une impasse, a déclaré un sénateur républicain, M. Lugar, à propos des contacts avec l'OLP, mais il vaut la peine de l'explorer. - Et le futur leader de la majorité démocrate au Sénat. M. George Mitchell, est allé jusqu'à approuver sans réserve la décision de l'administration Reagan.

Naturellement, tous les élus qui s'expriment sur le sujet rappellent qu'il n'est pas question de réduire le soutien des Etats-Unis à Israël, et dans le monde politique comme dans la presse, l'OLP continue d'être trai-tée « avec des pincettes. » Mais le « coup de M. Reagan au Proche-Orient », pour reprendre l'expression d'un éditorial du Washington Post, semble avoir eu l'effet d'un curieux révélateur : bien des hommes politiques qui n'auraient jamais « osé » préconiser une reconnaissance de l'OLP semblent satisfaits d'être ainsi mis devant le fait accompli, soulagés que l'administration sortante ait pris sur elle de remettre les pendules à l'heure.

Certains médias, comme gagnés par l'air du temps, se permettent même d'étonnantes audaces : la chaîne ABC est ainsi allée jusqu'à désigner M. Yasser Arafat comme cours du journal télévisé de vendredi

JAN KRAUZE

LIBAN

Un otage suisse et trois soldats de l'ONU libérés

de notre correspondant

M. Peter Winkler, délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), enlevé dans le sud du Liban le 17 novembre, a été libéré vendredi soir 16 décembre. Sa libération avait été précédée d'intenses efforts de la part des auto-rités suisses et du CICR, à l'occa-sion de la réunion à Genève, cette semaine, de l'Assemblée générale de l'ONU, rapporte notre correspon-

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Edouard Brunner, s'était notamment entretenu pendant quarante-cinq minutes, mercredi, avec M. Yasser Arafat. De son côté, M. René Felber, ministre des affaires étrangères, avait évoqué le cas Winkler lors d'une rencontre avec M. Javier Perez de Cuellar. Plusieurs questions subsistent, notamment de savoir s'il v a eu marchandage et à quel prix M. Winkler

dant à Berne. Jean-Claude Bührer.

C'est à l'endroit exact où il avait été enlevé, il y a juste un mois — à Saïda — que M. Peter Winkler a été libéré. Le chef de la milice locale, M. Moustapha Saad, avait pris à cœur de faire relâcher le délégué spisse. Et c'est M. Saad qui a remis - l'ex-otage à un diplomate suisse envoyé pour la circonstance.

Paraissant détendu et reposé M. Winkler a indiqué qu'il avait été bien traité durant sa détention, bien que l'ayant passée dans une pièce sans ouverture, sous la garde constante de deux hommes masqués Son rapt en tant que ressortissant

• La mère et le beau-frère de

Jacqueline Valente à Beyrouth pour Noël. — La mère et le beau-

trère de Jacqueline Valente, jeune

Française enlevée avec ses deux filles

et cina ressortissants belges en

novembre 1987 par le groupe Abou

l'air Ali Mohamed Hariri, auteur du détournement d'un avion au cours duquel il avait tué un passager français, avant d'être maîtrisé à l'aéro port de Genève. Certaines hypothèses attribuent cet enlèvement au groupe palestinien - anti-Arafat -Abou Nidal.

du CICR, semble directement lié à

la détention en Suisse du pirate de

Par mesure de précantion, le CICR a décidé de retirer ses délégués de Saïda et d'en réduire le nombre au Liban de vingt-cinq à dix-sept.

Outre M. Winkler, un autre membre d'une organisation étrangère d'entraide, un médecin belge de Terre des hommes, a été enlevé, au Liban du Sud également, à Tyr, il y a six mois, et sa trace n'a touioura pas été retrouvée. Les associations caritatives internationales y out été la cible de deux autres rapts : le directeur britannique d'Oxfam et deux fonctionnaires scandinaves de l'Unrwa ont été enlevés et relâchés, le premier après six jours de détention et le second après vingt-cinq

Par ailleurs, trois soldats irlandais de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) out été enlevés vendredi à Tebnine, localité du sud du Liban où le contingent irlandais a son quartier général (nos dernières éditions du 17 décembre). Ils ont été libéres vingt-quatre heures plus tard. Quatre autres militaires irlandais y avaient déjà été brièvement séquestrés jeudi, en représailles de l'enlèvement par les services de renseignements israéliens de trois habitants du village.

LUCIEN GEORGE.

Beyrouth e pour qu'elle sache qu'on ne les oublie pas », a annoncé Mª Brigitte Valente samedi avaient été enlevés en mer alors qu'ils se trouvaient à bord d'un bateau de plaisance, le Silco. -

cette date lointaine du 17 septembre 1948, jour où le comte Folke Berna-dotte, médiateur de l'ONU, fut tué par le groupe Stern (l'actuel pre-mier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, avait été directement mèlé Quelques semaines plus tard, le ministre suédois des affaires étrangères, M. Sten Andersson, partait en au meurtre) parce qu'il était jugé

visite officielle an Proche-Orient : Israël, Sy... et Jordanie. A Amman, il rencontrait M. Arafat lors d'un petit déjeuner décisif. C'est là que nsquit l'idée que la Suède pouvait aider à établir un pont entre Washington et l'OLP. Le mois suiétrangères, revient volontiers qua-rante ans en arrière pour expliquer l'intérêt que portent de longue date les Suédois au problème israélo-palestinien. « Notre rôle a plutôt été vant, le ministre effectuait une visite importante aux Etats-Unis, où il eut un long entretien très privé avec son homologue américain, M. George Shultz, Maigré, ou à cause, de l'échéance électorale qui approchait en Suède, M. Andersson fit ainsi quantité de petits voyages utiles, notamment durant l'été, où il rencontra M. Kreisky à deux reprises chez ce dernier, à Majorque. Dans le troisième tome de ses Mémoires, l'ex-chancelier vieillissant devrait

Messagers

donner le détail de sa diplomatie

personnelle dans cette affaire.

Pendant ce temps, à Stockholm, au ministère des affaires étrangères, un groupe de travail avait été créé ayant pour mission de mettre sur pied le dialogue entre les Etats-Unis concernées.

Quelques mois plus tard, la même année, M. Arafat était invité pour la première fois à Stockholm par le Parti social-démocrate suédois, dans

et l'OLP. Deux diplomates, MM. Anders Bjurner et Mattias Mossberg, étaient choisis par le ministre pour se consacrer exclusive-ment à cette tâche délicate et jouer Le 21 novembre, une première réunion américano-palestinienne se

de l'OLP).

Le document élaboré était la fameuse a clarification a. à l'inten-

rence de presse de mercredi soir, repoussée à cette fin. Les communidifférents hôtels, et via l'ambassade de Suède à Washington.

tennit à Stockholm dans le plus grand secret entre cinq personnalités juives américaines (dont M. Stanley heinbaum, un économiste, éditeur et démocrate de Los Angeles. connaissance commune de MM. Papandréou et Schori) et trois palestiniennes (dont M. Khaled Al Hassan, membre du comité exécutif

A TRAVERS LE MONDE

Tchécoslovaquie

Plusieurs démissions au comité central

Le piénum du comité central du PC tchécoslovaque (le Monde du 17 décembre) s'est achevé, le vendredi 16 décembre, à Prague, et a été marqué par plusieurs démissions, dont celle de M. Vasil Bilak, l'exnuméro deux, considéré comme particulièrement dogmatique, celle du ministre alovaque de la culture, M. Miroslav Valek, qui avait au contraire appelé récemment à la tolérance envers l'opposition.

L'absence de l'ex-premier ministre, M. Lubomir Strougal, limogé en octobre mais en principe toujours membre du comité central, a été

Le comité central a décidé de convoquer le prochain congrès du PCT un an plus tôt que normalement prévu, le 10 mai 1990.

Les travaux du plénum ent pour l'essentiel été consacrés à la volonté de « restructurer le mécanisme économique ». Mettant l'accent sur les graves insuffisances des structures actuelles de production. Le premier ministre, M. Ladislav Adamec, a annoncé un objectif de croissance économique de 2,2 % an 1990. « Ce n'est pes un teux très élevé, mais nous mettons l'accent sur une amélioration de la qualité et de la productivité », a commenté le vice-premier ministre, M. Bohumil Urban, qui a annoncé des « décisions douloureuses », notamment « le gel ou l'abandon de certains chantiers ». -

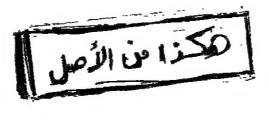
Vanuatu

Nouvelle crise politique à Port-Vila

Le président du Vanuatu, M. Sokomanu, a prononcé, vendredi 16 décembre, la dissolution du Parlement pour tenter de mettre fin à la

crise politique larvée dans l'archipe et annoncé que de nouvelles élec-tions auraient lieu en février. Mais les tés, en grande majorité membres du Vanua'aku Pati du premie ministre, le pasteur Walter Lini, ont rejeté cette décision, qu'ils ont qualimier ministre a exigé la démission de M. Sokomanu et annoncé qu'il envisageait de convoquer le collège électoral pour lui demander de démettre le chef de l'Etat.

La police patrouillait autour du Pariement pour empêcher les oppo-sants au régime de manifester. Un jeune touriste australien a été tué et percutant contre un barrage de police mal éclairé. L'imbroglio poli éclaté avec la rupture entre MM. Lin et Sope, ancien secrétaire général du parti au pouvoir (le Monde du 17 novembre), M. Sope at ses partisans avaient démissionné du Parlement et ont refusé de participer aux élections législatives partielles qui ont eu lieu lundi 12 décembre.



La seconde commission Delors aura pour tâche de préparer le grand marché européen

unique européen et une large redéfinition des relations extérieures de la CEE, telles seront les deux tâches principales de la seconde commission Delors quinze hommes, deux femmes qui prendra ses fonctions le i" janvier 1989 pour quatre ans. C'est à l'aune de cette double mission qu'il convient d'apprécier la répartition des portefeuilles à laquelle a procédé, vendredi 16 décembre, la nouvelle commission réunie dans les environs de Bruxelles.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Le président Jacques Delors garde pour lui-même la responsabilite centrale des affaires monétaires. Une décision qui allait de soi, puis-que le Conseil européen de Hanovre l'a nommé à la tête du comité de seize sages chargé de faire un rap-port sur les voies et moyens de l'union économique et monétaire.

M. Martin Bangemann, l'actuel ministre allemand de l'économie, se voit attribuer le portefeuille presti-gieux du marché intérieur et des affaires industrielles, auquel M. Delors a ajouté, pour faire bonne mesure, les relations avec le Parle-

S'agissant du grand marché, les dossiers essentiels de la l'acalité échoient à Mª Christiane Scrivener, l'ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing qui, depuis 1979, siège au groupe libéral du Parlement de Charles de l'academent de Charles de l'academent européen. La fiscalité de l'épargne, le rapprochement des taux de la TVA seront, avec la monnaie, au centre du débat européen au cours

La politique de la concurrence revient à M. Leon Brittan, qui fut le ministre du commerce et de l'industrie de M. Thatcher. C'est ce libéral grand teint qui surveillera la conformité des aides d'Etat avec le droit communautaire.

Le Conseil européen de Rhodes a illustré la volonté de plusieurs États membres, en particulier de la France, de ne pas négliger les politi-ques d'accompagnement du grand

La mise en œuvre de l'Acte marché. Mª Vasso Papandréou. ministre du commerce grec et mem-bre influent du Parti socialiste (PASOK), aura la tâche difficile de rappeler aux gouvernements la nécessité de veiller aux intérêts des salariés. Outre les affaires sociales, elle est également chargée des pro-blèmes de formation et d'éducation. M. Carlo Ripa du Meana traitera les dossiers de l'environnement, et c'est au Luxembourgeois Jean Dondelin-ger, vieux routier bruxellois, qu'il reviendra d'épauler la politique audiovisuelle et culturelle chère au président de la République.

M. Andriessen maméro deux

Le vice-président Frans Andriessen, qui apparaît clairement comme le numéro deux de la commission, troque les affaires agricoles - qu'il détient dans l'actuelle commission et qui sont attribuées à l'Irlandais Ray MacSharry, ancien ministre de l'agriculture de son pays - contre les relations extérieures et la politique commerciale. Vaste mission à laquelle cet ancien ministre des finances des Pays-Bas, qui est mem-bre de la commission depuis 1981, semble bien préparé. Il a notamment l'habitude - agriculture oblige - de croiser le fer avec les Améri cains. M. Andriessen sera, pour la commission, le principal acteur de la nouvelle politique de coopération que la CEE veut mettre en œuvre avec l'URSS et ses voisins du camp socialiste.

Aux deux commissaires espagnols reviendra l'ensemble de la politique de développement. Chargé des relations avec les pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique), le très jeune vice-président Manuel Marin conduire les absoistemes de la conduire de l conduira les négociations pour le renouvellement de la convention de Lomé. Il se voit attribuer de surcroît la responsabilité, importante pour les intérêts espagnols, de la politique triote Abel Matutes reprend le por teseuille que détenait M. Claude Chevason dans la première commis sion Delors. Il sera la voix de l'Europe en Méditerranée, en Amérique latine et dans les conférences

PHILIPPE LEMAITRE.

Asie

La recherche d'un règlement du conflit cambodgien

M. Hun Sen estime que la Chine a assoupli sa position

La dernière phase du retrait de 50 000 soldats vietnamiens du Cam-bodge a commencé jeudi 15 décembre, avec le départ de 1 200 hommes de la 309 division d'infanterie de Battambang. Selon le prince Ranarridh, fils du prince Sihanouk et chef de l'ANS (Armée nationale sihanoukiste), entre 5000 et 8000 soldats vietnamiens ont quitté des points stratégiques situés le long de la frontière khméro-vietnamienne. A l'issue de cette phase, il ne devrait rester que 50000 soldats vietnamiens au Cambodge, selon Hanot. Mais les experts occidentaux esti-ment les effectifs du corps expéditionnaire vietnamien à près de

A l'occasion de ce retrait, M. Hun Sen, chef du gouvernement proviet-namien de Phnom-Penh, a donné, vendredi, une conférence de presse dans laquelle il a estimé que la position chinoise était plus proche de la sienne que celle du prince Sihanouk, Pékin liant désormais, selon M. Hun Sen, la cessation de son aide aux Khmers rouges et le retrait des forces vietnamiennes du Cambodge.

Il a, de nouveau, rejeté la tenue une conférence internationale sur le Cambodge et la constitution d'une force internationale de maintien de la paix, réclamées par le prince. Il est néanmoins d'accord pour qu'« une éventuelle commission internationale de contrôle ait les moyens de réaliser sa tâche », à condition qu'elle « respecte la souveraineté et l'indépendance de la République populaire du Kampu-

M. Hun Sen, qui avait recu, jeudi, l'envoyé spécial des Nations unies. f. Ahmed Raffeuddin, a aussi déclaré que « la revendication d'un rôle politique et militaire pour les Polpotistes [Khmers rouges] n'est pas une solution qui meneralt à la paix mais, au contraire, déclenche rait une autre guerre civile . Enfin, il a réclamé l'élimination politique des dirigeants khmers rouges, y compris leur chef nominal, M. Khicu Samphan. - (AFP, AP. Reuter, UPI.)

La succession du président Jayewardene

Election à Sri-Lanka sur fond de massacres

(Suite de la première page.)

Ce marxiste est qualifié par ses anciens « compagnons de route » de stalinien. Pour répondre à cette violence « révolutionnaire », des groupes paramilitaires soutenus par le pouvoir sont apparus.

Terrorisme et contre-terrorisme

Sur les routes du Sud, on croise des jeeps bourrées d'hommes en armes et sans uniforme. Ce sont les . Tigres verts », dont chacun pense qu'ils sont contrôlés par le ministère de la sécurité nationale, à moins qu'il ne s'agisse des tueurs du PRRA (Armée rouge du peuple révolutionnaire), organisation d'extrême gauche qui exécute les sympathisants du JVP avec la bénédiction du pouvoir. Chaque matin, on découvre une dizzine de cadavres, les mains liées dans le dos et une balle dans

Les extrémistes cinghalais ont recours à des méthodes identiques. Un journaliste proche du pouvoir qui a reçu sa troisième lettre de menaces habite désormais dans un hôtel de la capitale où son anonymat est sauvegardé. Le 28 novembre dernier, M. Kirthi Wijedahu, chef de l'organisation militaire du JVP, a adressé une lettre à tous les banquiers de la capitale pour dicter ses conditions : en raison du dérèglement de la vie économique, les intérêts des prêts dus par les petits industriels et commerçants pour octobre, novembre et décembre doivent être annulés. Le 8 décembre, le ministère des finances a réuni les banquiers de Colombo pour leur « conseiller » d'obéir à cet ultimatum. Tout le monde est susdu JVP, et bien peu se risquent à passer outre.

Les candidats font preuve d'une très grande prudence: le premier ministre, M. Ranasinghe Premadasa, dauphin désigné par • J. R. •, n'a jamais prononcé une seule critique contre le JVP, Mª Sirimavo Bandanaraike, le chef de file du Parti sri-lankais de

la liberté (SLFP) et de l'opposition, cherchait encore, trois jours avant le scrutin, à conclure un accord électoral avec les extrémistes cinghalais. Quant au troi-sième candidat, M. Ossie Abeygunesekara, président d'une petite formation de gauche, le SLMP, qui a pris le risque de dire que le JVP était un parti fasciste, il vient d'échapper à sa troisième tenta-tive d'assassinat...

Les Tamouls

Au nord et à l'est de l'ancienne Ceylan, la violence est d'un autre type. Les « Tigres » tamouls continuent de résister aux quelque cinquante mille soldats indiens qui poursuivent une interminable pacification ». La situation a cependant évolué depuis la constitution du Conseil provincial du Nord et de l'Est. Ce nouvel exécutif local est dirigé par M. Varatharaja Terumal, responsable d'un mouvement tamoui, l'EPRLF, qui a accepté de rejoindre le processus démocratique. Armé, financé, protégé par New-Delhi, le gouvernement provincial prépare l'avenir dans la perspective d'avoir an jour à lutter seul contre les «Tigres», mais les règiements de comptes entre groupes tamouls n'ont pas cessé.

La minorité tamoule (18 % de la population) a acquis un début d'autonomie administrative, et la langue tamonle est devenue l'une des langues nationales. Même s'il est trop tôt pour parler d'une amorce de normalisation, les - Tigres - sont le seul groupe tamoul (mais le plus puissant) à refuser le jeu démocratique. Ce ralliement des Tamonis modérés est très probablement conjoncturel: Colombo a institutionnalisé une entité tamoule qui risque fort de se transformer en bastion inexpugnable avec la bénédiction de l'Inde.

Lundi, 9,3 millions de Sri-Lankais se rendent aux urnes pour la première fois depuis 1982,

année an cours de laquelle le président Jayewardene avait été réélu pour six ans. A aucun moment au cours de la campagne, M. Premadasa n'a rendu kom-mage à un chef d'Etat vicillissant qui, il y a quelques mois, voulait se battre... en duel avec le chef du JVP. Artisan de la lutte pour l'indépendance, le « vieux lion » avait été surnommé le « de Gaulle de l'Asie » pour son rôle historique. Depuis l'accord indo-srilankais de juillet 1987, la majorité de ses compatriotes, qui lui repro-chent d'avoir bradé la souveraineté nationale à l'Inde, le comparent plus volontiers à Pétain.

Quarante ans après l'indépendance, la . démocratie modèle de l'Asie - implose sous le terrorisme, son équilibre ethnique a volé en éclats, et une partie de son territoire est occupée par une armée étrangère dont les effectifs sont plus nombreux que ceux de l'armée nationale. Pour rétablir la situation, les Sri-Lankais ont le choix entre un candidat. Ma Bandanaraike, qui, en tant que premier ministre, fut jadis responsable d'une sangiante opération de maintien de l'ordre (dix mille morts lors de la répression contre le JVP en 1971), et un autre, que I'on dit favori, M. Premadasa, dont on voit mal comment il pourrait mieux réussir que son prédé-

LAURENT ZECCHINI.

e AFGHANISTAN : Washington dénonce les offensives sovié tiques. - Les Etats-Unis ont dénonce, varidradi 16 décembre, la poursuite des bombardements aériens soviétiques en Afghanistan à quelques semaines de la date prévue du pays. Ces bombardements se poursuivent pratiquement sans internutrion depuis le début de novembre, au rythme d'une centaine de sorties session de négociations entre la résistance afghane et les Soviétiques pourrait avoir lieu à partir du appris dans la capitale pakistanaise. - (AFP.)

Les dix-sept

Volci les attributions officielles des dix-sept membres de la Commission européenne qui prendron leurs fonctions le le janvier pro-

· Jacques Delors (France). président : affaires monétaires, secrétariat général et service juridique.

• Frans Andriessen (Pays-Bas) : relations extérieures et politique commerciale, coopération avec les autres

· Henning Christophersen (Danemark) : affaires économiques et finan-cières, coordination des fonds structurels, office statistique.

· Manuel Marin (Espagne) : coop

• Filipo Maria Pandolfi (Italie) ence, recherche et développement télécommunications, industries de l'information et innovation, centre com-Martin Bangemann (*) (RFA)

marché intérieur et affaires industrielles, relations avec le Parlement. . Leon Brittan (*) (Grande-

· Carlo Ripa di Meana (Italie) : nt, sécurité nucléaire, pro-

· Antonio Cardoso e Cunha (Portu gal) : energie et agence d'approvisionne-ment, Euratom, PME, artisanat, commerce, tourisme, économie sociale, personnel, administration et traduction.

tection civile.

• Abel Matutes (Espagne) : politique méditerranéenne, relations avec l'Amérique latine, relations Nord-Sud.

· Peter Schmidhuber (RFA) : bud-• Mm Christiage Scrivener (*)

. Bruce Millan (*) (Grande-

questions relatives aux prélèvements

Bretagne): politiques régionales. Jean Dondelinger (Luxembourg) ;
 affaires audiovisuelles et culturelles. information et communication, Europe

des citoyens, office des publications. Ray MacSharry (*) (Irlande)

 Karel Van Miert (Belgique) : protection et promotion des intérêts des

 M== Vasso Papandréou (*) (Grèce): emploi, relations industrielles et affaires sociales, ressources humaines, éducation et formazion.

Afrique

L'Algérie en ébullition

IV. - Les amoureux d'Oran

Dans trois précédents reportages (le Monde des 15, 16 et 17 décembre), J.-P. Péroncel-Hugoz a décrit la situation à Alger puis en Kabylie, deux mois après l'insurrection d'octobre.

de notre envoyé spécial

La scène est an Petit-Vichy, un jardin public très . franchouillard .. avec ses bancs sous des ficus taillés dont les Français gratifièrent jadis le front-de-mer oranais.

C'est un des derniers endroits d'Algérie où on peut voir des amoureux. Oh. bien sages! Assis côte à côte sans se toucher, ils chuchotent doucement: parfois même la demoiselle est voilée. Naturellement. jamais ils ne s'embrassent. C'est quand même arrivé une fois, en cet automne algérien de toutes les ibentés.

Le baiser n'était qu'un effleurement rapide, mais les policiers en tenue postés derrière un arbre se sont aussitôt précipités. La fille a éclaté en sanglots, le garçon s'est dressé, serrant les poings, piteux comme un renard qu'un poulet

Les enfants alentour se sont arrêtés de jouer. Tout le monde a

 « Procès populaire » contre la torture. - La tenue d'un e procès populaire symbolique de la torture en Algérie depuis 1982 », le 29 décembre à Alger, a été décidée par le « comité pour une mobilisation nationale contre la torture», qui groupe une quarantaine de comités locaux ou collectifs professionnels créés après les événements d'octobre. Il s'agit, selon les responsables du comité, de « démontrer que la pratique de la torture a été systématique en Algérie depuis 1962 », le premier texte adopté en octobre contre la torture ayant été signé, selon eux, par trente-cinq mille personnes. Le « procès populaire » sera organise par le collectif des evocats d'Alger, chargé aussi de rédiger l' « acte d'accusation ». ~ (AFP.)

regardé sans broncher les deux jeunes gens monter dans le « panier à salade » vers Dieu seul sait quelle admonestation policière on fami-

Un « ado » sans dulcinée a commenté pour nous : • Voilà comment el doula (l'Etat) se fait détester. pour des riens comme ça qui font qu'on flippe tout le temps. Est-ce qu'il faudra encore cent morts à Oran pour qu'on foute la paix aux

L'opinion générale sans doute appuierait le dérisoire geste d'ordre ral des policiers, mais peut-être oas à Oran. Non que ce port d'un million d'habitants soit en quoi que ce soit libertin. Mais la deuxième cité d'Algérie est moins « coincée » qu'Alger, plus indulgente. Ici il n'en faut pas beaucoup, il est vrai, pour avoir l'air libéral.

Cet air, Oran ne le doit certainement pas au rigoriste catholicisme espagnol qui y régna presque sans interruption de 1509 à 1792, puis durant toute la période de souveraineté française, mais plutôt au fait que la seule grande ville de l'Algérie coloniale à majorité européenne se soit repeuplée, depuis l'indépendance il y a un quart de siècle, de populations arabes souvent déraci-nées du bled et qui n'ont pas trouvé sur place le traditionnel carcan social des anciennes localités musulnames comme Tlemcen ou Constantine. Bref, sur le plan des mœurs, l'Oranie fait figure de pionnière, comme la Kabylie dans le domaine

Le préfet et le raï

politique.

A preuve, l'influence relativement faible des islamistes qui, après un démarrage tonitruant au début de la décennie - ils osèrent démolir, sur le djebel Murdjadjo dominant la ville, l'oratoire du bien-aimé mystique populaire médiéval Sidi Abdelkader El Djilani, non orthodoxe à leurs yeux. - ne se sont pas imposés à la société locale.

A preuve encore, le rail cette poésie chantée islamo-gaillarde et

même quelquefois populacière, spécialité oranaise toutefois moins pra-tiquée ici qu'à Paris, car là encore veille l'ordre moral. Et quand Oran a la chance de tomber sur un préset a la chance de tomber sur un pretet ancien négociant en bois à Bordj-Bou-Arrerdij (Algérois) mais amateur de raf et de chanteuses de raf — de son vrai nom Bagdadi Lalacuna mais dit «Chab-Dadi», tout interprète du raf étant chab (jeune et beau), — voici que surviennent les tementes d'octobre, avec, assurent des térmoires cent morts orangis en des témoins, cent morts oranais en deux jours (dont dix membres des forces de l'ordre) et cent voiture brûlées (dont trois du consulat de France), sans parler des magasins « socialistes » dévastés dans une yeuse rage.

Au port pétrolier voisin d'Arzew. le « Gdansk » maghrébin, se déclenchait pendant ce temps une longue grève, tandis que les mai logés de l'agglomération occupaient en deux heures pas moins de quatre cent quatre-vingts appartements vides, et y restaient.

Après, ce sut, jusqu'en novembre, Dansons la carmagnole i » à tout crin. Le quotidien arabophone de la région, El-Djoumhouria, habituellement plus versé dans les philipp ques antifrançaises (avec une variante antimissionnaire), entrant lui-même dans la farandole, croulant sous les dénonciations signées de lecteurs : tandis que plusieurs notables disparaissaient de la ville ou tout au moins changeaient de domicile, le journal déballait tout à trac les dilapidations préfectorales en deniers, logements et véhicules publics.

Comme dans une vulgaire démomeme par ses obligés footballeurs et chanteurs, dut passer par le courrier des lecteurs d'El-Djoumhouria pour tenter de se justifier. Il n'a convaincu personne puisque Alger vient de le limoger (le Monde du 8 décembre).

En matière culturelle, les Oranais sont également plus décontractés, moins « cérébraux » que les Algérois, et ils n'ont pas chez enx l'embarras supplémentaire de la question berbère. Ils sont des Arabo-

musulmans épanouis et qui usent du français sans complexe.

Les commercants du cru se sont passé le caprice de conserver des enseignes bilingues, alors que la bou-tique virait au tont-arabe à Alger. Et si les panonceaux de l'aéroport de Maison-Blanche ont choisi l'anglais comme seconde langue, ceux de La Sénia sont restés fidèles au français.

A l'égard de la langue du dernier colonisateur, les Oransis auraient tendance à s'aligner - comme d'ailieurs les Kabyles - sur ce que pen-sent deux jeunes écrivains contemporeins assez prisés dans le coin, Rabah Belamri et Tahar Djaout, le premier quand il avoue : « J'aime la angue que m'a donnée ma mère, J'aime celle que m'a imposée l'his-toire et qui a fait non seulement mon esprit critique, mais aussi un peu de mon âme », et le second lorsqu'il confesse : « Il y a des choses très violentes que je n'aurals pas dites en arabe ou en berbère. Le français est pour moi un mervellleux instrument de travail où il n'y

Des femmes entêtées

Dans cette atmosphère « libérée », qui naturellement existait déjà ici un peu avant le sursaut populaire de cet automne, on pouvait s'attendre à voir des semmes à la pointe de la contestation. Pour tant, c'est sculement au retour dans la capitale que nous sommes tombés sur un petit groupe de femmes une centaine - au toupet incommensurable puisqu'elles se sont mis en tête de faire abroger, purement et simplement, le code de la famille de 1984 qui s'appuie sur une interprétation étroite du Coran et de la Sunna, et fait donc d'elles des « mineures à

vie «. Elles sont là sans hiérarchie, Soraya la graphiste. Fatima la doyenne, Linda la journaliste, Farida la mère de famille, et même Leila, la Sœur musulmane étudiante, autour de leur « prési-deme », une enseignante de lycée, Khalida Massaoudi, petite rousse de trente ans, soutenue, et ce n'est pas banal, par son mari. Certaines d'entre elles ont publiquement mani-festé « contre l'inégalité des sexes » dès 1981.

Anjourd'hui, portées par la vague nationale, elles demandent, tout à la fois et sans tarder, la liberté de mariage (y compris avec un non-musulman), de divorce, de conception, d'adoption; l'héritage égal avec les hommes; l'abolition de la polygamie et, par-dessus le marché, comme tout le monde, le multipar-tisme, la liberté médiatique et linguistique, le droit d'aller et de venir. Comme le dit sans illusion une

universitaire algéroise, Tassadit Yacine, e les démocrates, les Berbères, les étudiants, les profs et d'autres catégories à dominante masculine verront peut-être un jour leurs aspirations satisfaites, mais pour les femmes ce sera, et de loin, plus long, et plus difficile ».

Il est cependant probable que, si la société politique algérienne, soumise à une pression populaire dom la force est impressionnante, se libéralise pour de bon, le « deuxième sexe » en bénéficiera peu ou prou. Mais le test nitime d'une Algérie démocratique et donc enfin apaisée sera, n'en doutous pas, sa capacité à faire de ces femmes des citoyennes enfin à part entière.

> L-P. PERONCEL-HUGOZ. - FIN -

(1) Revue Borizons maghrébins, université de Toulouse-Le Mirail, numéro 11, troisème trimestre 1987. Voir aussi Maghreb et francophonte, ouvrage collectif public récemment à Paris par les Editions Economics, qui contient notamment un article du nou-veau ministre algérien de l'éducation. me Cheikh (85 p., 48 F).

• ERRATUML - Dans la reportaga sur la Kabylie (le Monde du 17 décembre), il fallait lire que dans les rassemblements étudiants se glissaient des cen-bourgeois», c'est-àdire des policiers en civil, et non pas l'avons imprimé par erreur.

10 7 PM

The second state

Company of the Company

-

Des.

٠,

delle second

The Physics St. to the Market 🙀 The second of ----

The Court of the second Publication de projet

de menterati code percal A Charles

- Hadaris and

· · Comment (12) photo # · vald reports &

11276 on or definitely the - 2 Table

Trans.

S STATES OF THE SALES Carpent Land 1

HE TANK BE Market En A STATE AND

••• Le Monde • Dimanche 18-Lundi 19 décembre 1988 5

(qui, en compte beaucoup) était

donné grand favori pour le Penta-gone. Mais entretemps, une

Washington pour barrer sa nomi-

nation. En dépit d'une compé-

tence indiscutée en matière de

défense, et d'une très longue

expérience des pratiques politi-

ques de la capitale (sans laquelle un secrétaire au Pentagone ris-

que d'être réduit à l'impuis-

sance), M. Tower encourait un

reproche majeur : celui d'être

des économies s'imposent : pen-

dant toute se carrière Sénat, il a

soutenu la quasi totalité des pro-

grammes de défense, et vigou-

conduite par le président Rea-

Le « job »

le plus difficile

financièrement lié à plusieurs

crands fabricants d'armements

- dans des conditions sans

doute pas illégales pour un élu américain, mais néanmoins un

peu troublantes pour un futur

secrétaire au Pentagone. Et puis,

la rumeur lui attribue un gout

immodéré pour l'alcool et les

M. Bush a attendre les résultats

d'une enquête « en profondeur »

du FBI, avant d'annoncer son

choix - qui constitue malgré tout

une sorte de défi au monde poli-

tique et médiatique washingto-

nien. (C'est la deuxième nomina

tion controversée décidée par

M. Bush, après celle de M. John

Sununu, le futur secrétaire géné-

Avec son corps rond et fort court (il a littéralement deux

CUBA : Fidel Castro annonce

de nouvelles restrictions. — Cuba sera confronté, en 1989, à « des

situations encore plus difficiles qu'en 1988 », a indiqué M. Fidel Castro,

jeudi, en annonçant la poursuite de la politique d'austérité devant le plé-

num du comité central du Parti com-

ral de la Maison blancha).

mmes. Tout cela a conduit

De plus M. Tower s'est trouvé

reusement appuyé la coûteu

· Nous ne permettrons plus, désormais, qu'un gouvernement élu avec les voix des travailleurs leur tourne le dos au lendemain des élections », a affirmé M. Antonio Gutierrez, secrétaire général des Commissions ouvrières. M. Nicolas Redondo, son homologue de l'UGT,

partite entre syndicats, gouvernement et confédération patronale, afin d'analyser la situation économique du pays. Cette proposition a été rejetée par MM. Redondo et Gutierrez, qui accusent le président du gouvernement de vouloir diluer leurs revendications dans une discussion d'ordre général sur de grands prinyeux, à rien de concret.

nat, en arguant que ce dernier n'est pas concerné par leurs cinq revendications, qui affectent uniquement

ces conditions, que la réunion de jeudi prochain aura finalement lieu.

têtes de moins que M. Sush), ses yeux très rapprochés, ses oreilles pointues, ses cheveux soigneuse ment plaqués et sa raie sur le côté, John Tower n'a pas un physique ordinaire. Il a subi sans rien dire tous les reproches qui lui ont adressés par voie de rumeur ou de presse. « Et l'alcoolisme ? », a lancé, en sa présence, un journaliste, au cours de la conférence de presse donnée par M. Bush à l'occasion de sa nomi-

nation), mais, s'il se présente volontiers comme un homme de compromis, il ne donne pas l'impression d'être prêt à s'en laisser compter. Ses premières déclarations ont été droit au coeur du probième qui se pose à lui et à la future administration et au

Congrès : « Nous devons fournir au moins autant de défense, sinon plus, pour moins d'argent ». L'une de ses premières taches sera de tenter de réformer la procédure d'attribution des contrats aux fournisseurs du Pentagone, qui a donné lieu à des scandales de grande ampleur. Il hérite du job considéré comme le plus difficile à Washington, à la tête d'une entreprise qui dépense 500 000 dollers... per minute. M. Bush devrait annoncer de

Noel : on attend en particulier ceile de M. Jack Kemp, qui fut l'un de ses rivaux pendi primaires, au ministère du logement, dont ce républicain de droite, ancien élu d'une circonscription très populaire, veut faire un puissant instrument de lutte pour la réhabilitation du centre des villes (essentiellement les quartiers noirs), en s'appuyant sur des principes à la fois conservateurs et progressiates.

Le président élu s'apprêterait aussi à nommer deux Noirs au sein du cabinet, vraisemblable combattants, achevant ainsi de diversifier une équipe dont les piliers - MM. Baker au département d'Etst, Brady au Trésor, sont, comme M. Bush lui-même, des modérés de l'establishment

JAN KRAUZE. ser les ressources en devises pour les destiner aux programmes de déveloopement dans la difficile conionoture économique que nous traversons ». L'une des mesures envisagées prévoit la fermeture de quinze ambassades cubaines à l'étranger et de plusieurs consulats.

URSS: les suites du tremblement de terre

La colère de M. Ryjkov

MOSCOU

w loud de massacre

A STANCE OF THE PARTY OF THE PA

事 Service Line

Service ...

Fried and the second

to the state of th

14 Car

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

Salar St. Com.

16 THE . A. . ..

CONTRACTOR OF STREET

Sandy of the Sandy

The state of the state of

7 Mar. - Application 1 Ave. 1

in the state of th

1

100 . de

Parket .

Miles Hans Care

Personal Commencer

Harman and the second

Mittelien und ...

糖 飛行 スキャイン

第4条/<u>年</u>(

कुमानके जनकार कर ।

Mark the second

Carrier a

Salah Carron - Marin

Bright House in

골짜 보다.

\$ 98 and 10 10 10 10

الرداما والماور المعرب الأو

in marin or a

海拳 and a section of

ونشا بدريهمها والم

🚁 e major i e e e

gradien een een

Algebra . - - a-

es the feet

والمراجع والمناطق والمناطق والمناطق والمناطق والمناطق والمناطقة وا

---with the second

New State of

A TOP OF THE PERSON NAMED IN

F-1 - 5 - 1 (A) 842 25 W green to the second

4.765

Amia 4

.

. The 1 To .

Witness .

TYPE THE

The Marian

de.notre correspondant

Premier ministre de l'URSS et président de la commission de coordination des secours à l'Arménie, M. Nicolaï Ryjkov est connu pour son grand sang-froid. Vendredi 16 décembre, il a pourtant explosé de colère contre le tère des affaires étrangères en lui reprochant d'avoir mis huit jours à envoyer des interprêtes pour assister les équipes de sauveteurs étrangers.

Cos sauveteurs étaient arrivés. eux, dès le troisième jour, a souligné M. Ryjkov en accusant le ministère d'avoir « donni », et de n'avoir assuré « aucune communi-cation » avec les spécialistes venus du monde entier et qui sont repartis, a-t-il dit. le « cour lourd » en raison du peu d'atten-

tion qu'on leur a portée. Diffusée par la télévision au cours de « Vrémia », le grand iournal du soir, cette scène a d'autant plus stupéfié que, s'il est un ministère totalement acquis à

la perestroïka et cher à M. Gorbatchev et à son équipe, c'est bien celui des affaires étrangères.

Ce qu'il y avait donc là d'absolument inhabituel est que cette sortie ne relevait pas de la manceuvre politique, ne marcuait pas l'exacerbation d'une quelconrage d'un homme bien placé pour savoir le prix de telles négli-gences. Plus profondément, le premier ministre a encore un peu plus contribué là à faire ressortir les faiblesses de l'ensemble de l'appareil d'Etat soviétique et la supériorité sur ceux de l'URSS des dispositifs de secours étran-

Cette volonté délibérée de faire comprendre, cadavres à l'appui, que l'URSS est en retard sur le monde et ne peut le rester s'accompagne d'une spectacu-laire percée du vocabulaire moral - pour ne pas dire religieux.

On parle à tout bout de champ d' e humanité », d' e humanisme », de « charité » ou de

en URSS, Mère Teresa a eu droit aux honneurs, notamment du icumal télévisé et de la une des Izvestia, l'organe du gouvernement. Deux jours plus tôt, ce même quotidien avait passé, toujours en une, une photo du katholicos, le chef religieux des Arméniens, dont la Prayda, l'organe du comité central, a publié, de son côté, une interview.

C'est encore dans la Pravda qu'on a lu que « l'épicentre de la catastrophe naturelle arménienne est devenu l'épicentre de l'humanité », et c'est l'agence Tass qui hôpital moscovite : « Il semble que nous ayons l'instinct d'huma-

Vendredi, vingt et une personnes vivantes ont encore été retirées des décombres et l'on a donc décidé de poursuivre les recherches qui étaient, la veille, sur le point d'être interrompues. Quant aux perquisitions et aux arrestations de militants nationalistes arméniens, elles se poursuivent également...

BERNARD GUETTA.

Des milliers d'Arméniens morts d'abandon...

(Suite de la première page.)

A Erevan, le conscrvatoire sert de centre d'informations où toute une foule défile devant de grands panneaux sur lesquels des photos d'enfants et d'adultes sont affichées. Les premiers sont vivants mais trop petits pour connaître leur nom de famille et les coordonnées de leurs proches, les seconds sont morts et le cliché présenté a été fait avant leur inhu-

Ce sont des hommes épuisés de fatigue, le visage couvert de barbe, des femmes serrant leurs mouchoirs, qui courent d'un ministère à l'autre, des centres d'information aux hôpitaux, qui traduisent le plus vivement l'ampleur d'un drame que les ponvoirs publics n'ont pas su appréhender ni traiter. « La petite République [l'Arménie] na pas réagi quand il le fallait, la grande [l'Union soviétique] non plus », nous a confié un haut fonctionnaire arménien. C'est le moins que l'on puisse dire.

« Les 10 % de coulage inévitable » '

Mais comment expliquer autroment que des milliers d'écharpes en laine - parfaitement identifisbles, envoyées par des organisa-tions de secours françaises, se retrouvent aujourd'hui autour du n'étaient pas précisément prévues?

Trop anecdotique? Une responsable soupire : « Ce sont les 10% de coulage inévitables pour que le reste arrive. Mais cette fois les dérapages de cette nature

Publication du projet de nouveau code pénal

Les Izvestia ont publié, vendredi 16 décembre, le condensé du projet de nouveau code pénal de l'URSS, où ne figure pas l'article dénoncé par les dissidents sur « l'agitation et la propagande anti-soviétiques », mais où sont reconnus comme délits les actes « socialement dangereux » portant atteinte « au régime social de l'URSS, à son système politique et économique - et - à l'ordre légal

La peine de mort par fusillade, évoquée dans un article à part, s'applique dans les cas de trahison, espionnage, terrorisme, subversion, crime prémédité avec circonstances aggravante, viol d'enfants. Elic s'applique aussi pour d'« autres crimes commis en temps de guerre » ou lors d'une « situation de com-

La publication du projet est accompagnée d'un arrêté du chef de l'Etat soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, stipulant que le texte doit vingt arrondissements paraises des vingt arrondissements paraises de la compagnée d'un arrêté du chef de l'Etat soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, stipulant que le texte doit vingt arrondissements paraises au compagnée d'un arrêté du chef de l'Etat soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, stipulant que le texte doit vingt arrondissements paraises au compagnée d'un arrêté du chef de l'Etat soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, stipulant que le texte doit l'experiment paraises des vingt arrondissements des vingt arrondissements paraises des vingt arrondissements paraises des vingt arrondissements de vingt arrondiss ètre publié dans plusieurs journaux seront exceptionnellement ouvertes pour discussion et que les commissions législatives des dans de la commission de la co du Soviet suprême devront présenter nie. Les vêtements chauds, surtout, leurs conclusions au Presidium du éventuellement des jouets, seront les Soviet suprême avant le 15 mars bienvenus, selon les médecins de

parce que l'aide humanitaire n'a pas été simplement expédiée dans des avions cargo. Un nombre considérable de bénévoles ont joué les accompagnateurs. De nombreuses équipes médicales venues avec des appareils haut de gamme out ainsi couru les hôpitaux pour retrouver leur matériel. décidés à travailler avec, soucieux d'efficacité et de rentabilité.

La révolte et l'abattement out parfois succédé à l'enthousiasme du départ. Un médecin marseillais désemparé nons confiait : Quand je pense qu'on a dit que l'aurais deux cents malades à dialyser en quatre jours et que je n'ai pas une seule victime à solgner ! . La situation s'est beureusement débloquée partiellement vendredi...

Les informations fournies dans les premiers jours de la catastrophe ont en fait mui à la satisfaction des besoins réels des rescapés et des victimes. La plupart des organisations, en insistant par exemple sur le manque de reins artificiels, ont provoqué un afflux d'appareils de ce type, d'autant plus inutiles que la République d'Arménie ne dispose pas d'une structure hospitalière permettant d'utiliser de manière continue cette technique relativement sophistiquée. « Avec ses soixantequatre appareils de dialyse tout con de milliers de cadres du neufs, Erevan est mieux que régime pour lesquels elles Manchester », grimace un médecin britannique.

> La démesure de certaines expéditions, leur candeur, sont parfois sidérantes. Jeudi encore, un Boing 747 en provenance de Los Angeles a débarqué des appareils à 110 volts et 50 ampères alors que les normes sont ici de 220 volts et 60 ampères, et un avion parti des Pays-Bas était attendu avec à son bord neuf autres reins artificiels. Du coup des médecins de Moscou et d'autres capitales d'Union soviétique sont arrivés à Erevan pour faire ni plus ni moins leur marché. A un médecin belge qui montrait au Soviétique le fonctionnement d'un appareil ayant déjà servi, ce dernier a fait répondre : « Je cherche des machines neuves. »

Rectifier le tir

En somme, tandis que l'on avait besoin en Arménie de chirurgiens et de généralistes, la communauté internationale a expédié une plétade de néphrologues, et tandis qu'arrivaient par charters entiers des installations médicales sophistiquées, la population et les médecins manquent de préparations de

Opération solidarité à Paris. - Dimanche 18 décembre, de enfants victimes du séisme en Arménie. Les vêtements chauds, surtout.

sont aussitôt repérés et dénoncés base comme l'alcool à 90 degrés ou encore d'antibiotiques. En libé-rant vendredi trois victimes prisonnières depuis le 7 décembre dans une cage d'ascenseur à Leninakan, en bonne condition physique mais dans un terrible état de choc, l'équipe médicale présente n'avait aucun antidépresseur à

Les organisations humanitaires n'ont visiblement pas su apprécier assez vite les besoins de la population, ni se concerter pour se repartir les rôles. A leur décharge, les ponvoirs publics et la communauté arménienne les ont soit induites en erreur involontaire ment, soit laissé improviser.

Il est encore temps de rectifier le tir. Il est encore temps de créer ou de maintenir des dispensaires, ce qu'ont fait des organisations comme Médecins sans frontières et Médecins du monde, et ce que viennent d'entreprendre des médecins français d'origine arménienne. Il est interdit de désespérer quand les étudiants d'Erevan táchent de se rendre utiles auprès des victimes et quand les Arméniens ne cessent de remercier les étrangers de leur présence.

LAURENT GREILSAMER.

Deux jours à peine après la grève générale de vingt-quatre heures qui avait paralysé tout le pays, plus de deux cent mille personnes ont mani-

de notre correspondant

ESPAGNE: à l'appel

des syndicats

Nouvelle manifestation

de masse à Madrid

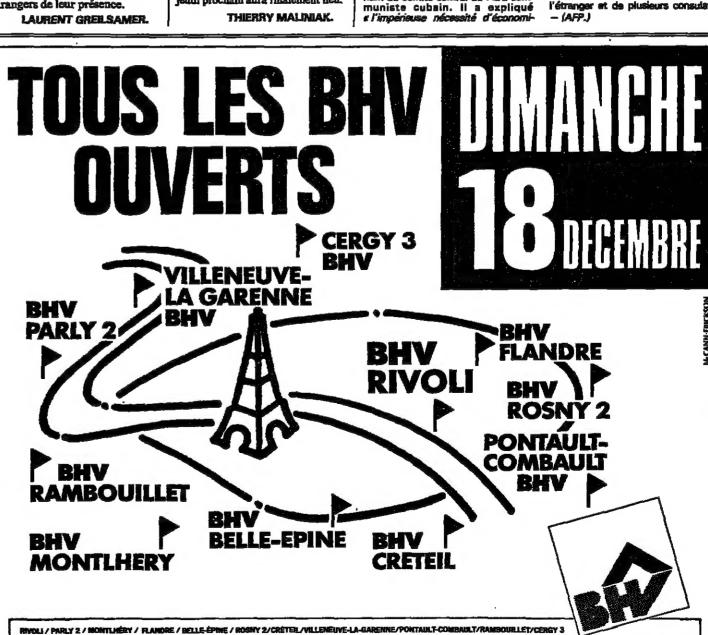
festé, vendredi 16 décembre, dans les rues de Madrid, pour protester contre la politique économique du gonvernement. Comme la grève, cette manifestation était organisée conjointement par les deux grandes centrales syndicales, l'Union générale des travailleurs (UGT), socialiste, et les Commissions ouvrières

a lui aussi pris la parole. · Aujourd'hui, la gauche s'est réor-ganisée, a-t-il déclaré au milieu de la clameur générale, mais la gauche réelle, celle qui croit en la justice sociale et la moralité publique. » Tandis que les syndicats multiplient les démonstrations de force, le dialogue de sourds se poursuit avec citement reconnu le « succès politi-que » de la grève générale, le pre-mier ministre, M. Felipe Gonzalez, avait proposé l'ouverture, le 22 décembre, d'une négociation tri-

cipes qui ne peut aboutir, à leurs Les centrales syndicales présentent cinq revendications : retrait du plan d'emploi pour les jeunes, jugé insuffisant ; récupération du pouvoir d'achat perdu en 1988 ; révision du régime des allocations de chômage, alin qu'en bénéficient 48 % des personnes sans emploi ; alignement du régime des retraites sur celui du salaire minimum; droit à la négociation collective pour les fonctionnaires. Les syndicats demandent, en outre, un véritable tête-à-tête avec le souvernement et refusent la participation des représentants du patro-

Rien ne permet d'affirmer, dans

THIERRY MALINIAK.



هكذا من الأصل

s-ic la

;ue **DQ-**JELE iux po-ЮΩ

Politique

Le premier ministre avant son passage à « 7 sur 7 » sur TF 1

M. Rocard ne regrette rien

M. Michel Rocard ne regrette presque – rien. Puisqu'il a décidé de s'expliquer, maintenant qu'il peut le faire - à froid », autant parler de ce qui intéresse le plus les Français : les questions économiques et sociales devraient donc occuper une large place de son intervention télévisée, dimanche à «7 sur 7» (TF1). comme elles ont tenu le devant de la scène dans le pays depuis plusieurs scene cams le pays cepus prisseurs semaines. Il n'y a, selon toute probabilité, guère d'autocritique à attendre de la part du premier ministre sur ces questions. Si M. Rocard éprouve, ici ou là, quelques regrets sur la façon dont il a géré les affaires destrictes de la company de l depuis maintenant presque huit mois, il ne renie rien de la méthode qu'il a choisie pour tenter de résoudre les troubles sociaux.

A la veille de son passage sur TF l, le premier ministre manifes-tait le même mélange d'optimisme et de certitude d'avoir raison, qui étonne journalistes et classe politique, alors que le navire gouvernemi ntal traverse nombre de difficultés. M. Rocard juge que sa position est bien plus solide que ne pourraient le laisser croire les attaques dont il est l'objet. Pas plus aujourd'hui qu'hier il ne veut faire rêver, et il maintient que sa politique sociale, la gestion - au cas par cas ., est la seule possible.

Outre le retour, jugé probable, à l'apaisement, le premier ministre se prévaut du bilan suivant : à la fin de l'année, toutes les branches du secteur public se retrouveront dans une situation qu'elles p'avaient pas dans chacune d'entre elles la plupart des organisations syndicales. à l'exception notable de la CGT. auront signé des accords salariaux, ce qui, selon lui, donne a posteriori une cohérence à la politique choisie.

M. Rocard justifie aussi son relatif silence pendant les grèves et la méthode du - coup par coup » qui ini a été reprochée : il di chaud il lui était impossible de se faire entendre, et juge qu'on ne peut être simultanément acteur et commentateur. A l'inverse, il se défend d'avoir été pris de court par les mouvements, en observant qu'il aurait été impossible de négocier et d'arriver à froid aux résultats obtenus. cohérents avec ses objectifs économiques. Même s'il admet que la multiplication des grèves dans un laps de temps aussi court a dépassé les prévisions du gouvernement.

public, le premier ministre rétorque qu'on lui demande de faire en quinze jours ce que, depuis quarante ans, personne n'avait osé ou pu réaliser. Là encore, il ne veut pas faire rêver : les trente mois qu'il s'est donnés pour réaliser - le renouveau du service public - correspondent au délai jugé nécessaire pour mener à bien la négociation avec les parties intéressées. Et sur les effets de cette modernisation, notamment en terme d'efficacité de la formation des hommes, il juge impossible de se prononcer avant une expérience de

De la même façon, face à un borizon économique mouvant, l'entou-rage du premier ministre maintient le délai d'une quinzaine de mois pour le rendez-vous que M. Rocard a fixé aux salariés : à ce moment-là, selon l'analyse de l'Hôtel Matignon, les acquis économiques devraient être suffisants pour pouvoir envisager de nouvelles avancées sociales. Plus précisément, l'effort d'investissement aura été suffisant pour que les capacités de production francaises soient en mesure de répondre à une augmentation de la demande sans que celle-ci se traduise par un surcrost d'importations.

Il s'agit donc d'attendre que le risque de « surchauffe » soit écarté. L'entourage du premier ministre juge que, dès l'été prochain, l'admi-nistration américaine étant installée et ses orientations connues, il sera possible d'y voir plus clair.

Quant à sa situation personnelle, le premier ministre l'analyse sans inquiétude. Il assure que M. Mitterrand, de qui il tient son pouvoir, constitue aujourd'hui son meilleur soutien. Du côté du PS, le premier ministre ne veut voir que des députés dont le vote ne lui fait jamais défaut et affirme ne pas souhalter, pour le reste, un parti · godillot ». En outre, l'Hôtel Matignon observe que l'opinion publique, dont M. Rocard, d'une certaine manière, tient aussi son pouvoir, ne lui fait pas non plus défaut.

Enfin, à l'Assemblée nationale, le premier ministre répète qu'il a les moyens constitutionnels de gouvernet avec une « majorité relative ». A cet égard, s'il aborde sans étais d'âme particuliers - au contraire la mise en jeu de l'article 49, ali-néa 3 de la Constitution pour le vote du projet de loi sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel, c'est en particulier parce qu'il voulait montrer qu'il ne s'est fixé aucune autointerdiction pour l'usage de cette procédure

Serein et plutôt satisfait du bilan de ses premiers mois de gouvernement – notamment à cause de la santé de l'économie et de la tenue, qu'il juge bonne, du franc, – le premier ministre entend faire comprendre qu'à l'actif de ce bilan il faut aussi compter le lancement de quelques grands chantiers qui verront le jour au début de 1989 : modernisation du secteur public, mais aussi grandes négociations dans l'éducation nationale, traitement structurel du problème de la Sécurité sociale, relance d'une dynamique euro-

De telles perspectives suffisentelles à former un « grand dessein » ? Bien qu'il ne souhaite pas polémiquer publiquement sur ce thème, le premier ministre aimerait faire un sort à cette idée, qui lui inspire des mots peu aimables.

La réconciliation des colleurs d'affiches Pour lui, des expressions telles

que « nouvelle frontière ». « nouvelle société », qui ont pu faire mouche en leur temps, sont dangereuses et ne correspondent plus à la sensibilité de l'opinion. Le « grand dessein », à la fois simple et complexe, qui est contenu, rappelle-t-on à Matignon, dans la Lettre à tous les Français de M. Mitterrand est en fait celui de la réussite de la France dans l'Europe. C'est pourquoi, si M. Rocard lui-même se mélie des expressions symboliques, son entou-rage définit une « grande ambition > qu'on pourrait appeler « une France unie dans une Europe qui gagne » et ... réciproquement.

M. Rocard pense qu'une telle ambition passe par la modification en se gardant soigneusement, désormais, d'utiliser le vocable galvaudé d' - ouverture -, le premier ministre veut toujours travailler dans la même direction. De ce point de vue, son analyse n'a pas varié : le premier ministre a toujours dit que l'assouplissement de la vie politique francaise prendrait des années et que la réconciliation des colleurs d'affiches - - symbole, selon lui, de ce nouveau climat - ne se ferait pas en vingt-quatre heures.

Quelques semaines seulement près son arrivée à l'hôtel Matignon. il jugeait que les centristes, en ne soutenant pas le gouvernement et le PS face au PCF, dans le débat parle-mentaire sur le projet de loi d'amnismentane su le projette coche et qu'il n'y avait plus guère de nouveautés à attendre jusqu'aux municipales. Aujourd'hui, à l'instar du président de la République, il nourrit toujours le plus grand scepticisme sur le e pius grand scepterante sur le « centre » tel qu'il existe — ou plutôt n'existe pas. M. Rocard juge notamment que le vote hostile de l'UDC sur le Conseil supérieur de l'audiovi-suel est tout simplement lié à l'approche du scrutin de mars, les centristes, inquiets de leur sort pour ces élections, souhaitant donner des gages à l'opposition.

Quant au maintien de l'alliance avec le PCF dans les municipalités. M. Rocard répète qu'on ne change pas les données politiques en un jour. Il opère an demeurant une distinction entre les électeurs communistes et les communistes de terrain, d'une part, et l'appareil national du PCF, d'autre part. Dans ce contexte, M. Rocard se refuse donc à tirer des plans sur la comète à propos d'éven-tuelles futures alliances politiques.

Plus précia, son entourage considère qu' « il ne peut pas y avoir de relève d'alliance car il n'y a pas d'alliance » avec le PCF en debors des municipales, même si le PCF n'est pes strictement dans l'opposition. Au demeurant, M. Rocard, selon ses proches, n'a aucune envie de revenir à la « troisième force » qu'il a combattue à la SFIO. Il aspire plutôt à un PS bégémonique, assez important pour se permettre d'être lui-même, sans contraintes d'alliances imposées. Le modèle rocardien, en somme, serait le PSOE de M. Felipe Gonzalez, ce qui est conforme à l'admiration que nourrit le premier ministre à l'égard de la démarche des socialistes espa-

A propos de la droite, M. Rocard se contente de sourire quand on lui demande si son opposition le gêne beaucoup. Il salue au passage le courage de M. Raymond Barre, un rme libre qui, selon lui, a aussi le sens de l'Etat.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI. (Lire également page 16 l'article de Michel Colonna d'Istria.)

Le PSU réunit son congrès de fusion avec la Nouvelle Gauche

Le dix-septième congrès du Parti socialiste unifié (PSU), qui s'est ouvert, vendredi 16 décembre à Augers (Maine et-Loire). devrait s'achever dimanche par l'adoption, à une très forte majorité du seul texte d'orientation en présence. Cette motion préconise «la fusion unificatrice » de divers groupes, dont le PSU, au sein d'un mouvement baptisé Nouvelle Gauche dont M. Pierre Juquin est le

Le PSU s'est-il jamais remis du départ, à l'automne 1974, de son secrétaire national... M. Michel Rocard? Avec des hauts et des bas, M. Rocard, lui, ne s'en n'est pas trop mal remis, puisque, quatorze ans après son entrée au PS, le voilà premier ministre de M. François Mit-terrand. Il n'en a pas été de même du petit > parti qui avait vu le jour le 3 avril 1960, après plusieurs années d'un patient collage de divers courants de gauche, qui s'oppo-saient à la dérive droitière de la SFIO lors de la guerre d'Algérie. Père fondateur du PSU, Edouard Depreux estimait en 1980 que cette prepreux estitant en 1900 que cette organisation avait «encore un rôle très important à jouer (...) pour refaire l'unité de la gauche, mais sur des bases nouvelles, car c'est une question de vie ou de mort = (1). Le moment est arrivé.

Vie ou mort ? Depuis le congrès de Bourges, le quinzième, en 1984, qui suivait l'échec aux élections européennes (0,72% pour une liste de coalition avec les «communistes critiques » de M. Henri Fiszbin), le PSU est hanté par une question qui se résume à trois mots : disparaître, renaître ou se dépasser. Au cœur du congrès de Bourg-en-Bresse en 1986, cette question a trouvé son prolongement dans l'engagement de l'organi-sation, derrière la candidature de M. Pierre Juquin à la dernière élection présidentielle. Il ne s'agissait que d'un sursis, diront certains, en arguant de la faiblesse du résultat électoral (2,1%) de l'ancien porte-parole du PCF. La question semble, cette fois, être réglée et la troisième fois devrait être la bonne.

Par lassitude, plus que par une conviction one yent pointent treasttre son secrétaire national. M. Jean-Claude Le Scornet, les délégués au congrès vont entériner une décision précomisée par la direc-tion : le processus de dissolutionfusion dans la Nouvelle Gauche, jeune organisation (le Monde du 6 décembre), dont le nom rappellera sans doute quelque chose aux «vieux» du PSU, puisque, déjà en 1955, une Nouvelle Gauche vit le jour, qui contribus à créer... le PSU. Ce dix-septième congrès est donc l'avant-dermer ! Il est rare qu'une

organisation planific avec autant de courage, sinon de lucidité, sa disparition-renaissance, L'échec de la candidature de M. Juquiu et l'attitude politiquement irresponsa-ble de ses comités de soutien sur le référendum néo-calédonien (pas de consigne de vote) ont conduit à une clarification. La majorité des rénovateurs communistes ayant constitué un mouvement autonome (MRC) et les trotskiates de M. Alain Krivine (LCR) ayant effectué un repli sur leur organisa-tion, le rêve « vert et rouge» de M. Juquin pouvait, plus sérieusement, prendre corps avec le PSU, la Fédération de la gauche alternative (FGA), certains rénovateurs et une tendance trotskiste (T 3), en voie d'exclusion de la Ligue, ainsi que des « inorganisés ». Ce conglomérat représente 63 % des anciens comités Juquin qui, selon le PSU, qui s'en félicite, regroupaient environ deux mille cinq cents cotisents, ces derniers mois

Pour autant, l'épiderme étant sensible au PSU, il serait impropre de dire que ce sigle a d'ores et déjà disparu. Les élus y sont attachés dans la perspective des prochaines élec-tions municipales. Tout au plus la Nouvelle Gauche sera-t-elle Nouvelle Gauche sera-t-elle

«l'interlocuteur principal du PSU
pour l'année qui vient », comme le
souligne le texte d'orientation. Le
seul texte, comme su congrès précédent, ce qui épargnera probablement aux congressistes les débats
enfiévrés autour de cinq textes,
comme en 1981, en 1983 et en 1984,
qui faissient les délices du « petit »
parti.

Le PSU, qui a été abandonné, au la majorité de ses dirigeants et de ses adhérents, se relance dans un pari similaire à celui qui avait vu sa création : la crise de la ganche traditionnelle, dont M. Le Scornet est sûr qu'elle ne pourra « traduire encore longtemps les aspirations progressistes ».

OLIVIER BIFFAUD.

- Superior

不管的事。

on same.

143 Land 5/8

عيها يواده and the

And the second s

WRES POLIT

A 100 M 100

- Co.

The second second

The second final

The same of the sa

PHI AM

Selection:

-

(1) Critique socialiste, revue théorique du PSU, nº 38-39.

Au comité central du RPR

M. Balladur définit les conditions d'une construction harmonieuse de l'Europe

Après avoir adopté le principe d'une réforme des statuts du mouvement, dont M. Alain Juppé leur a présenté le détail (le Monde du 17 décembre), les membres du comité central du RPR ont consacré leurs travaux de samedi à définir leur position à l'égard de l'Europe.

La réunion du RPR n'était pas destinée à fixer l'attitude du ouvement sur les conditions électorales de la désignation des membres de l'Assemblée de Strasbourg, le 18 juin prochain.

Le problème de la structure de la liste de l'opposition n'a donc pas été abordé directement. Le RPR s'est déjà prononcé en faveur d'une liste unique de l'opposition et il a annoncé qu'il n'en reveudiquerait pas la direction si celle-ci comprenait des candidats des trois groupes UDF, UDC et RPR, Sans le dire expressément, le RPR pourrait toutefois revoir son RPR pourrait toutefois revoir son attitude si l'un de ces groupes – en l'occurrence l'UDC – décidait de faire liste à part.

M. Chirac ayant adressé, au début du mois, à tous les parlementaires de l'opposition, une lettre pour leur rappeler qu'ils avaient approuvé sa poli-tique européenne lorsqu'il était premier ministre et même qu'ils y avaient contribué pour certains d'entre eux, il leur indiquait aussi qu'ils n'avaient aucune raison de le soupconner aujourd'hui d'être moins européen qu'eux. C'est pour confirmer l'orientation européenne du

ENA

Admissions

aux concours interne et externe

Code Exc

36.15 LEMONDE

promptement convoqué. Alors que l'UDF et l'UDC ont décidé de se concerter à deux et de ne présenter leur charte européenne au RPR qu'en janvier, celui-ci entend rappeler qu'il ne sanrait être à leur remorque en ce domaine.

Mais le RPR veut aussi tenir compte des sentiments d'appréhen-sion qui se manifestent à travers le pays, dans un certain nombre de secteurs, devant la perspective d'ouver-ture des frontières en 1993. C'est pourquoi, condamnant les carences du gouvernement Rocard, qui, selon lui, a interrompu la préparation à cette échéance commencée en 1986 avec le gouvernement Chirac, le RPR insiste sur le renforcement préalable de la France

« Bon Français et bon Européen »

Le rapport sur ce sujet a été pré-senté devant le comité central par M. Edouard Balladur, qui se défend toujours de vouloir codiriger la liste européenne de l'opposition. Pour mieux souligner sa voionté de construire l'Europe, M. Balladur, qui refuse les • incantations •, présente des mesures concrètes. Il propose ainsi que la présidence du Conseil européen soit modifiéé. Ce conseil devrait - désigner en son sein son président, pour une durée de deux ans, et mettre fin au système de la rotation semestrielle ». « Il faudrait désigner également, pour la même

RPR qu'un comité central a été durée, les présidences des différents conseils des ministres spécialisés, qui ne seraient donc plus confiées toutes en même temps aux représen tants d'un seul pays. La présidence du Conseil européen posséderait ainsi une autorité accrue, tant vis-àvis des divers Etats de la Commu-nauté que sur le plan internatio-

> Cela permettrait aussi de renfor-cer la coopération en matière de politique étrangère. Quant au rôle du Parlement européen, il devrait, selon M. Balladur, être accru, . en renfor çant le contrôle qu'il exerce sur les dépenses de la Communauté et sur l'exécution de son budget ».

M. Balladur propose un certain nombre d'autres réformes, qu'il a réunies en vingt propositions. L'ancien ministre d'Etat affirme qu'il n'y a « aucune contradiction à être à la fois bon Français et bon Européen ». Il estime toutefois que l'Europe ne saurait revêtir la forme du centralisme et s'exprimer dans la multiplication des réglementations, qui ne seraient que la manifestation d'une administration soucieuse d'étendre et de renforcer son pouvoir . . L'Europe ne se construira que dans le réalisme, c'est-à-dire en accord avec les

Pour lui, l'Acte unique, comme le Traité de Rome, relève d'une « con-ception libérale » basée sur « l'économie de marché » ; il affirme que la date du 31 décembre 1992 - doit être absolument respectée ». Déjà, « le marché unique n'est pas une illusion puisqu'il se réalise ».

A propos de la libre circulation des capitaux, prévue pour le 1ª juillet 1990, l'ancien ministre des finances déclare: « Celle-ci ne saurait être réalisée sans une harmonisation des fiscalités sur les produits de l'épar-gne. Il est indispensable que la France obtienne satisfaction sur cette exigence dans les prochains mois, en prenant tout d'abord ellemême les mesures nécessaires pour réduire sa propre siscalité en ce domaine. Dans le cas contraire, des milliards risqueraient de quitter notre pays pour s'investir à l'étran-ger, dans les Etats de la Communauté où la fiscalité est plus

Il fixe trois priorités pour les-quelles la France doit faire des propo-sitions constructives. A l'égard des grands partenaires mondiaux, « l'Europe ne doit pas offrir son marché sans réciprocité ». En consé-quence, elle doit veiller à « l'équilibre des avantages ». Il convient aussi de « progresser rapidement dans l'union monétaire, avant d'aboutir à une monnaie commune, qui devra être gérée par un organisme commun qui pourrait, à terme, prendre la forme et les attributions d'une banque centrale ».

M. Balladar demande aussi que l'Enrope sociale soit renforcée en y associant toutes les catégories de traassociant mottes les categories de l'a-vailleurs, pour fixer notamment les garanties en matière d'embauche ou de licenciement et pour définir la participation des salariés à la vie des entreprises ». Tont cela doit être consigné dans une » déclaration solennelle ». Il en est de même pour les droits de la famille et en faveur de la démographie, pour lesquels il pro-pose une « charte européenne ».

Après avoir sévèrement critiqué e le gouvernement socialiste, dont la politique va à l'encontre de l'Europe ». M. Balladur déclare : «Un certain nombre de professions (salariés, cadres, artisans, PME, professions libérales, commerçants, enseignants) redoutent l'ouverture brutale des frontières. Leurs craintes pourraient entraîner un rejet du projet européen. Le gouvernement, dans une large et concrète concertation, secteur par secteur, devrait examiner les précautions à prendre et les

mesures à mettre en œuvre. » M. Michel Giraud, député du Val-M. Michel Graud, depute di Valde-Marne, après avoir approuvé les
propositions de M. Balladur, souhaite que l'Europe évite deux risques, celui d'une « dilution à la
Genscher », si l'on prête une oreille
trop complaisante à la glasnost de
Moscou, et celui d'un « tropisme
milantiste incarné par Max Thor. atlantiste, incarné par M= That-cher ». Il ajouto : « Les événements extraordinaires qui se déroulent en Union soviétique ne justifient pas que l'on mette en veilleuse l'idée de renforcer la capacité de l'Europe à se défendre contre une éventuelle

ANDRÉ PASSERON.

Le Conseil d'Etat se prononce sur deux nominations d'inspecteurs généraux au tour extérieur

M. Dupavillon (affaires culturelles): accepté...

Conseil d'Etat s'est prononcée ven-dredi 16 décembre sur la légalité de deux nominations au tour extérieur d'inspecteurs généraux. Une première décision du Conseil d'État rejette trois requêtes (Association générale des administrateurs civils, Syndicat national des affaires culturelles FO, Syndicat des administrateurs civils du ministère de la culture) qui réclamaient l'annulation du décret du 3 juillet 1985 nom-mant inspecteur général de l'admi-nistration des affaires culturelles M. Christian Dupavillon. .

Architecte, ancien directeur artistique au Théâtre national de Chail-lot puis journaliste, M. Dupavillon avait bénéficié, en 1985, de nouvelles dispositions législatives (septembre 1984) élargissant la possibi-

L'assemblée du contentieux du lité d'accès, au tour extérieur, « sans condition, autre que l'age», dans une proportion d'un tiers des emplois vacants, aux corps d'inspec-

tion ou de contrôle. La nomination de M. Dupavillon (qui fait de nouveau partie du cabinet de M. Jack Lang depuis le retour de ce dernier au gouvernement) n'était pas entachée d'erreur manifeste d'appréciation, estime le Conseil d'Etat - compte tenu, d'une part, des attributions confiées aux membres de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelies et aux conditions dans lesquelles ils exercent leurs fonctions, d'autre part, des qualifications et de l'expérience de M. Dupavillon, notamment dans le dommaine de

... M. Sarazin (bibliothèques): refusé

M. Gérard Sarazin, nommé inspecteur général des bibliothèques le 13 février 1986, a en moins de chance. Une autre décision de l'assemblée du contentienz du Conseil d'Etat luc le 16 décembre annule le décret qui l'avait nommé.

L'entrée de M. Sarazin dans le corps très restreint et spécialisé d'inspection générale des bibliothèques, contestée, entre autres, par l'Association des directeurs de la documentation et des bibliothèques universitaires a inspiré au Conseil d'Etat les remarques suivantes : « Le corps de l'inspection générale des bibliothèques ne compte que quotre membres ; (...) ainsi chacun d'eux est nécessairement amené à assumer seul d'importantes fonctions de caractère technique et scientifique; en outre (...) les membres de l'ins-pection générale des bibliothèques exercent des responsabilités telles que la présidence des jurys de recrutement du personnel d'enca-drement (...) ou la participation à différents conseils d'administration ou de perfectionnement d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche. »

Or M. Sarazin, adjoint au délégué interministériel à l'insertion profes-sionnelle et sociale des jeunes en difficulté au moment de sa nomination. militant de l'éducation permanente après une carrière de vingt aus dans la marine marchande, n'avait jamais eu d'activités susceptibles de le pré-parer « au monde particulier des bibliothèques et de la documentation », ainsi que l'avait souligné le 2 décembre M. Christian Vigouroux, commissaire du gouverne-ment. Pour seul brevet de compétence, le nouvel inspecteur général des bibliothèques avait mérité en 1987 une sèche indication ministérielle : « L'incapacité de M. Saro-zin n'est pas démontrée. »

« L'appréciation des capacités des candidats, à laquelle se livre l'autorité investie du pouvoir de nomination, doit s'effectuer en tenant compte des attributions confiées aux membres du corps dont il s'agit et des conditions dans lesquelles ils exercent leurs fonctions -, explique le Conseil d'Etat pour annuler comme illégale, conformément aux conclusions de M. Vigouroux, cette nomination.

MICHEL KAJMAN.



Politique

L'Assemblée nationale a approuvé le projet de loi sur l'adaptation de l'exploitation agricole

s'est abstenu) dans la muit de vendredi 16 au samedi 17 décembre, le projet de loi relatif à « l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social » présenté par M. Henri Nahet, ministre de l'agriculture et de la forêt. Ce texte avait été adopté en première lecture par le Sénat le 19 novembre dernier. Il reprend en partie et complète les dispositions contenues dans le projet de loi sur la modernisation de l'agriculture et du sec-teur agro alimentaire déposé à l'autoune 1987 par le précédent gouvernement sur le bureau de l'Assemblée et qui n'avait pas pu

M. Henri Nallet vit en état de grâce. Alors que depuis le début de la remaine on assistait à un durcissement de l'opposition sur les différeats projets soumis aux députés et que le Palais Bourbon bruissait de meurs sur des recours multiples à l'article 49-3 et le dépôt d'une éven-

Il est vrai qu'aux youx de l'opposition, il s'agissait également de se er sur un texte reprenant en grande partie un projet de réforme déposé par M. François Guillaume, le prédécesseur de M. Nallet. Revendiquant sans ambiguité cet héritage, le ministre de l'agriculture l'a toutefois complété par des dispositions nouvelles, notamment en

Le projet modifie le statut juridi-

port l'exploitation (gîtes ruraux, accueil à la ferme...).

Conformément au caractère civil et non commercial - de leurs activités, les exploitations agricoles relèvent du tribunal de grande ins-tance et non du tribunal de commerce. Dans sa version initiale, le projet de loi instituait une procédure obligatoire de règlement amiable, avant tout décleuchement de la procédure judiciaire proprement dite (redressement on liquidation). Cette disposition, qui avait été sup-primée par le Sénat, a été rétablie conformément au vœu de M. Nallet par un amendement de M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), rapporteur de la commission de la production et des échanges.

Selon le ministre de l'agriculture, Selon le ministre de l'agriculture, ce préalable obligatoire s'impose en raison du caractère « cyclique » de l'agriculture. « Il convient donc d'éviter, expliquait M. Nallet, qu'une année donnée, parce qu'il y a crise de tel ou tel marché un grand nombre d'exploitations soient direc-tement soumises à une procédure lourde alors qu'une concertation systématique entre les parties en cause sous l'égide d'un conciliateur permettrait d'élaborer une solution uisfaisante. »

Tout comme au Sénat, les députés se sont longuement attardés sur le problème du droit de regard des organisations agricoles sur l'alloca-tion des terres lorsque celles-ci se libèrent (le «contrôle des structures»). Institué en France au début des années 60 à une époque où les terres étaient insuffisantes par rapport aux demandes des agriculteurs, ce système est aujourd'hui lar-gement contesté en raison de soa lourdeurs. A cinq voix près, les sénateurs avaient repoussé un amende-ment de la commission des affaires économiques qui proposait de sup-primer cette politique du contrôle à

Devant les députés, M. Nailet a convenu de la nécessité d'adapter sur ce point la législation dans le sens d'un assouplissement des règles. Mais il s'est toutefois refusé à modifier les dispositions existantes au cours de ce débat, en précisant qu'il dépossrait « dans les mois qui viennent » un projet de loi sur le contrôle. Les députés ent toutefois adopté un amendement d'adapta-tion » assouplissant les règles du contrôle dans le cas de petites modifications de surface.

A l'issue de cette séance marathou, il s'est encore trouvé quelques députés pour défendre - avec pession - au petit matin les procédures d'homologation des produits de l'agriculture biologique, les labels agricoles et le droit de la chasse tra-ditionnelle à la palembe dans le Sad-

PASCALE ROBERT-DIARD.

Les députés ent adopté, par tuelle motion de censure, le projet du ministre de l'agriculture a fait l'alias d'un mote excentionnellement l'objet d'un vote exceptionnellement

consensuel à l'issue tout de même de quelque treize heures de débats... matière sociale. D'un abord, hautement techni-

que, ce projet engage une réforme en profondeur du statut de l'exploi-tation agricole, lui permettant de devenir une entreprise à part entière, susceptible donc à ce titre de connaître le redressement et la daté du 20-21 novembre.

que de l'exploitation agricole afin de faciliter la distinction du capital d'exploitation et du patrimoine familial et la transmission de l'exploitation en tant qu'unité écono-mique. Il prend ainsi en compte des activités de services ayant pour sup-

Le Sénat repousse le collectif budgétaire

Incohérences et divisions de la droite

Le Sénat a repoussé, ven-dredi 16 décembre, le projet de loi de finances rectificatives pour 1988, par deux cent dix-buit voix contre soixante-dix-neuf (soixante-trois PS, quinze Ganche démocratique et Emmanuel Haël (RPR). Les communistes et M. Jacques Descours-Desacres (RI) se sont abstenus. D'autre part, la commission senatoriale des finances s'est prononcée en faveur de la création d'une commission d'enquête sur les opéra-tions financières portant sur le capital des sociétés privatisées auxquelles ont participé des orga-

Comprenne qui pourra. La majo-rité sénatoriale favorable à l'opposi-tion RPR-UDF a rejetté le collectif budgétaire... dans la version qu'elle venait par voie d'amendements d'établir. Cette attitude est exactement inverse de celle qu'elle avait adoptée pour le vote de la première partie puis de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1989 où elle avait alors décidé d'approuver «le budget du Sénat ».

Certains élus de la majorité sénatoriale se perdent d'ailleurs dans leurs contradictions. Le vote final sur le collectif, vendredi 16 décembre, a ainsi donné lieu à une scène des plus cocasses : M. Hamel (Rhône) explique le vote positif de ses collègues RPR, en précisant que le refus par les sénateurs communistes de deux articles du texte qui montrent « le respect par la France de ses engagements militaires internationaux - constitue un - motif supplémentaire - de ce jugement positif. Supéfaction sur le banc de la commission des finances, dans les rangs des collaborateurs des groupes de la majorité sénatoriale. Après que M. Robert Vizet (Essonne) annonce l'abstention du PCF et rappelle à propos de « cette sortie anticommuniste » la position constante de son parti sur la réduction du budget de surarmement », M. Paul Loridant (PS, Essonne) déclare : « Pourquoi se montrer plus royaliste que le roi? Des lors que certains groupes de la majorité s'apprêtent à approu-ver le projet, les socialistes le vote-

Après une courte suspension de séance nécessaire pour resserrer les boulous de la majorité sénatoriale, M. Lucien Neuwirth (Loire), qui passait par là, se voit investi de la délicate mission d'expliquer... que ses collègues RPR, malgré certains aspects positifs du texte voteront contre. On anrait pu en rester là, mais M. Descours Desacres (Calvados) annonce que ses amis du groupe Républicains et Indépendants s'abstiendront... Seul sénateur RI présent dans l'hémicycle, il s'associe à l'hommage de M. Hamel aux soldats français, mais en tire une autre conclusion: l'abstention. M. Josy Moinet, président du groupe de la Gauche démocratique, qui, composé de sénateurs de l'opposition et de la majorité, n'émet que rarement des votes homogènes, n'avait pour une fois, aucun mal à exposer les vues divergentes de ses

Au moment du scrutin public, M. Christian Poncelet (RPR), pré-sident de la commission des finances circulait dans les travées de la majorité, histoire de rétablir un peu de cohérence. Il y sera parvenu à deux

Le charme discret de M. Charasse

Ces faits pourraient ne relever que de l'anecdote : fatigue de fin de session, vote intervenant un vendredi peu après 13 heures à un moment où les sénateurs ne sont pas très pré-sents, effet de l'indéniable « charme » qu'exerce Michel Cha-rasse, ministre chargé du budget. L'ancien sénateur du Puy-de-Dôme en répondant à toutes les questions posées, avec précision, avec humour parfois et dans tous les cas avec courtoisie a contribué à une évidente sérénité des débats de certe session budgétaire, examen du collectif compris. De quoi troubler les vel-léités d'opposition pure et dure !

Mais ces faits sont aussi révélateurs d'un disfonctionnement de la concertation », cette instance qui réunit les responsables des groupes de la majorité sénatoriale. Les différents votes (par scrutin public ou encore plus à mains levées) lors de

montré. Et s'il manquait une confirmation à ce constat, la réunion de la commission des finances, vendredi 16 décembre en début de soirée, l'aura apportée.

M. Roger Chinaud, sénateur RI de Paris, avait été désigné la veille comme rapporteur d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête « sur les faits auxquels ont donné lieu les confessions financières pur le carrier. opérations financières sur le capital de la Société générale - déposée par M. Charles Pasqua et l'ensemble du groupe RPR qu'il préside. On savait le groupe RPR attaché à la constitution d'une telle commission. On connaissait aussi les réticences des centristes. Les auditions de M. Debet Lieu dicertus général. centristes. Les auditions de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, mardi 13 décembre, et celle de M. Jean Farge, président de la COB, le jeudi 15 décembre, souhaitées l'une et l'antre par M. Poncelet qui leur avait adressé un questionnaire, ont conforté les uns et les autres dans leurs positions. autres dans leurs positions.

La commission des finances a écarté l'hypothèse de la constitution motif que son objet ne peut s'appli-quer qu'à un organisme public. Elle a donc préféré la formule de la commission d'enquête mais en élargissant son champ d'investigation, puis-que la formule proposée retient comme thème l'enquête sur les opé-rations financières portant sur le capital des sociétés privatisées aux-quelles on participé des organismes aubles on participé des organismes publics, c'est-à-dire la Société géné-rale bien sûr, mais également Havas et pour tout dire l'ensemble des sociétés dénationalisées depuis tiative risque de faire perdre toute crédibilité aux opérations finan-cières de la place de Paris et de mettre cette dernière dans une situation

Par quatorze voix (RPR et RI) contre onze (Union centriste, Gauche démocratique, PC et PS), la proposition de M. Chinaud a été optée. Reste qu'elle est inscrite à l'ordre du jour du Sénat pour le lundi 19 décembre et que la constitution de cette commission dépend du vote de l'ensemble des sénateurs et que la position des centristes est

ANNE CHAUSSEBOURG.

A l'occasion du centenaire de «l'Internationale»

M. Marchais: «Nous soutenons totalement la perestroïka»

L' réunit sun congres

mer la Nouvelle Gauck

The state of the s

The same of the sa

The state of the s

Control of the second of the s

BEETH MINISTER OF SOME STATES

建设设置,数据过程,2017年代的图

44.00

AND MINE STATE OF THE STATE OF

海 大田田・オーバー

a distance of the second

神様 (神経(2)822 マー・コー

Application of the second

America Marie Commercia

Market in

Andrew - 12.

美. 法数据 29 - - - -

Marie Jan

MARKET AND THE STREET

No. of the last of

· Section Control

Andrew Street Land

THE PERSON OF THE PARTY OF

E TO STATE OF

-

Will street to the street to t

A STATE OF THE STA

重 學主题 本世 264 1019

The state of the s

The state of the same

AND ASSESSED OF THE PERSON OF

management of the same

Section is the P. Lat. Committee

46 FATOM - 10-CO. --

THE PERSON SALES

B State State and the same

MARKET LAND STORY

territory the Simer-in,

The same of the sa

* * ***

MAN TO THE PLANT OF

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

1 1 1 1 mm

A TWO MOVEMENT IN The second secon Marie Marie Control of the Control o The state of the s The state of the s

de notre correspondent

M. Georges Marchais, secrétaire énéral du Parti communiste a prédé vendredi 16 décembre à l'Opéra de Lille une soirée organisée par le bureau politique du PCF pour célé-brer le centenaire de l'Internatio-nale. C'est en effet à Lille que fut créé le chant révolutionnaire : en juin 1888, au cœur du Lille ouvrier. un ouvrier tourneur de l'usine de Fives, Pierre Degeyter, mettait en musique le texte d'Eugène Pottier, le poète de la Commune. Le chant allait devenir d'Internationale, Aussi, évoquer cent ans l'Internatio-nale, c'est évoquer un siècle de luttes ouvrières dans le monde

M. Georges Marchais s'est livré à cet exercice, rappelant notamment l'histoire de la IIIº Internationale entâchée de cette perversion mons-trueuse du socialisme et de l'idéal communiste que fut le statinisme.
Comme on le sait, a expliqué le secrétaire général du PCF, c'est avec retard que notre parti a tiré pour lui-même toutes les leçons de la dénonciation des crimes de Sta-

20 congrès du PC de l'Union sovié-tique. C'est en 1975 que nous avons condamné irrévocablement le stalicontainte trevocuoenem e sum-nisme et en 1976 que nous avons rompu définitivement avec toute idée de « modèle » pour définir noire projet de société socialiste. »

M. Marchais a réaffirmé la solidarité de son parti avec « toutes les forces qui, de par le monde, agissent en faveur de l'émancipation humaine ». Une solidarité qui « nous conduit tout naturellement, a-t-il dit à observer avec une particulière attention le développement de la situation en Union soviétique. Nous soutenous totalement la peres-

Mais l'internationalisme ne souf-

fre pas de confusion pour le secrétaire général en ce qui concerne la souveraineté nationale : il a évoqué à ce sujet « la lutte menée contre les immenzes dangers de régression sociale, d'intégration militaire et d'asservissement de la France liés à l'acte unique de 1992 ». Car, a-t-il insisté, «il est bien vrai que nous n'acceptons et n'accepterons jamais que le destin de notre pays et de son peuple dépende des décisions des multinationales ».

— LIVRES POLITIQUES, par André Laurens -

ROIS élections législatives et quatre élections cantodimenche demier, le milieu politique, dont le sort dépend des fluc-tuations de nos suffrages. « La France cui vote », suivant le titre d'un ouvrage de Frédéric Bon et de Jean-Pierre Cheylan, n'est jamais acquise ; qu'on se le dise l

Ce livre-atlas est en ca qui concerne Frédéric Bon un ouvrage posthume. Dans sa préface, Roger Brunet explique comment l'idée de ce travail, lancée par Frédéric Bon, a été menée à bien en hommage, en quelque sorte, à ce brillant politologue disparu prématurément. L'ouvrage associe en effet l'analyse politique et l'analyse géographique salon une méthodologie clairement présensujet, qui est de dresser un bilan électoral de la Vº République, à partir des nombreux scrutins qu'elle a connus, et dans le cadre familier du département. Les autaurs s'emploient surtout à suivre l'évolution des grands courants mais ils n'ignorent pas les aux leçons à tirer des votes nuls et blancs at des abstentions.

Ce qui ressort de l'ensemble de catte étude, c'est, à côté d'évolutions évidentes ou plus masquées, la permanence de certaines données qui paraissent ancrées dans le terroir. Ainsi la muniste ne modifie pas vraiment l'organisation de son électorat. auteurs, comme si l'électorat du PCF n'était finalement que très peu sensible au discours du parti à chaque moment de son action, presque insensible aux événements et à la conjoncture. >

Les pertes du PCF n'expliquent pas la croissance du PS, ce qui donne à penser que l'on assistereit à « l'émergence d'un Parti

socialista couvrant un large éventell Idéologique, sur les bases France qui vote, on se procurera et culturellement assez nouvelle ». Paralièlement, les droites classiques semblent amorcer un ment vers le Sud de tradition laïque qui, selon les auteurs, pourrait provenir d'une nouvelle migration, celle des rapatriés couches aisées, des cadres des classes moyennes at des retraités

Le vote et le régime

vers le soleil, tandis que le tissu des activités traditionnelles et des habitudes coopératives se

Les auteurs suivent de la même façon les évolutions des gaulfismes et celle plus récente de l'extrême droite, qui s'implante surtout dans « les espaces de transition sociale », dans des populations en quête d'une nouvelle identité et pour lesquelles le rejet des immigrés sert d'exutoire.

Les élections présidentielle et législatives de 1988 apparaissent riches de contradictions apparentes qui marqueraient « un divorce original et fondamental de la Ve République entre la percep-tion d'un président recours, à qui beaucoup est demandé, et celle de partis, dont l'image évolue trop peu ». On peut discuter ou contester ces conclusions, mais on ne pourra pas reprocher à leurs auteurs de les imposer puisqu'ils fournissent les données chiffrées et les cartes sur lesquelles ils se

Si l'on s'intéresse de près à la d'une gauche géographiquement l'ouvrage de Robert Ponceyri sur le dernier découpage électoral, décrit dans ses moindres détails et dont il epparant que, s'il avantage la droite démographiquement, il rétablit l'équilibre au profit de la cauche au niveau des habitants en âge de voter. (Signaions encore la nouvelle édition du « Que sais-je ? » de Jean-Claude Cottaré et Clauda Emeri sur les Systèmes électoraux.

Les consultations électorales intervienment, depuis trente ans, dans le cadre des institutions de is Ve République qui sont analy-sées et expliquées dans le manuel de Charles Debbash, rédigé en collaboration avec Jacques Bourdon, Jean-Marie Pontier et Jean-Claude Ricci. La deuxième édition de cet ouvrage vient de paraître et elle fait une place à la cohabitation, d'abord consensuelle puis conflictuelle, ainsi qu'à l'ouverture de 1988.

Jean-Louis Quermonne élarait le champ de son étude aux conduit in fine à s'interroger sur l'éventualité d'un modèle européen. Il estime qu'une dualité se maintiendra entre le parlementarisme inspiré de l'exemple britannique et l'autre, régime qui, à l'instar du gaullisme en France, tentera d'équilibrer « la précarité du pouvoir partisan par la pérennité du pouvoir d'État » ; tout en se distinguant du présidentialisme

★ La France qui vote, de Frédéric Bon et Jean-Paul Cheylau. Phriel-Hachette, 464 p., 54 F. * Le Découpage électoral, de Robert Ponceyni, Economica, 334 p.,

* La V. République, de Charles Debbash Economica, 527 p., 98 F. * Les Régimes politiques occi-dentaux, de Jean-Louis Quermonne. Le Seuil-Points, 316 p., 39 F.

du samedi 17 au samedi 24 déc.

ANTICIPES Exceptionnel MAGASIN OUVERT demain DIMANCHE 18 Déc.

Exceptionine MAGASIN OUVERT GEORGE
DIMANCHE 18 Déc.

Rix intirement Sacrifie

29500 18750 **35000** 19750 VISON pastal VISON dark Sage VISON Kohl-Noor 359801 28750

HAUTE FOURRURE

MANTEAUX

Capes ZIBELINE russe 189900 95000

VISON blackglema 25000 42750 VISON pastal morcesus 13750 7850

CASTOR Canada . 35000 25000

MADMOTTE RENARD Meu RABONDIN LYNX Ceruscia ZDRINOS CHEVRETTE

26850† 14650† 28750† 14500† 3850† 3850† 4850

98000 35000 6250 2850 -2850E 1650F

VESTES

VISON dark
VISON turarsine 35000F
VISON blancet stress 55000F RENARD de Virginia 187501 8950' MARMOTTE 14750' 6850' MARMOTTE MOUTON faritaisis

ZIBELINE russe

ZIBELINE blonds

PEKAN

19750 11850

235000° 117500° 195000° 95000°

95000° 45000°

RAT d'Amerique **ASTRAKAN** beige

3750E 3250 14850 8750° Collection GROSVENOR(Canada)

350 Cape vison blanc 1550 Cape vison blanc 2550 Cape vison blanc 2550 Cape vison blanc 2550 Cape vison blanc et ivoire 1850600 85000. Manteau vison blanc et saphir 1459001 75000! Manteau vison femalle lunaraine

MANTEAUX LONGS DU SOIR

VISCINIDADE at reneral 1950001 250001

40, Avenue George V. Paris. 8°

هكذا من الأصل

:nt 716 700

Une invitation au dialogue culturel

BAYONNE

de notre envoyé spécial

M. Joxe alme parfois jouer les docteurs tranquilles, prendre le temps d'observer, palper longue-ment son malade avant d'émettre un diagnostic. Vendredi, lors d'un court voyage entre Bearn, Soule et Côte basque - avec un rapide crochet par Dijon pour y participer à un meeting de M. François Repsamen, membre de son cabinet qui nourrit des ambitions en direction de la mairie, - le ministre de l'intérieur est demeuré quasiment muet, se bornant à écouter les avis des responsables économico-culturels. D'élus, point ou très peu, ce qui n'a pas été sans agacer quelques notables locaux, socialistes ou non, qui se trouvaient ainsi négligés. Mais M. Joxe l'a promis : il reviendra en janvier et rencontrera alors les élus.

Après la récente arrestation de Lucienne Fourcade, dernière croisée d'Iparretarrak encore en liberté, on attendait de M. Joxe quelques paroles bien senties sur les succès policiers et la détermination du gouvernement à lutter contre le terro-

miel qui, slanqué de M. José Bide-gain, le Basque conseiller de M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et du développement, expliqua à Bayonne la raison de son déplacement : un voyage presque accidentel entrepris après avoir appris que son collègue de l'indus-trie venait évoquer en Pays basque les délicats problèmes de développement et des investissements écono-

« J'ai décidé de l'accompagner. Je veux m'instruire. Mes fonctions ne sont pas que de police. En France, nous sommes dans un Etat France, nous sommes dans un Etat démocratique, et il n'y a pas justifi-cation pour la violence, qu'elle soit politique ou non. L'identité de la France dans l'Europe ne peut passer par l'oubli des identités régionales. En Bretagne, en Corse, en Alsace, au Pays basque, des spécificités culturelles existent. Je veux com-prendre les problèmes culturels et linguistiques. Il n'y a aucune raison pour que ces problèmes prennent forme de crise. »

Dehors, tenus à distance par un cordon de CRS, une vingtaine de

militants nationalistes criaient en basque: « Les Basques chez eux, les étrangers dehors!

« Aucune culture régionale ne peut être méprisée », a cacore assuré M. Joxe, après avoir visité le Musée basque du Petit-Bayonne et reçu, première pour un ministre de l'intérieur, les responsables des asso-ciations culturelles basques venus l'entretenir du problème des écoles, du centre culturel et de la télévision.

Amené à se pencher depuis des mois sur le problème corse, M. Joxe a acquis une certitude: la lutte contre la violence politique n'est qu'un éternel recomm sont pas réglées, aussi, les revendica-tions multiples qui, peu ou prou, la sous-tendent. A Mauléon, M= Odile Isern, membre de la mission locale, ne lui a pas dit autre chose en évoquant le sort de ces jeunes sans emploi mi formation « génération qui essaie de vivre au quotidien », peu sensible aux exaltants discours sur la nécessité d'un développement régional dont ils ne percevront que tardivement les effets.

GEORGES MARION.

L'affaire de la succession Canson

Trois dessins de Boucher et de Fragonard sont remis à la justice par un antiquaire

Trois dessins de Boucher et de Fragonard faisant partie de la col-lection d'œuvres d'art de M∝ Suzanne de Canson, spoliée en 1985, ont été retrouvés et mis sous scellés par M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction, après que leur propriétaire actuel, un antiquaire de la région niçoise dont l'identité n'a pas été communiquée, les eut spon-

tanément remis aux enquêteurs. Ces trois dessins, deux amours de Boucher et une sanguine de Frago-nard, avaient fait l'objet récemment dans les publications spécialisées, telles que la Gazette de l'Hôtel Drouos, d'un descriptif accompagné d'un avis de recherches distusés par la gendarmerie nationale.

C'est à la lecture de cet avis que l'antiquaire, qui a indiqué avoir acheté de « bonne foi », en 1985, ces trois œuvres à « l'un des inculpés » de l'affaire Canson, a décidé de prendre contact avec la justice et de restituer ces trois dessins d'une grande valeur.

MÉDECINE

Six cas ayant été constatés en Côte-d'Or

Élèves et enseignants de trois établissements scolaires doivent se faire vacciner contre la méningite

Le préfet de Côte-d'Or, M. Edouard Lacroix, a invité, vendredi 16 décembre, tous les élèves et les enseignants de trois établissements scolaires du département à se faire vacciner « dès samedi matin» contre la mémingite cérébro-spinale. Il s'agit des 2654 élèves des lycées Simone-Well et Hippolyte-Fontaine de Dijon (où un interne est mort et quatre autres élèves sont hospitalisés), et des 350 élèves du collège Saint-Joseph de Saumur-en-Auxois, qui comporte une école maternelle, une école primaire et un collège, et où une élève a été atteinte de méningite. Un réspondeur téléphonique (80-30-05-47) mis en place vendredi soir diffuse un message faisant état d'abord estimé qu'il avait droit, « an soir diffuse un message faisant état du nombre de cas de méningite décelés dans le département et don-nant des conseils de prévention. La méningite cérébro-spinale est

me maladie contagieuse touchant surtout les enfants et les jeunes adultes. La période d'incubation dure de deux jours à une semaine. Elle se manifeste par un mal de tête

demande. Le tribunal d'Utrecht avait d'abord estimé qu'il avait droit, « en principe », à rendre visite périodiquement à sa fille de quinze mois, née à la suite d'une insémination artificielle (le Monde du 12 novembre). Dans son nouveau jugement, le tribunal précise que « dans des cas comparables, le droit de visite ne saurait être accordé que dans des circonstances exceptionnelles ». — (AP).

A Marseille

Une association de juristes dénonce le non-respect par la préfecture de police des droits des étrangers

MARSEILLE

de notre correspondant

Bouches-du-Rhône ne respecte ni la lettre ni l'esprit de la loi. Elle a créé ses propres textes et les impose aux cent quarante-cinq mille étrangers vivant dans le département. Le service des étrangers gouverne cette absolu de toute humanité. »

En présentant jeudi 15 décembre à Marseille un rapport de l'association des juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, Me Henri Vernier, son président, a dénoncé « les pratiques administratives concernant les étrangers dans les Bouc es-du-Rhône - contenues dans ce document, qui va être remis à M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, auprès de qui l'association a sollicité une

Il n'est pas exceptionnel, dit en substance le rapport, qu'un étranger sans problèmes particuliers attende entre deux et trois ans pour obtenir le titre qu'il a sollicité. « Et durant cette période, précise Me Christian Bruschi, membre de l'association et professeur de droit à l'université de Lyon, la personne ne peut travailles

et se voit souvent réduite à la clan-

Le rapport fournit nombre d'exemples de dysfonctionnements dans la neutralité et la bienveillance elles dont s'add loi. Ainsi, aux cinq conditions légales nécessaires aux regroupements familiaux, le service des étrangers de la préfecture des Bouches-du-Rhône en ajoute deux. Il impose au demandeur de résider dans son pays d'origine lors de l'instruction du dossier et ordonne l'absence de perception de toute prestation sociale pourtant perçue légalement. Des parents d'enfants français ont été ainsi radiés de la caisse d'allocations familiales. Bien que le tribunal administratif annule généralement ces décisions préfectorales, la sanction vient le plus souvent trop tard.

Contrairement aux recommandations du Conseil d'Etat, ajoute le rapport, la préfecture de police des Bouches du-Rhône refuse la nationalité française à tous les jeunes qui oublient de la demander dans les huit jours suivant leurs seize ans. Il faut là aussi recourir à la justice pour obtenir la régularisation.

JEAN CONTRUCCL

Le nouveau bureau du Syndicat de la magistrature...

général : Georges Maman, juge d'instruction à Paris; secrétaire général auditeur de justice.

Le conseil syndical du Syndicat de adjoint : Daniel Clouet, vice-président Le conseil syndical du Syndicat de la magistrature a élu à l'unanimité le nouveau bureau du syndicat, qui se trouve ainsi composé:

— Présidente: Adeline Hazan, juge des enfants à Lyon, Mariedes enfants à Nanterre; secrétaire des enfants à Lyon, Mariedes enfants en

...et celui de l'APM

(le Monde du 12 décembre), l'Association professionnelle des magistrats a désigné un nouveau burean. Ancien président, Jean Pringuez, procureus adjoint à Béthune, a été nommé président d'honneur : Alain Terrail, avocat général à Paris, président; Patrick Ouart, magistrat à la chancellerie, secrétaire général; Dominique-Henri Matagrin et Michel Quenum,magis-

Au cours de son assemblée générale trats à la chancellerie, secrétaires présidents Béatrice de Beaupuis. directeur adjoint de l'éducation sur-veillée, MM. Raoul Béteille, conseiller 3 la Cour de cassation. Yves Bot, avocat général à Caen, et Georges Fenech, premier juge d'instruction à Lyon. Le trésorier est Pascal Le Fur (substitut à Créteil), le trésorier adjoint, Vincent Corini (premier juge à Arras).

M. Bernard Tapie condamné pour diffamation envers M. Guy Teissier

La luitième chambre du tribunal de grande instance de Marseille a condamné, vendredi 16 décembre, MM. Bernard Tapie, Jean-François Khan, directeur de l'Evénement du jeudi, et Mª Karine Osswald, journaliste, pour diffamation publique à l'encoutre de M. Guy Teissier, candidat UDF aux élections législatives à Marseille.

MM. Tapic, Khan et Mª Osswald devront payer une amende de 10 000 F chacun, et solidairement 55 000 F de dommages-intérêts à M. Teissier. Le jugement doit, en outre, être publié dans quaire jour-

Dans un article paru le 7 juillet, un mois après les élections, M. Bernard Tapie, adversaire malheureux de M. Teissier, mettait en cause ses convictions «anti-apartheid», ains que certaines des méthodes qu'il aurait utilisées pendant la campagne.

Au cours de l'audience qui a en lieu le 18 novembre, les avocats du plaignant avaient estimé que ces propos étaient « prémédiés, afin d'influence le Conseil constitutionnel », qui devait statuer sur le recours déposé par M. Tapie. Depuis, l'élection de M. Teissier dans la sixième circonscription de Marseille a été annulée.

ENVIRONNEMENT

A la périphérie du parc des Cévennes

Saint-Jean-du-Gard lance un programme de protection de la nature

éliminer les déchets sauvages, utilimarche des fontaines, aménager un parc avec un parcours de santé et une réserve ornithologique, tel est le programme que la ville de Saint-Jean-du-Gard (Gard) s'est engagée à réaliser en signant, en présence de M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, une convention avec la section locale de la Société de protection de la nature, L'idée de semblables contrats a été lancée, au début de l'année, par la Fédération des sociétés de protection de la nature qui, profitant de la régionalisation, cherche à faire travailler en commun les élus locaux et les militants de l'environnement. Baptisée « Mille communes pour l'environnement européen »; cette campagne a donné lieu jusqu'ici à la signature de plus d'une centaine de conventions entre des municipalités et des associations de terrain.

La commune de Saint-Jean du-Gard (deux mille six cents habitants) est d'autant plus sensible aux atteintes portées à la nature qu'elle est située dans la zone périphérique du parc national des Cévennes et qu'elle conteste la construction sur son territoire, par les services agri-

tel. En outre, l'Union européenne de

• SKI ALPIN : Coupe du

monde. - Championne olympique 1988 de sialom et de géant, la Suis-

sesse Vreni Schneider a pris le com-

mandement de la Coupe du monde 1988-1989, grâce à ses victoires, le

16 décembre, dans le slalom et le

combiné d'Altenmarkt (Autriche).

Demière descente le 15 décembre, la

Française Carole Marle se maintient

en cuatrième position du classement

de la Coupe du monde, dans laquelle

Patricia Chauvet a marqué ses pre-

miers points en terminant cinquième

Dopage : sept ans de prison

pour un ancien champion traff-

quant d'anabolisants. - Champion

d'Europe du 400 mètres à dix-neuf

ens, puis, l'année suivante, medaille

d'argent du 4 x 400 mètres aux

Jeux de Munich, le Britannique David

Jenkins avait été arrêté, en 1987,

aux Etats-Unis, pour avoir participé à

(hormones males de synthèse

pemettant d'augmenter le masse

musculaire) en provenance du Mexi-que, trafic évalué à quelque 100 mil-

lions de dollars par an. Le juge Lau-rence Irving, du district de San Diego

(Californie), a condamné David Jen-kins, le lundi 12 décembre, à sept

ans de prison et à 75 000 dollars

d'emende pour son rôle dans ce réseau, où étalent impliquées trente-

TOIS DECEDAGE.

un trafic de stéroïdes anaboli

Nettoyer les berges du Gardon, coles, du barrage de La Borie, qui doit noyer, sur 8 kilomètres, la pirtoser du papier recyclé, remettre en resque et sauvage vallée du Gardon. Les signataires de la convention précisent qu' « ils interviendront iusqu'au dernier moment, y compris au niveau international, pour que le barrage ne soit pas réalisé ». Le recours contre le déclaration d'utilité publique de l'ouvrage, que plusieurs communes et associations ont engagé devant le tribunal administratif de Montpellier, devrait être jugé dans les prochaines semaines.

M. A.-R.

.

THE PARTY

Service Constant

And the second s

Santanapa Later NV.

Comment of

Alman in the St. ST.

The same of the same of

A Comment of the Comm

A SHELL STREET OF STREET

Application of the state of the

Register of the second

EDUCATION

La presse et l'école

Le CLEMI va étudier l'impact des médias sur les jeunes

Le ministre de l'éducation nationale a rendu hommage, jeudi 15 décembre, au travail du Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI), l'organisme de l'éducation nationale chargé de faire pénêtres la presse et les médias audiovisuels à l'école. « Faciliter aux jeunes l'accès à l'information, la compréhension, la distance critique devant l'information est pour moi plus qu'un sou-hait, c'est une mission de service public », a déclaré M. Jospin en inangarant les nonveaux locaux du CLEMI, près de la porte de Ver-sailles à Paris. Le ministre a affirmé sa préoccupation de voir participer l'école à « l'apprentissage de la

Le CLEMI a été créé en 1983 par M. Alain Savary, pour officialiser les initiatives prises par des journa-listes et des enseignants afin de généraliser l'utilisation du journal comme outil pédagogique. Il est dirigé par un conseil où siègent des membres de l'administration de l'éducation nationale, des enscignants, des professionnels de la presse, des parents d'élèves et des représentants de milieux socioprofessionnels. Depuis cinq ans, le centre a reçu plus de six cents sta-giaires enseignants qui, durant qua-tre semaines, ont appris à mieux counaître le monde de l'information avec le concours de journalistes. Ces stagiaires ont ensuite organisé oux mêmes des stages dans leur académie : au total, plus de seize mile

enseignants ont reça une formation. Le CLEMI, qui aide aussi les élèves à lancer leurs propres supports d'information, va créor an observatoire de l'information pour analyser l'impact des médias sur les

CLEMI, 391, rue de Vaugirard, 75015 Paris TEL: (1) 42-50-78-54.

· Cocktall molotov dans un collège. — Un adolescent de cua-torze ans a lancé un cockrail Molotov sur le conseiller d'éducation d'un col-lège de Villiers le Bel (Val-d'Oise). Il n'y a ou ni victime ni dégâts, il s'était introduit avec un autre adolescent de quinze ans et un étudiant camerounais de dix-neuf ans - tous trois etrangers à l'établissement - dans la cour du collège. Le conseiller d'éducation les avait conduits jusqu'à son bureau pour leur demander les raisons de leur présence.

SPORTS

TENNIS: finale de la Coupe Davis

La RFA bouscule la Suède

L'équipe de RFA a pris une option sur la victoire finale en Coupe Davis à Göteborg : elle mène 2-0 à l'issue du premier jour. L'Allemand Carl Uwe Steeb, vingt et un ans et soixante-quatorzième mondial, a provoqué le 16 décembre une énorme surprise en triomphant de Mats Wilander, numéro un mondial, après plus de cinq beures de lutte (8-10, 1-6, 6-2, 6-4, 8-6). Récent vainqueur du Masters, Boris Becker a battu le champion de Wimbledon, Stefan Edberg (6-3, 6-1, 6-4). Depuis l'Australie en 1939 contre les Etats-Unis à Haverford, aucune équipe menée 2-0 n'a réussi a remporter le saladier d'argent.

GOTEBORG

de notre envoyé spécial

Qui connaissait Carl Uwe Steeb. hormis quelques spectateurs friands des tours préliminaires ou des courts extérieurs, avant ce vendredi renyersant vécu au Scandinavium? L'exploit est pourtant là premier ialon d'un parcours allemand qui pourrait se réveler historique. Jamais la RFA n'a remporté la Coupe Davis. Jamais elle n'a semblé si près du sacre, si convaincue de son

Car il fallait à Steeb une conviction à toute épreuve pour gagner. Convié en victime expiatoire sur la terre battue suédoise pour sa deuxième sélection nationale seulement, propulsé en ouverture de la finale contre le monstre froid qu'est Mats Wilander, mene d'abord deux sa balle n'avançait pas et, spectacle sets à zero, puis écartant d'un retour rare, il errait sur la terre battue, où de service canon une balle de match contre lui à 5/6 au cinquième set, Steeb a tenu assez longtemps pour sentir que le Suédois, lui, ne tenait plus. Sa confiance se nourrissait du malaise évident du numéro un. Steeb n'a jamais flanché car, en face, se trouvait un Wilander de fin de parcours, hagard, comme saoulé par les efforts déployés tout au long de sa prodigieuse année.

La saison exceptionnelle du numéro un revenait à la mémoire : son refus absolu de rompre courre Cash à Melbourne : l'écrasement implacable de Leconte à Roland-Garros; la conquête de Lendl et de Flushing Meadow pleine de bravoure intelligente. De tout cela, il lui restait si peu vendredi : le métler, mais sans «jus»; la volonté, mais sans rage. Jamais une seule fois contre Steeb. Wilander n'a fait son geste caractéristique, bras cassé, doigts tendus vers ses propres yeux, ce « visht » suedois connu désormais du monde tennistique entier, signe de ralliement des guerriers suédois. Car, pour Wilander, ce fut décidé-

ment le combat de trop. Sur son front, sur ses joues mangées par une barbe de deux jours, la sueur perlait au bout de quelques minutes de jeu, signe, chez lui, d'une condition physique défaillante. - J'ai eu du mal à me motiver avant la finale, de bien me préparer, nous avoua-t-il sur le chemin des ves-tiaires. A la fin de la rencontre, f'ai sans doute payé mon récent manque de compétitions, -

En deux mois et demi - en congé des courts, - il n'a joué que cinq rencontres officielles. Contre Steeb,

il n'avait encore jamais été vaincu en Coupe Davis, tactiquement désemparé, jambes lentes, esprit confus.

Un gaucher tonique

Originaire de Munzingen, un hameau de 500 habitants pres de Stuttgart, Steeb est un gaucher touique qui « fouette » ses coups dont il masque admirablement la trajec-toire. Il y a beaucoup de « poignet » dans son jeu et l'on comprend que le Tchécoslovaque Mecir, connaisseur des intentions déguisées, l'ait dési-gné comme l'Allemand susceptible d'entrer dans les dix premiers mon-diaux sur les traces de Becker. La précision perforante de son retour pour annuler une balle de match de Wilander fut aussi la marque d'un bras et d'un esprit d'une égale fer-

Pareille démonstration, qui ôta d'un coup le poids d'une unique res-ponsabilité des épaules de Becker, permit an jeune Allemand de pénétrer sur le court l'esprit dégagé contre un Edberg abasourdi par la défaite de Mais. Becker domina Edberg si outragensement que les spectateurs d'un match exhibition de pareille facture auraient demandé le remboursoment de jeurs billets. Parce qu'il s'agissait d'une finale, un brin irréelle, de la Coupe Davis, ils furent des milliers de Sué dois à rentrer, silencieux, chez eux bien avant la fin, laissant le champ libre à Becker et à la ferveur soutenue des supporters allemands.

MARC BALLADE.

EN BREF

• FOOTBALL : fraude fiscale match contre les Suisses de Neuchâaux Pays-Bas. - L'international danois Soren Lerby, vainqueur de la football (UEFA) a attribué à la Suade Coupe d'Europe 1988 avec le PSV l'organisation du championnat Eindhoven, Ton Harmsen, ancien pré-d'Europe des Nations 1992. sident de l'Ajax Amsterdem et deux anciens trésoriers de ce club, ont été arrêtés par la police néerlandaise. Le parquet les soupçonne d'avoir dissimulé de fortes sommes au fiac lors de transferts de joueurs entre 1979 et 1984. Pour Lerby; il s'agirait de son transfert de l'Ajax au Bayem-Munich en 1983.

■ FOOTBALL: quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. - Demier représentant français dans les Coupes euro-péennes de football, l'AS Monaco doit rencontrer Galatasaray Istanbul en quarts de finale de la Coupe des champions. Le match aller doit avoir lieu en principauté le 1ª mars ; le match retour sur un terrain neutre. sans doute en RFA, le 15 mars, en raison de la suspension du parrain ture provoquée par les incidents du

RAYOHHAGES REAL POTREQUES A VOS MESURES - 超

PRIX TRÈS COMPÉTITIES 25 stances of experience R-M. Levy, tabricant - 208, sr. de Maire, 75014 Preis. M. Almin - Til.: 45-40-57-40

Naissances - Steff, Isa et Relly GUERAULT-ESCOFFIER

le 9 décembre 1988.

Mr. Jr. * Marie

* **

DET Maintain

Maria de la company de la comp

160 Sept. 100 Se

-

.....

Andrew Property

#850 ·· El-.

Steel Service

-

Transport of

-

Maria .

96 m

The state of the s

See Heart State .

乳母 1995年4月1日

建245 年,17 1

S. SAN HARRY S. C.

all the second

2000

and the latest and the

the second

State of the state of the state of

第4 - 45 - 1 4 - 1

Marian Service .

Burgard St.

A CONTRACTOR OF THE SECOND

September 18 Tomas 1

The second of the second

養化しきした。

. T

45°4

120200 4

Salayania de amonto de

والمستحدد المراهبية

Say the party will be

the second second

A SECTION AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS

🙀 🖫 Argenter

the second of the second

Resta Pilla La Printer San L

المراجع المراجع والإندائيل والمستنجع

Sept mention with the territory

3427 m − − 1

Sales Sales Sales Comment

blute a contact

Printer and the same

Company Comments

選手 フェイスティー・・

74 Sept ----4.34

62.

· 等 · 万美//(WATER TO

the last property in

A Commence

a Marine State

Sele.

A ----

artist to the second

. ...

4. .

B 1 1 1 1 1 1 1

Gard lance on progre

** ** ** **

Section of the section

A STATE OF THE STATE OF

THE THE PARTY OF THE STATE

section de la nature

专演说上。

100.00

Fres

41

-

AND IT THE LOCAL TO

A MANAGEMENT STATES

A PACINET COURT IN

The state of the state of

l, rue du Fonds-Guérault, 91190 Saint-Aubin.

Jacques Borricand,
 Anne-Françoise Borricand,
ont la douleur de faire part du décès subit de leur épouse et mère,

France Nicole BORRICAND. dans sa quarante-septième année.

Les obsèques ont en lieu dans la plus stricte intimité.

- M= Jean Dolat Et ses enfants, ont la douleur de faire part du rappel à

M. Jean DALAT, refsident honoraire à la cour d'appel de Bordeaux.

- Paris. Le Mans. Fillé-eur-Sarthe.

M. le cardinal Jean-Marie Lustiger. archeveque de Paris,
Mgr Georges Gilson,
évêque du Mans,
Les prêtres du diocèse du Mans,
Le Père Pierre Gouet, jésnite,

aon frère, M. l'abbé Jezz Gouet, son neveu, M= Maria Paterno.

M= Jean Gouet.

M= Alphonse Gouet, ses belies-sœurs, Ses neveux et mêces, Et tous les membres de sa famille

font part du retour à la maison du Père,

Mgr Julien GOUET, ancien secrétaire général de l'épiscopat de France, ancien évêque auxiliaire du diocèse de Paris, illé de la Rési chevalier de la Légion d'honneur,

décédé le 15 décembre 1988, à l'âge de soixante-dix-huit ans et dans la vingt et unième année de son épiscopat.

La messo de sépuleure aura lieu le lundi 19 décembre, à 15 heures, en l'église enthédrale Saint-Julien du

Une messe sera célébrée de l'église de son baptême, à Fillé-sur-sarthe, le mardi 20 décembre, à 10 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Fillé-sur-Sarthe (Sarthe).

« Je veux voir Dieu car il m'aime... > (Son testament spirituel.)

(Le Monde du 17 décembre.) - Lyon Dames, Zurich.

Son éponse,

ont la douleur de faire part du décès du

doctor Mustapha KABOUNY,

survenu le 8 décembre 1988.

- Toulon, Sertène. M. le professeur Laurent Pedinielli, Mª Dominique Pedinielli, M. et M= Jean Pedinielli

et leurs enfants, Laurence et Pierre, iems enfants et petits-enfants

Les familles Pedinielli, Mary, Santoni, Jehasse, Quilichini, Nicolai Crescincci, Barbaraux et Bru, Parents, alliée et amis, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur fils, frère, oncle, nevou,

M. Laurent PEDINIELLL

survenn le dimanche 11 décembre 1988, dans sa vingt-sixième année.

Les obsèques ont été célébrées roli-gieusement le lundi 12 décembre.

- Manseille.

M= Tonesaint Pieri, née Jeanne Simoni, Ses enfants, font part du décès de

13007 Marseille.

M. Toussaint PIERI, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre du Mérite, administrateur civil. receveur principal régional des documes,

Les obsèques ont en lieu le 15 décembre 1988, dans la plus stricte intimité.

19, rue Neuve-Sainte-Catherine,

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- M. Jean Piou, M. Robert Sabatier, M™ George Olien, M. et M™ Andrès, M. et M. Berson. out la douleur de faire part du décès de

> Joséphine Marie PLOU. . zée Custains.

survenu le 21 novembre 1988, dans se

Les obsèques out en lieu le 24 no bre, dans la plus stricte intimiré.

- M. et M= Bernard Pujo leurs enfants, M. et M= Clande Meynier et leurs emlants, M. et M= Jacques Pujo, om la douleur de faire part du décèt de

M[™] la générale PUJO, néo Cécile Heuriette Jarre,

survenu le 15 décembre 1988, dans se quatro-vingt-scizième amée. Les obsèques ont en lieu dans l'inti-mité familiale.

Des messes seront célébrées ultérieu-tement à Paris et à La Ferrière-sur-Riste.

 M. et M= Serge Soulard,
M. et M= Claude Soulard,
M= Michel Bord,
M= Michel Bord, M= Nicole Hoszes,

M. Pierre SOULARD,

leur père, grand-père, frère, oncle, parent et ami. survenu le 13 décembre 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

19 décembre 1988, à 10 h 15, au cime nère de Clamart, rue de la Porte-de Trivaux, où l'on se réunira.

174, boolevard Pessire.

- Jacques Vermont, son époux, Lucile et Sylvain,

ses enfants, Les familles Lomberd, Vermont, Col-

leuille, Maurice, leurs enfants et petits-enfants, out la tristesse de faire part du décès de

Cécile VERMONT. note Lamberd,

rvenu le 15 décembre 1988, à l'âge de trento-segé ana. La célébration religiouse aura lieu le

lundi 19 décembre, à 16 h 30, en l'église Saint-Joseph des Brotteaux, à Lyon.

L'inhumation aura lieu au Plan-Aups (Var), le lendemain à

155, avenue du 8 Mai-1945, 69100 Villeurbanne.

- Joseph Zermsti, Eva Zermati-Caillart, Claude et Amélie Caillart, Emile Ginsburg, ont la douieur de faire part du décès de

Rabil ZERMATL

survenn le 15 décembre 1988. Selon le volonté de la défunte, l'inhu-

Une cérémonie religiouse aura lieu le jeudi 22 décembre, à 19 houres, à le synagogue, 11, rue Gaston-de-Caillavet, Paris-15^c.

Ni fleure ni couronnes.

42 rue Chardon-Lagache, 75016 Paris. **Anniversaires**

- Pauline Laura AYLMER, Engénie DE LA CHAPELLE,

EGREMONT-LEE.

Voici deux ans, le 17 décembre

M. Hubert GUERIN, ambassadeur de France.

Sa famille vous prie de vous associer à son souve-

Erratum

- Il fallait lire: , lors des obsèques de

M-Sunshine LEUENBERGER, née Germaine Moleunt,

an lien de : ... lors des obsèques de

M Senshine LEUENBERGER, nec Germaine Molesat.

CARNET DU MONDE Tarif: la ligne H.T.

Toutes rubriques 79 F

micat diverses ... 82 F Remeiguements: 42-47-95-03

Soutenances de thèses

- Université Paris-I. le mardi 20 décembre, à 9 h 30, centre Glotz (aulle Picard), escalier C, 3 étage, à droite, Ma Kalomira Mataranga: - Contribution à l'étude de l'inter tion en matière politique et militaire chez les historieus grecs de la période

- Université Paris-X-Nunterre, le mardi 20 décembre, à 13 h 30, salle C 24, M. Gérard Bruant : « La construction sociale du geste athléti-

- Université Paris-III, le mardi
20 décembre, à 13 h 30, salle Bourjac,
M- Alia Bournaz, éponse Baccar : - La
mer et l'avenure marine dans les genres narratifs et drumatiques français de 1640 à 1671. Sources et erfations litté

- : Université Paris-I, le mardi

20 décembre, à 14 houres, salle L.-Liard, M. Jean-Philippe Damais : Recherches sur l'évolution de l'occupation de l'espace en milieu urbain. L'exemple du Havre ». Université Paris-II, le mardi 20 décembre, à 14 h 30, salle des Conseils, M. Jun Gu Bae : « Structures et contrôle des collectivités locales.

Valeur de l'expérience française par rapport au contexte coréen contempo-rain ». - Université Paris-I, le mercredi 21 décembre, à 9 h 30, selle 308, 1, rue V.-Cousin, M. Françoise Briquel-Chatomet: « Les relations entre Israël

et les Cités de la côte phénicienne du début du premier millénaire jusqu'à 587 - Université Paris-V, le mercredi 21 décembre, à 10 heures, salle 106, centre H.-Pieron, 28, rue Serpente, Mª Jacqueline Clément (née Meu-nier) : « Informatique, Pratiques péda-gogiques et acquisitions scolaires à l'école primaire ».

- Université Paris-X-Namerre, le neveredi 21 décembre, à 14 heures salle C 24, M. Pierre Lanthier : - Les constructions électriques en France : financement et stratégies de six groupes industriels internationaux, 1880-1940 ».

- Université Paris-V, le jeudi 22 décembre, à 9 heures, salle 224, Sorbonne, galerie Cl.-Bernard, escalier P, 1 étage, 1, rue V.-Cousin, M Michèle Metoudi (née Vaudey): « Le sport, son imaginaire et ses pratiques ».

- Université Paris-X-Nanterre, le jeudi 22 décembre, à 14 heures, salle C 24, M= Nguyen-Dac, née Abdonl Ayxabi Simone : «Réformes agraires comparées au Mexique et au Vietnam »

- Université Paris-V, le jeudi 22 décembre, à 15 heures, Sorbonne, galerie CL-Bernard, escalier P, 1º étage, 1, rue V.-Cousin, M= Rébaïa Tribeche (née Chettouh): «Le comportement autosensoriel chez l'enfant non-voyant

MÉTÉOROLOGIE BIBLIOGRAPHIE

« Vapeurs

en Espagne »

Au moment où la société natio-nale des chemins de fer espagnol

(RENFE) s'apprête à moderniser

ses équipements, l'album de Marc

Dahlström, Vapeurs en Espagne,

vient opportunément rappeler aux amateurs d'histoire ferroviaire que,

pendant les années 60, les voies de la

péninsule ibérique constituaient un

véritable musée de la traction

Avant la nationalisation de 1941.

une vingraine de compagnies se par-

tageaient l'exploitation des chemins

RENFE fut des plus variés, et l'on put voir circuler sur les rails espa-

gnols les modèles les plus divers de machines à vapeur. En 1962, par

exemple, le tiers de ces locomotives

avaient plus de cinquante ans alors que la dernière était sortie d'usine

Pendant dix ans, de 1960 à 1969.

Marc Dahlström a fixé sur la pelli-

cule une soixantaine de types de machines à vapeur en gare, en ligne,

an dépôt, photographiecs sur

l'ensemble du territoire espagnol. Il a rassemblé dans son album 212 cli-

chés noir et blanc et 50 pleines

pages en quadrichromie que, selon son habitude, il a accompagnés de

égendes courtes mais précises en

français, en espagnol et en anglais. D'excellents souvenirs pour les anciens. Des images inédites pour

★ Edité par l'auteur, Marc Dahls-trom, BP 12, 95130 Franconville. 176 pages, 290 F.

Edition 1988 du Bottin admi-

nistratif, - Le Bottin administratif

qui vient de publier son ádition 1988,

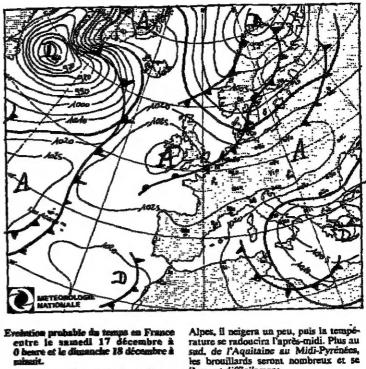
l'année précédente.

fer. De ce fait, l'héritage de la

VADCUE.

Informations « services »

SITUATION LE 17 DÉCEMBRE 1988 A 0 HEURE TU



veront difficilement.

Du Languedoc aux Alpes, à la Côte d'Azur et à la Corse, le soleil sera génè-reux toute la journée. Le mistral souf-flera à 50 kilomètres/heure en moyenne sur la vallée du Rhône.

Côté températures, les gelées s'atté-nueront sur l'est du pays. Au lever du jour, il fera de 3 à 5 degrés au nord de la Loire, 0 à 3 degrés ailleurs, sauf - 1 degré à - 3 degrés du Massif Cen-tral au Nord-Est. L'après-midi, il fera 8

à 11 degrés près des côtes, 5 à 7 degrés

AVENSES

₹ OFLICES

Ereintion probable du temps en France entre le samedi 17 décembre à 0 beure et le dimanche 18 décembre à

Paissant anticyclone centré sur l'Atlantique et maintenant de hautes pressions sur la France. Dépression cea-trée sur l'Islande. Entre les deux circu-lent des perturbations qui arrivent très atténuées et qui, de plus, n'intéressent que le nord de notre pays.

Dimanche : beaucoup de nunges, sanf

dans le Sast-Est.

Sur une grande moitié nord du pays,
les nuages seront présents dès le matin
et persisteront toute le journée. Au nord
de la Loire, il pourra même y avoir quel
ques petites pluies. Sur l'Alssoe, la Loiraine, la Franche-Comté et le nord des PRÉVISIONS POUR LE 19 DÉCEMBRE A 12 HEURES TU

tient compte des résultats de l'élec-tion présidentielle et des législatives de cette année. Il présente également la composition du gouverne-ment Rocard, précisant notamment les attributions précises des membres des cabinets ministériels. Cet ouvrage, qui constitue une véritable encyclopédie de l'organisetion administrative de la France tant

noms de fonctionnaires, élus, resconsables divers, avec leurs titres at leurs fonctions. ★ Bottin administratif, 28, rae du Docteur-Finlay, 75015 Paris, 1472 pages, 717,50 F.

au niveau national qu'aux niveaux

régional et départemental, men-

tionne plus de cinquante-cinq mille

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 4898

HORIZONTALEMENT

I. Adien veaux, vaches, cochons quand elle s'en va. Ne supportent pas grand-chose. - II. Pousse à repousser. Est sur les dents. - III. Un qui est bien placé pour mettre du beurre dans les épinards. Tel que l'on peut mettre IV. Tête de liste. III

Qui est peut-être dans le bain. Endort sans provo-Quartier de Marseille. - V. A beaucoup sonfile. Passent perçus. Homme

de combats. -VI. Procède par élimination. Sont du côté des vuin queurs. Vise à obtenir une indica-Peuvent être sur des charbons ardents. Répond à une attente. Finit par toucher le N'était pas à mettre entre toutes les

mains. Se met sur les convertures. Regroupe des Vanclusiens. IX. Lettres de noblesse. Enlever éventuellement un collier. Consolide des nœuds et resserre des liens. -X. Des taches la ternissent. Ont percé et fait leur trou. -XI. Homme de confiance. Note. Sera amené à se mouiller. En carafe et en rade. - XII. Profite à des Nippons. Inutile pour celui qui ne veut rien cacher. Abréviation. Lettre grecque. – XIII. A la peau orangée. Peur empêcher d'accomplir son devoir. A souvent l'eau à la bouche. - XIV. A une grande cheminée. Fille de roi. Poussait à fumer. -XV. Influent sur l'existence. Paniers que certains aiment bien voir remplis. Tels qu'il va peut-être y avoir

des scènes de ménage. VERTICALEMENT 1. Sont susceptibles d'intéresser

celui qui part avec la caisse. Sur la plus haute marche du podium. Qui ne peut donc pas s'estimer heureux. 2. Font perdre le sens des réalités. - 3. Ça chauffe pour lui! Bon pour le panier. Eut souvent l'occ d'apporter plus que sa pierre à l'édifice. - 4. A vu mourir Manolete. Avait la tête ailleurs. Utilisé pour aller aux courses. - 5. Sorti. Récolte le blé. - 6. Eut le même époux que sa sœur. Pronom. Employées pour

frapper. - 7. Mêne une vie de chien. Est destiné à la terre. Vieilles habitudes. - 8. Est à l'origine d'une certaine agitation. Assure une multiplication. - 9. Poussés à la méssance. Note. Qui devrait donc être bien apprécié. Suscite des réactions. 10. Est sur toutes les lèvres. Multiplient les opérations de soustraction. - 11. Fut tué par le fils de son frère. Pourvues de griffes. - 12. N'est certes pas là pour brouiller les cartes. Sera adapté. - 13. La belle époque. Visibles quand on casse la baraque. Peut faire partie des favoris. - 14. Gonfle la Loire. Va souvent sur le front. Victime d'un trouble. - 15. Cité ornaise. Voyagent dans l'espace.

> Salution du problème nº 4897 Horizontalement

I. Ignorance. — II. Naïveté. — III. Ci. Europe. — IV. ENA. Sel. — V. Ninas. Ode. — VI. Dé. Siège. — VII. Ire. Toise. — VIII. Grèle. — IX. Io. Al. - X. Radis, Tin. - XI. Eresipèle. Verticalement

- 3. Ni. An. Egide. - 4. Ove. As. Rois. - 5. Réussite. Si. - 6. Atre. Eole. - 7. Néologie. Té. - 8. Dés. Ail. - 9. Etête. Erine.

GUY BROUTY.

1. Incendiaire. - 2. Gainier. Ar.

LEGENDE - PROFESTE FEU HUAGEUK MUAGETIX COURTES ECLARGE TREE NUAGE IIIIII PLUM

moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل

DEBUT DE TEMPS PREVULE 18_12_88 MATINES TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extrêmes relevões entre le 16-12-1988 à 6 heures TU et le 17-12-1988 à 6 heures TU FRANCE UXEMBOURG ... 2 -2 MADRID 12 -4 B ETRANGER MEXICO 24 ALGER 15 6 AMSTERDAM 7 2 ALGER MILAN 5 -3 D MONTRÉAL -15 -23 D ATHENES 11 MOSCOU -4 -8 CLERMONT-FERR. 6 -4 NATROW .. NEW-YORK BEIGRADE -1 -7 GENOME SAN BERLIN -1 -4 BRUKELLES 7 5 LIMOGES LE CAIRE 16 12 COPENHAGUE ... 2 1 HARSEILE MAR. NANCY PARISHONIS ... PERPIONAN ISTANBUL .. KENNES ... LESSONNE . VENISE ... C D N 0 P T B plaie orage tempête brum EVELSE ★ TU = tamps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale

L'urbanisme est à l'ordre du jour

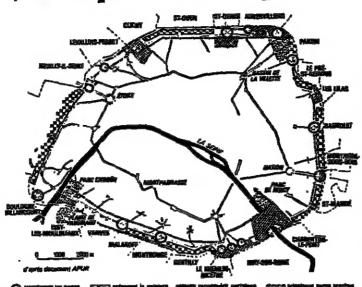
Trois projets ont été examinés par l'assemblée municipale vendredi 16 décembre : un nouveau projet d'aménagement de la porte Maillot, les équipements publics de Bercy près du futur parc de 12 hectares et les terrains de la couronne - 110 hectares, - trop précieux pour être laissés en friche. Enfin, le pavillon de l'Arsenal - réhabilité par les architectes Reichen et Robert doit devenir la vitrine des grands projets urbains de la Ville de Paris.

Les « fortifs », un espace à reconquérir

Le maire de Paris veut aménages les anciennes fortifications de la capitale et effacer la saignée du périphérique. 110 hectares à récupérer et à revitaliser. Mais impossible de toucher à la « zone-tampon » sans dialoguer avec les riverains. Ce qui pose, une fois de plus, le problème du « Grand Paris ». M. Jacques Chirac s'est engagé vendredi 16 décembre devant le Conseil de Paris à présenter dans un an le bilan de la concertation avec les comla mise en place de « structures de coopération intercommunales ». Mais, s'est-il empressé d'ajouter, « sans mettre en cause l'autonomi

 Le mur murant Paris rend Paris murmurant », brocardait-on à la veille de la Révolution quand on élevait l'enceinte des fermiers raux. Le mur qui mure le Paris d'aujourd'hui est roulant et bruyant. Il s'agit du périphérique construit dans les années 60. Cet anneau quasi infranchissable a, d'ailleurs, pris la place des célèbres - fortifs - : l'œuvre de Thiers, large bande de plus de 400 mètres. Et comme les fortifications, l'autoroute urbaine a généré zones mortes, culs-de-sac et friches en tous genres. Ce no man's land couvre 10 % de la surperficie de la capitale. Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a récemment fait approuver par le Conseil un texte qui s'attaque au problème de l'« aménagement des terrains de la couronne de Paris ».

Première décision : couvrir en partie le périphérique, notamment (Maillot, Oriéans, Vincennes, La Chapelle) pour mieux assurer la liaison de Paris avec sa banlieue. La notion de porte, qui évoque les poternes » et les « barrières », doit être abandonnée et remplacée par celle de « lieux de convergence ». L'occasion sera mise à profit pour agrémenter ces nouvelles places par des monuments dignes d'une entrée dans la capitale. L'architecte Gérard Grandval avait émis cette idée il v a quelques années. Il restera à soigner sa mise en forme, et l'exemple de la catastrophe évitée de justesse à la porte Maillot incite à la méfiance: l'architecte Olivier-Clément Cacoub avait imaginé deux sories de serre-livres géants de verre et d'acier qui ajoutaient plus à la laideur du site (si c'est possible) qu'à son agrément. Il vient de remettre



une nouvelle mouture de son projet. un peu réduit.

Deuxième préoccupation du maire de Paris : préserver les équipe-ments et la ceinture verte. En effet, quand au lendemain de la première quare mondiale les fortifications édifiées sous Louis-Philippe furent détruites, on projeta de les rempla-cer par une vaste coulée verte. La proposion impossibiliée et la hand promotion immobilière et le besoin de logements sociaux en ont décidé autrement. La coulée verte n'a noussé que par bribes. A sa place, de sombres casernes de briques rouges entrecoupées de terrains de sports ont vu le jour. Le maire de Paris a annoncé un programme de réhabili-tation des espaces verts existants et la modernisation ou la création d'équipements : ainsi l'école de vente de la chambre de commerce à la porte Champerret et le lycée tech-nique créé dans l'emprise de l'ancien hôpital Hérold.

Ce qui amène la troisième propo-sition de M. Chirac : la reconquête de certaines zones situées à proximité de cet anneau et que recou-vrent actuellement voies ferrées et entrepôts. Un programme lié à la volonté affichée de rééquilibrer Paris vers l'est. Son prolongement le plus important sera l'aménagement du pôle Austerlitz-Tolbiac-Masséna. La municipalité est consciente que

L'Arsenal, une vitrine pour les grands projets

L'ouverture du pavillon de l'Arse-nal, à deux pas de l'immense caserne haussmannienne qui borde le boule-vard Henri-IV, à trois du Centre Moriand, mais à quatre de l'Institut du monde arabe, marque-t-elle l'entrée de Paris dans l'ère de l'architecture responsable? C'est en tout cas ce que laisse espérer la Ville et les services de M. Jacques Chirac. en montrant une fois de plus qu'ils savent parfaitement faire la part du bon et du mauvais, de la culture et de la spéculation, du politique enfin, et du civisme.

Ils l'ont montré en confiant à Reichen et Robert la transformation de ce gros magasin, construit en 1878 pour servir de galerie privée à un collectionneur, puis converti en entrepôt de la Samaritaine. Les deux architectes, devenus les spécialistes obligés de l'aménagement d'anciennes halles, comme celle de La Villette, on celle de Tony Gar-nier, à Lyon (le Monde du 16 décembre), ont une fois de plus fait la prouve de leur capacité à intégrer la plus haute dose possible de contemporain tout en préservant l'essentiel du bâtiment d'origine.

Cela ne va pas sans quelques pro-blèmes. Une mauvaise tendance de l'architecture actuelle étant d'estimer que le respect du patrimoine, ça a assez duré, que l'heure de retour du balancier a sonné, que l'usage doit prévaloir sur la conscience, on entendait quelques gémissements, le jour de l'inauguration. Trop de lumière sous la verrière, dissient les bres de Beaubourg. Pas assez de cimaises, disaient les autres, qui avaient eu toutes les peines du monde à caser les panneaux de leur exposition. Pout-être. Mais pouvaiton attendre du Centre d'information, de documentation et d'exposi-tion sur l'arbanisme et l'architecture à Paris, un moindre respect pour ses structures d'origine, sans redouter un nouvel exemple, si facilement suivi à Paris, pour la cavalerie lourde? cette zone pourrait être remodele.

La ligne de mêtro numéro 10 pourrait être prolongée jusqu'à la nouvelle gare, qui se trouverait sur le
trajet du mêtro rapide Météore, que
l'on envisage de construire en utilisant l'ancienne ligne de la petite
ceinture, ligne que Jacques Chirac
propose de réanimer partiellement
au sud comme au nord.

Le centre accueille au rez-dechaussée une exposition permanente sur «Paris, la ville et ses projets».

MUSIQUE

Cette sorte de musée de l'évolution urbaine, accompagné d'un riche catalogue, haut en couleur et fort en texte, fait preuve d'une remarquable adresse en présentant ce qui se fait de mieux dans la capitale, sans accorder trop de compromis aux exigences de la mairie. Car il fallait tel pourcentage de bains-douches pour pointenage d'écoles ou de conservatoires, mais surtout il ne fal-lait pas sembler favoriser tel maître d'ouvrage, même si tel autre est un célèbre plaisantin de la chose construite. Dire que la leçon passe c'est autre chose. En tout cas, l'honneur est sauf pour Paris et pour les commissaires de l'exposition.

Discordance manifeste

Evidenment, à sélectionner ainsi les opérations les plus méritantes, ou les moins atroces, on ne risquait pas de donner une image fidèle de Paris, ou le tout-venant de l'architecture reste un des plus médiocres des grandes capitales. De même, le visiteur aura saus donte un peu de mai à visiter, an premier étage, l'exposi-tion pourtant passionnante consacrée aux travaux de l'Atelier parisien d'urbanisme, organisme créé en 1967. Il est en effet difficile de concevoir simultanément ce qu'est conception d'une ville, ensem d'opérations qui paraissent relever du dirigisme, et ce qu'est son évolu-tion, réalité où les impératifs de la raison, de l'économie ou de l'urgence semblent parfois l'emporter. Les grandes maquettes de Paris et de ses quartiers feront de toute façon le plus grand plaisir aux enfants et aux ameteurs de train électrique.

Pouveit-on espérer meilleure introduction aux projets que nous révèle, ici, le maire de Paris et là, sous les voûtes du CNIT, le président du groupe SARI ? Oui, en posvait en espérer une meilleure, car il y a une trop manifeste discordance entre la pureté d'intention manifes tée par les deux expositions de l'Arsenal et la réalité, toute faite de compromis, voire de compromisrien à redire au projet d'aménage-ment de la porte Maillot, parce que c'est dans le détail et la réalisation des choses que naîtra ou non la qualité de ce type de projet d'arba-nisme. Mais fallait-il vraiment faire tant d'efforts pour faire resurgir, certes rabotés de près de la moitié, les fameux «Serre-livres», puisque tel est le nom qui semble devoir res-ter au projet de l'architecte Clément Cacoub ? theâ

C'est le même type d'opération au forceps qui prévant manifestement, pour le CNIT. Pour défendre le pro-jet, qui consiste, rappelons-le, à beurrer d'abondance, telle une coquille d'escargot, la grande volte du CNIT, à la farcir férocement de tout ce dont l'exaltation de la libre concurrence a besoin, depuis les salles de congrès et d'expositions aux salons de relaxation pour suques fatiguées; pour défendre ce Palais des congrès-bis, la SARI est allée rechercher l'honorable Zehrfuss, I'un des auteurs du CNIT, tout heureux, allez savoir pourquoi, de vezir au secours du vaillant promoteur, mais mieux encore, Roland Castro. Allez savoir pourquoi ce conseiller du président de la République, qui a jadis défendu tent de causes défen-dables et en tout cas justiclables, se range anjourd'hui parmi les parti-sans de cette mauvaise action archi-

Car enfin, quand bien même le projet d'Andrant et Parat serait bon, moins qu'on va perdre, avec la trans-formation du CNIT, un des plus beaux espaces et l'un des seuls < gestes = architecturaux grandioses que le mouvement moderne ait donné à la France. Mais sans doute Roland Castro a-t-il change d'échelle depuis qu'il construit le Palais de la bande dessinée

d'Angoulème. FRÉDÉRIC EDELMANN.

* Paris, la ville et ses projets ; sous la direction de Jean-Louis Cohen et Brano Fortier. Editions Bebylone/Pavillon de l'Arsenal, 232 p., 240 F.

g Company of the Comp

The same of the sa

Section Acres

the state of the same

ले जिल्हा १९८८ - १६ ४ प्रशासक १९४८ - १६ ४ प्रशासक

The second second

A STATE OF THE STA

the second section of the second

Section of the sectio

WALL BE WIEL

The same same

Tange

1000 4.4

THEATRE

« La Vie singulière d'Albert Nobbs »

Ces pantalons, qu'en dira-t-on?

« C'est dimanche », de Jérôme Deschamps

Le bonheur à jours fixes

Le travestissement d'une semme sa vie entière sous la tenue d'un garen un homme est une constante du théâtre, comme des contes et légendes, en tout pays et de tout temps. Ce mensonge, le plus sou-vent, est un procéde d'approche, de séduction, soit en droite ligne, soit par l'entremise d'une complice.

De notre temps les crises sociales, le chômage, déterminent un emploi moins léger du travesti. C'est Brecht qui, en 1933, reprenant d'ailleurs un fait divers, nous raconte dans la Place comment l'épouse d'un chômeur, emporté par une pleurésie, prend les vêtements du mort et assume son poste de veilleur de nuit dans une usine de Mayence.

Peu d'années auparavant, dans un recueil de nouvelles appelé Célibatuires, l'écrivain irlandais George Moore donnait Albert Nobbs. l'aventure d'une femme qui passait

Dans l'album de la famille Des-

chiens (les Blouses, la Petite Chemise de nuit). C'est dimanche se

situe juste entre l'image de l'anima-

teur socio-culturel plein de bonnes intentions de la Veillée et celles des

petits vieux si fragiles, à la lisière du passé et du sourire des Petits pas,

Trois personnages s'y essaient à la

gaieté, au bord d'un immense ciel

bleu, et refont avec application ces

mille petites occupations qui tuent le

temps quand cafin il est libre. Mais la télévision tombe en panne, mais le

disque est rayé. Tout rate tout le

temps. Il n'y a guère que les litres de

gros rouge pour retomber sur leurs

Ils som trois, Jérôme Deschamps,

çon dans un bôtel de Dublin. Simone Benmussa a adapté ce récit. La Vie singulière d'Albert Nobbs, à l'écart de toute équivoque facile ou triviale, est la description raffinée de réflexes on de situations secrètes. C'est très attachant. Jeu vif et bien croqué d'Isabelle Nanty (une jeune servante non travestie) de Christiane Desbois (la directrice, qui n'y voit que du feu), de Pasca-line Pointillart (autre femme déguisée, elle, en peintre en bâtiment). Aurore Clément (rôle principal d'Albert Nobbs) va bien sûr se dégourdir, les jours passant : elle semble avoir avalé une dizzine de

* Théâtre Renand-Barrault, petito salle. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Dimanche, matinée à 15 houres. Tél. : 42-56-60-70 et 42-56-06-80.

qui se prend les pieds dans un impro-

bable monte-charge et s'essaie à danser comme si sa vie en dépen-

dait. Et Christine Pignet, la petite

boulotte qui s'essaie à se faire belle. C'est à pleurer d'angoisse. Mais l'inséparable poussette déglinguée

Le bonheur, ça le connaît, Jérôme

Deschamps. On peut compter sur lui

pour nous en procurer de grands.

Avec ses personnages tant obstinés

au bonheur qu'ils on échonent irré-

médiablement. Son rire absurde

tape juste, sa poésie muette habitée d'airs vicillots et de gestes très sim-

★ A Beaubourg, 21 heures. Jusqu'an décembre. T&L: 43-45-89-14.

O. Qt.

Commence of the commence of th

ples de petites gens paumés.

finit par s'envoler au ciel.

ner comme si la capitale ne se limi-tait qu'à vingt arrondissements cernés d'une nébuleuse indistincte de satellites, corsetés dans des fron-tières intangibles. Maître chez soi

le développement du 13° arrondisse

ment est totalement entravé par la rideau de voies ferrées qui longent la Seine. Les terrains de l'ancienne gare de Toibiac ont déjà été récu-pérés. La Ville de Paris a proposé à l'Etat d'y installer sa future « très grande bibliothèque » (le Monde du

l' décembre). Jacques Chirac pro-jette d'y construire aussi une cité financière. L'hôpital de la Salpè-

trière pourrait y retrouver une partie de son lustre avec des jardins

rées, L'architecte Jean-Paul Viguier,

constatant qu'Austerlitz est la seule gare à ne pas avoir généré de quar-tier spécifique autour d'elle et que le

trafic de ce terminus va être consi-dérablement amoindri puisqu'il ne

recevra pas les rames du TGV-Atlantique, propose de la déplacer tout simplement vers le boulevard Masséna. Seule la gare souterraine de banlieue subsisterait. La façade

fluviale du 13° arrondissement serait totalement dégagée et l'ensemble de

cette zone pourrait être remodelé.

Les opposants à ce projet font valoir que les gares doivent rester au centre des villes et qu'il n'est donc pas question de déplacer Austerlitz. Mais aujourd'hui où est le centre de Paris? Faut-il continuer de raison-

Henri Malberg, président du groupe communiste au Conseil de Paris, a accusé Jacques Chirac de Paris, a accusé Jacques Chirac de s'avancer masqué et de préparer ainsi le « Grand Paris» qui se ferait sur le dos des communes de banijeue. Qu'il se rassure, toutes les municipalités des villes proches de la capitale, quelle que soit leur étiquette, rejettent cette hypothèse d'un Paris étendu par-delà le fossé du périphérique. Hypothèse de plus en plus agitée pourtant de tous côtés (le Monde du 28 juillet). Chacun veut rester maître chez soi, du RPR Patrick Balkany, à Levallois, au Patrick Balkany, à Levallois, au socialiste Marcel Debarge, au Pré-Saint-Gervais, en passant par l'UDF Jean-Pierre Fourcade, à Saint-Cloud. Chacun veut aménager son territoire sans trop se soucier de ce que feit le sviein. que fait le voisin.

Jacques Chirac vient de proposer aux maires des vingt-neuf com-munes riveraines d'amorcer une munes riveraines d'amorcer une «coordination bilatérale». Le texte approuvé par le conseil de Paris pour l'aménagement de la couronne alimentera certes le dialogue. Michel Rocard a déploré récemment que «le déséquilibre entre l'est et l'ouest [de la région parisienne] aille grandissant». Mais l'on peut parier et craindre que l'équilibre entre la capitale et sa banlieue, comme entre l'est et l'équilibre entre la captale et sa banlieue, comme entre l'est et l'ouest, ne sera pas rétabli de sitôt. Faute d'une autorité politique suffi-samment forte sur l'agglomération. Le problème des transports, par exemple, est là pour illustrer la com-plexité et la fragilité des équipe-ments vitaux. Qu'une grève tenace suffit à neralyser

suffit à paralyser. **FMMANUEL DE ROUX** et CHARLES VIAL

· Académie française. M. Michel Debré, qui avait été élu au fauteuil de M. Louis de Broofie le 24 mars, sera reçu à l'Académie, le 19 janvier prochain, par le professeur

Réouverture du Châtelet

Des continents qui s'entrechoquent...

Le Châtelet rénové ouvre ses portes le samedi 17 décembre. Charles Trénet inaugure. Un important programme musical suivra.

Un air nouveau et frais souffla sur Un air nouveau et frais souffla aur le monde lyrique de la capitale en 1980, lorsque, après piusieurs années de plaidoyers insistants, Marcel Landowski, responsable des affaires culturelles de la Ville, obtint de transformer le vieux et glorieux Châtelet, devenu le temple de Luis Mariano, en Théâtre musical de Paris. Rien soutenn par le maire, M. Jacques Chirac, il était venu à bout des résistances de nombreux bout des résistances de nombreux conseillers, sans les convaincre vrai-

Mais grâce au choix comme direc-teur de Jean-Albert Cartier, qui avant réuni un équipe réduite, soudée et compétente, le succès fut immédiat : 420 000 auditeurs dès la deuxième

Administrateur de la production an Châtelet depuis 1983, an temps des Indes gulantes de Pizzi, Sté-phane Lissner, le nouveau directeur, consaît bien la maison, et il est décidé à acceptuer encore le côté « organique » de sa programmation musicale. C'est-à-dire que le théâtre ne présentera que ses propres réalisa-tions ou des productions qu'il montera avec plusiours partenaires privi-

Ainsi, dès la présente saison, le Couronnement de Poppée, de Monte-verdi, mis en scène par Pierre Stros-ser, ira ensuite au Grand Théâtre de Genève ; à l'automne, ce sera le tour du Fidelio de Beethoven monté par Strehler de partir pour la Scala de Milan, puis Lyon. Coproductions également les saisons suivantes avec Amsterdam pour la Traviata et le Rol Arthur; avec Genève pour les Contes d'Hoffmann (1990-1991) et Ariane et Barbe-Bleue; avec Lyon pour Wozzeck (en 1991-1992), sans compuer les projets en cours avec le

Welsh Opera de Cardiff. On ne saurait vraiment craindre une concurrence pour l'Opéra de la Bastille, même en attendant que celui-ci tourne à plein rendement. Trois productions par an, avec six ou sept représentations, cela constitue

seulement un supplément de bonheur offert aux amateurs parisiens de lyrique, à condition que les directeurs s'enneudent pour ne pas jouer les la Femme sans ombre, de Strauss.

mêmes œuvres! La «rivalité» amicale avec les Champs-Elysées est du même ordre, incitant chaque théâtre à se surpa-ser : après la Tétralogie selon Mes-guich, avenue Montaigne, le Châte-let tentera de faire ausai bien avec les Mattres chanteurs Mattres chanteurs montés par Claude Régy qui, jadis à Angers, avait donné un fabuleux Valsseau fantôme à Jean-Albert Cartier.

Cycles Anton Bruckner et William Christie

Stéphane Lissuer accentae plus encore le côté systématique de ses programmes dans le domaine des concerts, organisés (pour un grand nombre) en vastes cycles annuels, voire pluriannuels, d'un très haut intérêt. C'est le cas par exemple du crole Auton Brackers ann Marie cycle Anton Bruckner, que Marek. Janowski déploiera avec le Nouvel Orchestre philharmonique entre 1989 et 1992, et suriout de l'intégrale des symphonies et des lieder de Mahler: un « marathon » qui se courta du 13 février su 10 mai prochain avec une distribution impressionnante de grands chanteurs et chefs (Gwyneth Jones, Olaf Baer, Maria Ewing, Margaret Price, Inbal, Neumann, Leit-ner, Chailly, Flor, Rattle, Boulez...), une exposition, un colloque interna-tional, une revue et cinq conférences d'Heury-Louis de La Grange!

Moins spectaculaire, mais original et sans doute captivant, sera le programme de William Christic, qui présentera sur quatre années les fleurs les plus cachées de la tragédie lyrique française: Alcione, de Marin Marais, Idoménée, de Campra, Jephté, de Montéclair, Médée, de Charpentier, et l'Orfan de Pose!

Charpentier, et l'Orfeo, de Rossi. Ce cycle recoupera le grand thème qui couvrira la saison 1989-1990, «L'Europe musicale 1650-1750», oh l'on se réjouit déjà d'applaudir le l'on se réjouit déjà d'applandir le Malade imaginaire mis on munique par Charpentier, avec tous les com-pères d'Arys. Non moins ambitieux, seront les thèmes des saisons sui-vantes : « La musique française de Bertioz à Debussy », puis « La musi-que du vinguème siècle », qui offrira par exemple des intégrales de Bertok

Stéphane Lissner refuse de Stéphane Lissner refuse de s'enfermer dans des chapelles et prêne une « diversité des approches », autrement dit un sain éclectisme. Ce sera le cas en particulier dant le cycle de l'Europe entre 1650 et 1750, où, à côté de baroqueux patentés (Koopman, Harnoncourt, Goebei, Leoniardt, Brüggen), des musiciens tels que Rilling, Münchinger, Tate, et bien d'antres, auront droit à la parole.

droit à la parole.

Dernière caractéristique du « quadrillage » opéré par Lissner dans sa programmation ; une grille horaire originale, quasi radiophonique! Les concerts, représentations et récitals du soir (qui ne sont d'ailleurs pas tous « encagés » dans des cycles, Dieu merci!) s'adressent bien entendu à l'ensemble du public parisien; mais le Châtelet cherche à satisfaire aussi, plus particulièrement, un public local, résidents et travailleurs du quartier.

Ainsi, en plus des 18 h 30 tradi-

navameurs de quartier.

Ainsi, en plus des 18 h 30 traditionnela (« Des grands interprètes
aux jeunes taleuts »), il a inventé (à
partir du 12 mars prochain) des
rendez-vous pour le dimanche à
16 heures, avec les instrumentistes
de l'Ensemble intercontemporain, et
des récitals de trois quarte d'houses des récitals de trois quarts d'heure (les lundis, mercredis et vendredis, à 12 h 45 au foyer) où l'on pourra se restaurer en écoutant Martine Dupuy, le Quatuor Stamitz, Kun Woo Paik, Udo Reinemann et quan-tité d'autres municiens excellents.

Un dernier mot sur le rapport « quantité-prix » du Châtelet, qui paraît fort satisfaisant. Le budget pour l'année à venir, couvrant deux pour l'année à venir, couvrant deux cents spectacles et concerts, est de 100 millions de france, provenant pour moitié de la subvention de la Ville de Paris et pour moitié des recettes propres du Théâtre (dont 3.5 millions de la Fondation Société générale pour la musique). La vente des billets seule représente environ 40 millions de franca pour des places dont les prix s'étagent entre 35 francs et 360 francs, ce oni est très raisonus. et 360 francs, ce qui est très raisonna ble. Attendons avec confiance l'année prochaine pour analyser le rapport « qualité-prix »...

JACQUES LONCHAMPT.

ses charentaises et sa robe sans sexe, Jean-Marc Bihour, le grand échalas

Spectacles

théâtre

21 li 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. La Chevanchée élastique :

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Adien Monsieur Tehékhov : 15 h et 22 h 15. La Face cachée d'Orion :

LA BASTILLE (43-57-42-14). Grande

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MABAIS (42-78-03-53). Une vie boulever-

sée: 14 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Moute-Plan : 18 h 30. Le Ténèbre : 20 h 30. Thuron Arthur: 22 h.

MARIGNY (42-56-04-41). Leconq fait Frant à Marigny: 21 h, dim. 15 h.

Inn., mar. 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six:
18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MICHODIERE (47-42-95-23). Ma cousine de Varsovie: 17 h 30 et 21 h.

MOGADOR (48-78-75-00). Le Récit de la servante Zerline Festival d'autonne à Paris 1988 : 20 h 30, dim: 16 h.

ex 1/ n 30, cam. 16 h et 14 h 30.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD
(43-31-11-99). Le Prince de Hombourg :
20 h 30, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand
Standing : 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30,
dim. 15 h.

dim. 15 h.

ODÉON. (43-25-70-32). Tête d'or:
.19 h 30, dim. 14 h 30.

GPÉON. (PEUT). (43-25-70-52). Les
Mois anoureux: 18 h.

GEUVRE. (48-74-42-52). Ja na sais pas
Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h.

PALAIS DES CONGRÉS (48-28-40-90).
La Liberté os la Mort d'après Desson et
Robespierre: 15 h et 20 h 30, dim.
14 h 30 et 18 h.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Les Vamps:
20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et la

20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-57-59-81). Et le specimele continue l'Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Premières Flançailles de Franz K.: 21 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle L. Le plus heureux des trois : 21 h, dim. 15 h.

POUTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53).

trois: 21 h, dim. 15 h.

FORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53).

Ténor: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16). La Frousse:
17 h et 20 h 42-88-64-44). L'Etrange
Mister Kright: 21 h, dim. 16 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). A in
santé, Dorothée: 20 h 45, dim. 15 h 30.

SAINT-GEORGES (48-72-63-47). Drôle de couple : Il h 30 et II h 30, dim. 11 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), L'Ex-Fernine de ma vie : 20 h 30. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-

STUDNO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Albertine en cinq temps: 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.

TAC STUDNO (43-73-74-47). Le Bonnet du fou : 21 h. Dim. Le Vérité sur l'amour baroque: 18 h.

THÉATRE 13 (45-85-16-30). Jock: 20 h 30, dim. (dernière) 15 h.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SEB-REAU (45-45-49-77). Le Camp: 20 h 45, dim. (dernière) 17 h.

THÉATRE DE DEX HEURES (42-64-

THEATRE DE DIX HEURES (42-64-

35-90), Gárard Sety : 20 h 30. Brassons, Brel : 22 h.

THEATRE DE L'EST PARISIEN (43-

64-80-80). Tango : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grand Théitre. La Nuit des chasseurs: 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30, Petite saile. Tir et Lir: 15 h 30

THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Retour au désert Festival d'automne à Paris 1988: 17 h et 20 h 30, dim. 17 h. M.L.T.. Clan-del insolite: 18 h 30. Harcamone d'après le Miracle de la rose: 21 h. Petite salle. La Vie singulière d'Albert Nobbs: 20 h 30, dim. 15 h.

lun. mar. 19 h.

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

· ·

The Total Control of the Control of

. The water same Thinks

at the state of the state of the

Marie Control of the Control of the

 $\begin{array}{cccc} & & & & & & \\ & & & & & \\ & & & & & \\ & & & & & \\ & & & & & \\ & & & & & \\ & & & & \\ & & & & \\ & & & & \\ & & & \\ & & & \\ & & & \\ & & & \\ & & & \\ & \\ & & \\$

- 11 mg

And the state of

1.00

100

1 5 4

i s'entrechoque

💌 📆 e (Tarrer)

Balago S. Balantin S. C. S.

A ALATER ...

THE PERSON NAMED

Andrew State Co.

A CHARLES THE STATE OF

A STATE OF THE RESERVE OF THE STATE OF THE S

Million M. R. Walt .. S. Com.

Parts Ten MI SHELLER TO THE PARTY OF THE

A SECTION AND PARTY OF LAND AND ADDRESS OF THE PARTY OF T

were allers than the

ENVOYEZ LA PURÉE. Café d'Edgar (43-20-85-11) sam. 23 h.45. BONNE FÊTE PAULETTE. An Bec fin (42-96-29-35) sem. 22 h, dim.

BIEN DÉGAGE AUTOUR DES OPETILES, STIL VOUS PLAIT. La Grand Edgar (43-20-90-09) sam. 22 h. TREIZE A TABLE. Vincennes. Théaire Daniel-Sorano (48-08-60-83) sam. 21 h, dim. 18 h.

AUX FOUS. Cartoncheria. Atolier du Chaudron (43-28-97-04) sam. 20 h 30, dim. 16 h 30. LE VIOLON DU TEMPS QUI PASSE Cinq Diamants (45-80-51-31), sam., dim. 15 h 30.

sam, dim. 15 h 30.

COMEDIE-FRANÇAISE. Auditorium de la Galerie Colbert (40-15-00-15). Récitations de midi à minuit : samedi à 12 h : Oraison funèbre d'Heuriette-Murie de France et de Crillen ; samedi à 14 h : le Pédant joué ; samedi à 16 h : La Métromanie ou le Poète ; samedi à 18 h : Discoura à la jeunesse ; samedi à 20 h : Henri III et sa cour ; samedi à 22 h : Joyaelle.

AMANDIERS DE PARIS (43-56-42-17).
Wonderful Casting: 20 h 30.
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Avami: 17 h 30 st 21 h, dim. 15 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). Bandelaire: 20 h 30, dim. 17 h.

ARLEQUIN (45-89-43-22). Un pré vert, un tourment, deux boules de billard Spectacle assuré si bon public !: 20 h 30. Speciacio assuré si com puoce: : 20 n 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02).

Djebels: 20 h 30, dim. (dermère) 16 h.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Les

Enfants du Soleil: 20 h 30.

Enfants du Soleil: 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90). Tonto 2-su un petit pou plus tard le même jour: 20 h 30, dim. 16 h.

ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom: 1 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).

Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore: 20 h 30. ▷ Dim. Les
Denx Juneaux vénitiens: 16 h.

CARTOUCHERIE ATELIER DU
CHAUDRON (43-28-97-04). Aux
FORX !: 20 h 30, dim. 16 h 30.

CARTOUCHERIE THÉAIRE DU 'SOLEIL (43-74-24-08). ThermidorTerminus d'après la mort de Robespierre: 20 h 30, dim. 15 h.

CARTOUCHERIE THÉAIRE DE LA

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÉTE (43-28-36-36). Selle II. Le Bel de N'Dinga I 20 h 30, dim. (dar-nière) 16 h.

CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Le Violon du temps qui passe ; 15 li 30, citm. 15 li 30, mar. 20 li 45. CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00). Astérix: 14 h, 17 h 30 et 21 h, met., cim. 14 h

et 17 ft 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théitre.
Passion Marionnettes géautes : 20 h 30.
La Resserve. Henry Bribard : ma vis :

20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).

Voitaire's Folies: 19 h et 21 h, dim. 15 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES
(47-23-37-21). Une femme sans histoire:
18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).
Les Délices du baiser: 20 h 30, dim.
15 h 30.

COMÉDIE.FRANCAISE (40-15-00-15).

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Saile Blebelieu. Fia de partie : 21 h. D Dim. La Cagnotte : 14 h. Nicomède :

20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT
(40-15-00-15). Oraison funêbre
d'Hemistie-Marie de France, et Oraison
funêbre de Crillon Récitations: 12 h. Le
Pédant joué Récitations de midi-minuit:
14 h. La Métromanie on le Poète Récitations de midi-minuit: 16 h. Discours à le
jeunesse-plaidorie du procès... Récitations de midi-minuit: 18 h. Heart III et
sa cour Récitations de midi-minuit: 20 h.
Joyselle Récitations de midi-minuit: 22 h.
CONFLUENCES (42-58-79-97). D. Dim.

CONFLUENCES (42-58-79-97). Dim. Speciacle par l'École supérissire du spec-tacle : 16 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Mountaur Ma-sure : 21 h, dim. 15 h 30. DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). La Tour du monde en quarre vingus jours : 20 h 30, mer, dim. 15 h. DEUX ANES (46-06-10-26). Le Cost du père François : 15 h 30 et 21 h. dim. 15 h 30.

DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). La Gardien : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Bahes-Cadres: 20 h 15. Nous on fait on on sous dit de faire : 23 h. ELDORADO (42-49-60-27). Rève de Vieune : 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30

ESPACE ACNAY (SALLE DU PUITS QUI PARLE) (43-36-68-56). Tout est comédic: 20 h 30, dim. 14 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). SSIGN DE PARCS (45-78-4-42).
Salle L La Rive d'en face: 16 h 30 st
21 h. Les Anciennes Odeurs: 19 h. Salle
II. Paroles d'or: 18 h 30. L'Annonce de
Matthiah: 21 h, dim. 17 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle Famille L: 17 h et 21 h, dim. 15 h .:
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Noctumes: 20 h 45, dim. 15 h. GALERIE 55-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Man's Apprentica (les Aiguilleurs) : 20 h 30.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Drame de poche: 20 h 30. GUNCHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Cet animal étrange: 18 h 30. Une dame aux camélias: 20 h 30. Errennes: 22 h 15

GYMNASE MARIE-HELL (42-46-Etreintes: 22 h 15. 79-79). L'Ange gardien : 20 h 30, dim. 16 h

Samedi 17 - Dimanche 18 décembre

TINTAMARRE (48-87-33-82). La Tim-bale: 15 h 30. Barthélémy: 19 h. Hélas, tant misux!: 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir: 21 h 30 et 22 h 45. TOURTOUR (48-87-82-48). Armistice au post de Gresolle : 19 h. Ged Marlon : 20 h 30. Demain, j'arrête ! : 22 h 15.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Rificin dam ke labours: 16 h et 21 h. D Dim. Toi et moi... et Paris: 15 h. VALHUBERT (THÉATRE) (45-84-30-60). Un pied dans le crime: 15 h et 20 h 30, dim. (dernière) 15 h.

A HASTILLE: (43-57-42-14). Gramme salle. Par let villages Festival d'automno à Paris 1988 : 21 h, dim. 14 h 30. Parine salle. En face on la chanson perdue : 19 h 30, dim. 18 h. Les concerts

19 h 30, dim. 18 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Les Armoires: 21 h, dim. 15 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en rous trilles: 18 h et 20 h 15. Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaft: 22 h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et ai on faisait le noir juste une minute?: 18 h 30 et 21 h.

LES DÉCHARGEUES (42-36-00-02). Le commissaire est bon enfant, l'Epreuvo: 21 h, dim. 17 h.

LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). Fluetiat: 20 h 30, dim. 15 h. BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). La Républicaine. 20 h 30 sam., 16 h dim. Spoctacle d'Hélène Delavault. Misc en schne J.-M. Raboux. Avec H. Delavault, Scine J.-M. Raissier, J. Cohen, V. Leterme.

BGLISE DES BILLETTES (48-8792-05), Vincent Genvrin. 10 h dim. Récitel d'orque. Œavres de Rossi, Berio, Burtehude, Entrée libre. Téléphone location:

#523-18-25.

EGLISE DES DOMINECAINS (45-63-63-04). La Maurache 16 h 30 dim. Masiques, chansons, pièces instrumentales, channs de Noell au Moyen Age et à la Bentimentale. LIERRE-THEATRE (45-86-55-83). Fluctuat: 20 h 30, dim. 15 h.

LICERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Théatre moir. Le Petit Prince: 18 h 45.

Contes érotiques arabes du XIVe siècle: 20 h. Mort à crédit: 21 h 30. Théâtre rouge. Les Cahiers de Maite Laurids Brigge: 19 h 30. L'Idiot: 21 h 30.

ia Renaissance.

ÉGUSE SAINT-AUGUSTIN. Concerts
Lamourezz. 17 h 45 dim. Dir. Marie Tardiri. Chorale Elisabeth Brasseur. « Lo
Mossie » de Haendel. ÉGLISE SAINT-JULIEN LE PAUVRE, André Stocchetti, Sophie Bonduelle.

20 h 30 sam. Fifite, harpe, De la Renaissance à Erik Satie. Téléphone location : 43-96-48-48.

43-96-48-48.

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILEOrchestre de chambre Jean-Jacques Wioderker, 20 h 30 sam, J.-J. Wiederker
(cello), R. Artielle (cello). Œuvres de
Vivaldi, Scariatti, Pengolèse. Téléphone
location: 45-23-18-25.

location: 43-23-18-23.

MAISON DES CULTURES DU
MONDE (45-44-41-42). No Name Gospol Singers. 20 h 30 sam., 17 h dim. (dernière). Gospola et negro spirituals « a respella.

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20).

Liliane Mazeron. 21 h sam. 17 li dim.

Soprano. «Loreky». Mise en soène Jean
Guillibert. J. Darlington (piano).

(Euvres de Berio, Lully, Purcell, Mozzart.

(45-61-20-20). Giaèle

Envres de Beria, Lully, Purcell, Mczart.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Giable et Chantal Andranian. 20 li 30 sam. Pianos. Œuvres de Bach, Chopin, Liszt. Sauguet.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Ensemble orchestral de Paris. 18 h 30 sam. J. Rouvier (piano), J.-C. Bouveresse, H. Chachereau (vis), P. Dussol (alto). M. Stilz (cello). Œuvres de Mozart, Brahms. Salle Chopin.

THÉATRE DES CHAMPS-ILYSÉES

Prantis, Salie Choput.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(47-20-36-37). Orchestre national de
France. 20 h 30 sam. Dir. Hans Graf.
CEUVES de Wagner.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (4256-08-80). Lean-Leagues Fautagem. 56-08-80). Jean-Jacques Kantorow. Hélène Grimaud. 11 h dim. Violon, piano. Envres de Brahms, Schumann.

cinéma

La cinémathèque MATHURINS (42-65-90-00). La Femme à contre-jour : 18 h et 21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00).

La Minotaure : 16 h, mar., jen., ven.,

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Lac aux Dames (1934), de Marc Allégret, 15 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: la Couleur qui tus (1947, v.o.), de Sidney Gilliat, 17 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: l'Etrange Aventurière (1946, v.o.), de Frank Launder, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder: Despair (1977, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h 15. SAMEDI

MONTPARNASSE (43-22-77-74). La Vraie Vie: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Voyage an bout de la muit: 20 h, dim. 15 h 30. Paroles: 21 h 15, dim. 17 h. DIMANCHE La Prole pour l'ombre (1961), d'Alexandre Astruc, 15 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique : le Narcisse noir (1947, v.o.), de Michael Powell et Emeric Pressburger, 17 h; Juaqu'à ce qua mort s'ensuive (1947, v.o.), de Marc Alié-MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARTRE) (46-06-78-92). Après-midi au Chat noir : 16 h, 14 h 30 et 17 h 30, dim. 16 h et 14 h 30.

Pierre Melville, 14 h 30; Presse, Pouvoir et Société (1981), de Philippe Prince, l'Affiche rouge (1976), de Frank Cassenti, 16 h 30; Actualités de l'époque, la Grande Vadrouille (1966), de Gérard Oury, lif h 30; Actualités de l'époque, la Cinéma de l'ombre (1984), de Pierre Beuchot,

Les exclusivités

ACHIK KERIB (Sov., v.o.): Cosmos, (45-44-28-80); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

90-81).
LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.a.):
Saint-André-des-Arts II, 6* (43-2630-25).
L'AMATEUR (Pol., v.a.): L'Entrepêt,
14* (45-43-41-63).
BAGDAD CAFÉ (A., v.a.): Gammat Les
Halles, 1* (40-26-12-12): Gaumont
Opéra, 2* (47-42-60-33): 14 Juillei

cais. 9* (47-70-33-88); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Bassille, 12* (43-43-01-59); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); Miramar, 14* (43-20-83-52); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); UGC Maillot, 17* (47-48-06-06); Pathé Wepier, 13* (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19* (42-06-79-79); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96).

46-01).

LE PALANQUIN DES LARMES (FrCan-Chin, vo.): Pathé Hautefeuille, 6
(46-33-79-38): Pathé MarrignanConcorde, 8 (43-59-92-82): v.f.: Pathé
Français, 9 (47-70-33-88): Fauvette,
12 (43-31-56-86): Pathé Montparnasse,
14 (43-20-12-06): UGC Convention,
15 (45-74-93-40): Pathé Clichy, 18(45-22-46-01).

(45-22-46-01).

PELLE 1E CONQUÉRANT (Dan., v.o.): UGC Odéon, & (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); v.f.: Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Bienvenhe Montparnasse, 15: (45-44-25-02). Moniparnasse, 15' (45-44-25-02).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBHT? (A., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1s'
(42-97-53-74); UGC Danson, 6' (42-2510-30); UGC Normandie, 8' (45-6316-16); Miramar, 14' (43-20-89-52);
v.f.: Rex., 2' (42-36-83-93); UGC Moniparnasse, 6' (45-74-94-94); Paramount
Opéra, 9' (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13' (43-36-23-44); Mistral, 14' (45-

39-52-431; Convention Saint-Charles 15- (45-79-33-00); Images, 18- (45-22-47-94); Le Gambetts, 20- (46-36-10-96).

10-96).

RAGGEDY (Brit., v.o.): Gaumont Les Halles, | or (40-26-12-12); Les Trois Luxembours (6 (46-33-97-77): Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

RAMBO III (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

06-06); Pathé Wepler, 18: (45-22-46-01); Trois Secrétian, 19: (42-06-79-79); Le Gambetta, 20: (46-36-10-96).

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.): Cinoches, 6: (46-33-10-82); Lucernaire, 6: (45-44-57-34).

LA LECTRICE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3: Le Trois Luxembourg, 6: (45-33-97-77).

LA LECTRICE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Elysées Lincoln, 8: (43-35-93-61-4); Sept Parnassiens, 14: (43-20-32-20).

MANGECLOUS (Fr.): Forum Arc-en-Ciel, 1: (42-97-53-74); Rex. 2: (42-36-33-97-9-38); UGC Moatparnasse, 6: (45-37-49-49-4); Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-59-92-82); Concorde, 8: (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-59-92-82); Concorde, 8: (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-59-93-83); UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44); Mistral, 14: (45-36-30-19); IW Juillet Beaugrenclie, 15: (45-52-43); Trois Parnassiens, 14: (43-20-32-40); Le Gambetta, 20: (46-36-36-16); V.J.: UGC Opéra, 9: (47-45-60-33); 14 Juillet Odéon, 6: (43-36-16-16); V.J.: UGC Normandie, 8: (45-74-94-94); Le Gambetta, 20: (46-36-36-16-16); V.J.: UGC Opéra, 9: (47-45-60-33); 14 Juillet Odéon, 6: (43-36-36-16); V.J.: UGC Normandie, 8: (45-39-90-8); Baumont Ambassade, 8: (43-59-90-8); Gaumont Alésia, 14: (43-37-34-50); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); Kinopasnarama, 15: (43-36-60-6); Pathé Clichy, 18: (45-22-46-01).

LE PALANQUIN DES LARMES (Frachelle, 18: (42-33-46-01).

LE PALANQUIN DES LARMES (Frachelle, 18: (42-33-42-24-46-01).

LE PALANQUIN DES LARMES (Frachelle, 18: (42-33-46-01).

LE PALANQUIN DES LARMES (Frachelle, 18: (42-33-42-24-46-01).

32-20).
U2 RATTLE AND HUM, LE FILM (A., v.o.): Forum Orient Express, 1# (42-33-42-26): Les Trois Balzac, 8: (45-61-10-60): Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40).

10-60): Gaumont Parnasse, 149 (43-33-30-40).

UN MONDE A PART (A., v.o.): UGC Rotonde, 6+ (45-74-94-94); UGC Ermitage, 8+ (45-63-16-16).

UN PRINCE A NEW YORK (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9+ (47-70-10-41).

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.): George V, 8+ (43-62-41-46); Les Montparnos, 14+ (43-27-52-37).

UNE ETOHLE POUR L'EXEMPLE (Fr.): Latina, 4+ (42-78-47-86).

UNE POIGNÉE DE CENDRE (Brit, v.o.): Elysées Lincoln, 8+ (43-59-36-14); Trois Parnassiens, 14+ (43-20-30-19).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): George V, 8+ (43-54-41-46).

VOLS D'ÉTÉ (Eg., v.o.): Clony Palace, 5+ (43-54-41-6).

LE VOYAGE (Su.-Can., v.o.): Epéc de Bois, 5+ (43-37-57-47).

LES FILMS NOUVEAUX

BACH ET BOTTINE. Film canadien d'André Mélançou: Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); Gan-mont Opéra, 2º (47-42-60-33); Latina, 4º (42-78-47-86); Le Triom-pho, 8º (45-62-45-76); Sept Parnas-siens, 14º (43-20-32-20).

puo, o (43-20-32-20).

BEFILEIUICE. Film américain de

Tim Burton, v.o.: Forum Horizon,
1st (45-03-57-57); UGC Odéon, 6st
(42-25-10-30): Pathé MarignanConcorde, B (43-59-92-82); UGC

Biarritz, 8st (45-62-20-40); 14 Juliet Beangrenella, 15st (45-77-979);
v.f.: Rox, 2st (42-36-83-93); UGC

Montparnasse, 6st (45-74-94-94);
Paramount Opéra, 9st (47-4256-31); Les Nation, 12st (43-4304-67); UGC Lyon Bastille, 12st (43-4304-67); UGC Lyon Bastille, 12st (43-4304-66); Mistral, 14st (45-3952-43); Pathé Montparnasse, 14st (43-20-12-06); UGC Convention,
19st (45-74-93-40); Pathé Clichy,
18st (45-22-46-01).

MOONWAYEER. Film américain de

15- (45-74-93-40); Pathe Clicny, 11- (45-22-46-01).

MOONWALKER. Film américain de Colin Chilvens, Jerry Kramer, v.o.; Forum Horizon, 1s- (45-03-57-57); Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); George V, 8- (43-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); La Baszilla, 11- (43-54-07-76); 14 Juillet Beangreachle, 15- (45-75-79-79); v.f.: Paramonnt Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Baszille, 12- (43-43-01-59); Fenvette Bis, 13- (43-31-60-74); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montparasses, 14- (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15- (45-79-33-06); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Trois Socréan, 19- (42-06-79-79); La Gambetta, 20- (46-36-10-96).

NE RÉVEILLEZ PAS UN FLIC OUI DORT. (*) Film français de feste Bischeine, Serum Horizon. 1s-

NE REVEILLEZ PAS UN FLIC QUI DORT. (*) Film français da José Pinheiro: Forum Horizon, 1e (45-08-57-57); Res. 2e (42-36-83-93); UGC Danton, 6e (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82); Saint-

gret, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder: Querelle (1982, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h. 64-80-80). Tango: 20 h 30, dim. 15 h.
THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Marius: 15 h 30, dim. 14 h.
Fanny: 18 h, dim. 16 h 30. César:
21 h 15, dim. 19 h 30. Saéle II. The Casteville Ghost! (en anglais): 16 h, mer.
16 h. Animai Farm (en anglais): 19 h.
L'Ecsame des jours: 21 h 30. Dim.
L'Etranger: 16 h 30. SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29) SAMEDI

Le Cinéma géorgien: le Grande Vallée verte (1967, v.o. s.t.f.), de Merab Kokon-chachril, 14 h 30; Notre Cour (1956, v.o. s.t.f.), de Rezo Tchkheidze, 17 h 30; Il était une fois un merle chanteur (1970, v.o. s.t.f.), d'Otar Iosseliani, 20 h 30. THÉATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Moi, Cagliostro, antichrist et messie un collier pour une révolution : 20 h 30, dim. 17 h. DIMANCHE

20 h 30, dim. 17 b.
THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL
(48-06-72-34). Le Procès Louis XVI:
20 h 30, dim. 15 b.
THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88). DIMANCHE

La Cinéma géorgien: Nontsa (1971, v.o. a.t.f.), d'Alexandre Rekhviachvili, Chronique géorgienne du XIXe siècle (1979, v.o. a.t.f.), d'Alexandre Rekhviachvili, 14 h 30; l'Arbre du dèsir (1976, v.o. a.t.f.), de Tenguiz Abouladzé, 17 h 30; Limites (1968, v.o. a.t.f.), de Lana Gogoberidze, 20 h 30.

VIDÉOTHÉQUE DE PARIS (48-26-34-30)

SAMEDI Andromaque: 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Tu
m'aimes combien ?: 20 h 30. THEATRE MODERNE (43-59-39-39).
Offenbach to connais?: 18 h et 20 h 30, THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Théitre. D'Arta-gann: 20 h 30, dim. 15 h. Théitre Gé-mier. Ton Bean Capitaine: 20 h 30, dim. 15 h.

SAMEDI
Les Années sombres 1938-1948:
l'Emprise totalitaire: Acmalités anciennes,
Actualités Gaumont, 12 h 30; 1942
(1976), de Simone Boruchowicz, Monsieur
Riein (1976), de Joseph Losey, 14 h 30;
Et le Solell se levait (1985), de Frank Cassenti, l'Encles (1960), d'Armand Gatti,
16 h 30; Presse, Pouvoir et Société (1981),
de Philippe Prince, Section spéciale
(1975), de Costa Gavras, 18 h 30;
Lacombe Lucien (1974), de Louis Malle,
20 h 30. SAMEDI

DIMANCHE Les Années sombres 1938-1948 : Vers les beaux jours : Actualités de l'époque, l'Armée des Ombres (1969), de Jean-

Lazaro-Pasquier, 8 (43-87-35-43);
UGC Normandie, 8 (45-63-16-16);
Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Panvette, 13 (43-31-56-86); UGC Gobelins, 13 (43-31-56-86); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Moniparnasse, 14 (43-20-12-06); Convention Salm-Charles, 19 (45-79-33-00); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79); Le Gambetts, 20 (46-36-10-96).

SANS PEUR ET SANS REPRO-

Gambetis, 20 (46-36-10-96).

SANS PEUR ET SANS REPROCHE, Film français de Gérard Jugnot : Forum Horizon, 1º (45-08-57-57) : Rex., 2º (42-36-83-93) ; UGC Montpartages, 6º (43-74-94-94) ; UGC Odéon, 6º (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40) : Pathé Français, 9º 8: (43-39-92-82); UCC Biarritz, 8'
(45-62-20-40); Pathé Français, 9:
(47-70-33-88); Les Nation, 12' (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12'
(43-43-01-59); UGC Gobelina, 13'
(43-36-23-44); Gaumont Alésia,
14' (43-27-84-50); Pathé Montparnassa, 14' (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15' (48-28-42-27); Images, 18' (45-22-47-92); UN ÉTÉ CHEZ GRAND-PÈRE, Film Taiwan de Hou Haiso Haise, v.o.: Cluny Palace, 3' (43-54-67-26); Cluny Palace, 3' (43-54-67-92); Convention, 15' (43-54-67-92); Cluny Palace, 3' (43-67-92)

07-76). WILLOW. Film américain de Ross

WILLOW. Film américain de Ron Howard, v.a.: Forum Horizon, 1st (45-08-57-57); UGC Danton, 6st (42-23-10-30); UGC Rotonde, 6st (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8st (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2st (42-36-83-93); UGC Montagnanae, 6st (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9st (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12st (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13st (43-23-44); Ganmont Alésia, 14st (43-27-84-50); Convention Saint-Charles, 15st (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18st (45-22-46-01); Le Gambetta, 20st (46-36-10-96).

Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 13 (45-75-79-79).

Farnasse, 14 (43-53-30-40); 14 Junior Beaugreneile, 13 (45-75-79-79).

CAMBLE CLAUDEL (Fr.): Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Ganmont Opéra, 24 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Bretagne, 6 (42-22-57-97); Publicis Saint-Germain, 66 (42-22-72-80); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont Champa-Hysées, B (47-05-12-15); Gaumont Champa-Hysées, B (47-20-76-23); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nation, 12 (43-43-40-467); Escurial, 13 (47-07-28-04); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugreneille, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

DISTANT VOICES (Brit, v.o.): Gau-

(45-22-46-01).

DISTANT VOICES (Brit., v.A.): Ganmont Les Halles, 1" (40-26-12-12);
Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33);
Saint-André-den-Arts I, 6" (43-2648-18): Gaumont Ambassade, 8" (43-5919-08): I Juillet Bastille, 11" (43-5790-81): Gaumont Parnasse, 14"
(43-35-30-40): Gaumont Alésia, 14"
(43-27-84-50).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): Publicis
Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23); v.I.:
Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Les
Montparnos, 14" (43-27-52-37).

TINÉRAIRE D'UN ENFANT GATE

Montparnos, 14 (43-27-52-37).

FINÉRAIRE D'UN ENFANT GATE (Fr.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Rex. 2 (42-36-33-93); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); Saint-Lazaro-Pasquier. 8 (43-87-35-43); Pathé Fran-



voleuse

CLAUDE MILLER FRANÇOIS TRUFFAUT CLAUDE DE GIVRAY

هكذا من الأصل

bourg ? Un Opéra apporterait

alors moins de bons points qu'un

développement des liaisons

périennes, 🖿 réunion régulière

d'une commission européenne

n'aurait pas le même impact

qu'une école multilingue. « Toutes

les rubriques - institutions,

finances, culture, aéroport,

médias... – sont présentes à

Strasbourg, a reconnu Etienne

Pflimlin, président de la Confédé-

ration du Crédit mutuel, mais la

plupart n'ont qu'une étoile : il faut

Dans les débats avec les quel-

que deux cents personnes qui ont

suivi tout ou partie de ces jour-

nées strasbourgeoises, l'Etat e

été plusieurs fois accusé de négli-

gence envers Strasbourg. Ne

pourreit-il pas y transférer, par

exemple, un grand équipement,

comme M Bibliothèque nationale

Jung, président de l'Assemblée

parlementaire du Conseil de

l'Europe ? Gardons-nous des

procès d'intention, a cependant

réaffirmé le maire, Marcel Rud-

loff : dans la bataille pour Stree-

bourg l'européenne, l'État fran-

« Strasbourg est pour nous un

laboratoire de premier intérêts,

avait dit aussi Jean-Francois Car-

rez, délégué général de la DATAR.

Les travaux de ces journées

devraient donc, a-t-il expliqué,

noumir la réflexion de la DATAR

aur les villes et les réseaux de

villes. Les heserds du calendrier

ont fait coîncider le colloque avec

un nouvel épisode de la betaille

du siège. « Vous nous avez donné

nécessaire pour affronter notre

destin», a affirmé Marcel Rudloff

à Jacques Chérèque et aux inter-

vanants du colloque. Peut-être en

suggérant, comme l'a fait l'ani-

mateur Hervé Serieyx, que la

phrase de Mirabeau à Louis XVI.

en 1789, valait aussi pour les

çais n'a pas failli.

leur en donner deux ou trois. »

AUVERGNE

Thiers

et l'art contemporain

Le centre d'art contemporain qui vient d'être inauguré à Thiers, capi-tale de la couteilerie, par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, sera consacré à la sculpture contemporaine.

Sa conception, que l'on doit à Xavier Fabre et Vincent Speller (tous deux enseignants à l'école d'architecture de Clermont-Ferrand) vent avant tout répondre à une vocation : celle de recevoir des artistes désireux de travailler sur

L'association gestlonnaire, Thiers art métal, composée de représentants de l'Etat, du département du Puy-de-Dôme, de la ville de Thiers, d'industriels locaux, offrira aussi aux créateurs un service permettant de les mettre en contact avec des

Le centre, installé au Creux-del'Enfer, lieu traditionnel de l'industrie coutelière, constituera également un pôle de diffusion. Il souhaite, avec une arrothèque de pret, familiariser le public avec les œuvres contemporaines. Des sessions de formation, pour les spécialistes ou non, scolaires, étudiants, chercheurs, sont d'ailleurs prévues.

BRETAGNE

Une victoire des botanistes brestois

Le ruiza cordeta, petit arbre de la Réunion, pourra refleurir grâce aux botanistes brestois. Le ruiza cordata était quasiment menacé de dis-parition. Il ne restait plus que trois spécimens dans le monde. Il y a une dizaine d'années, un plant femelle fut ramené de la Réunion au conservatoire botanique du Stangalard à Brest, Mais il restait à trouver le

M. Le Goueff, conservateur de Stangulard, finit par en trouver un à quelques kilomètres du précédent. Le mariage a eu lieu dans les serres du conservatoire brestois, et de dont une centaine ont été expédiés par avion vers l'île de la Réunion. Sauvetage réussi.

piant måle.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le papier dans tous ses états

Dix mille personnes ont participé

aux Rencontres de Mende, qui viennent de se dérouler dans le chef-lieu du plus petit département de France, Après avoir des années auparavant fait découvrir aux visiteurs l'argile et e sil, la commune de Mende, l'association GREL (Groupe rural d'expression lozé-rienne) et la bibliothèque centrale de prêt de la Lozère ont choisi, en 1988, de traiter un thème très vaste :

l'âge du capier. Il s'agissait de faire mieux connaître les multiples usages du papier, utilisé aussi bien pour faire des emballages que pour réaliser des ouvrages d'art rares et précieux. A l'intérieur du théâtre de Mende. onze plasticiens de grand renom se servant du papier comme support ou comme matériau présentaient leurs œuvres de peinture, masques et compositions diverses. Non loin de des adolescents s'intéressaient vivement au fonctionnement des presses typographiques et des

Ces rencontres ont été précédées d'une animation scolaire qui a permis à sept cents enfants de s'in tier à la calligraphie et à l'emploi de la pate à papier.

MIDI-PYRÉNÉES

Rues tolosanes

Michel Roquebert, ancien journa-

liste à la Dépêche du Midi, spécialiste de l'épopée cathare qu'il a commence de raconter dans une série d'ouvrages de référence, est revenu flaner dans les rues de Toulouse. Il

en a choisi une centaine dont il rappelle l'histoire et s'efforce de faire sentir le climat. Un photographe, Jean-Claude Meauxsoone, s'est placé dans ses pas et une équipe d'iconographes a cherché à accompagner par des images d'hier celles d'aujourd'hui. Cela donne un magnifique volume édité par Privat, véritable invitation à l'emerveillement

Pour les amoureux de la « ville rose », Michel Roquebert fait cette

UN COLLOQUE SUR LE STATUT INTERNATIONAL DES VILLES

Strasbourg «eurocité»?

rOUS sommes heureux que ces journées alent pu se signe du destin. » Le maire de Strasbourg, Marcel Rudloff, s'est dit « réconforté » après « les journées de Strasbourg », un colloque tranço-américain organisé, les 8 et 9 décembre, sur le statut de ville internationale. Cette initiative commune de la DATAR, de la ville et de l'association TRIADE venait. en effet, à point : Strasbourg, qui se bat pour garder les sessions plénières du Parlement européen, a pu réaffirmer qu'elle avait tous les atouts pour finir ce siècle avec une incontestable dimension

Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a souligné 🛤 convergence qui existe aujourd'hui entre cette ambition et la « politique des villes > de in DATAR : «Notre résesu urbsin, a-t-il affirmé, qui évolue vers davantage de souplesse et moine de hiérarchie, doit dégagar lui aussi das « eurocités » de taille à se mesurer avec celles de nos partenaires, ce qui est à n'en pas douter un défi pour Strasbourg. » Jacques Chérèque pariait en terre réconciliée : la hache de guerre est définitivement enterrée entre l'Alsace et la DATAR, a rappelé Marcel Rudloff; l'époque où l'Alsace dite prospère se vovait interdire des implantations industrielles est révolue, et « les cartes anciennes de la DATAR où manquait l'Alsace, comme avant 1914», ont disperu.

Pour autant, Jacques Ch a insisté sur «le réseau urbain coopératif », sans lequel e il n'v a pas d'eurocités ». Leitmotiv que l'on a rencontré tout au long de cus deux journées, cui avaient fait la part belle aux expériences d'autres villes, soit américaines, soit françaises, comme Lyon. « Une ville internationale ne se décrète pas », a rappelé Jacques Degermann, auteur au sein du cabinet innotech B4, d'une étude sur Strasbourg, « Séduction, puissance et audience » doivent à ses

confidence : la rue qu'il préfère entre toutes, c'est la rue Perche-

pinte, l'ancienne voie centrale de ce

quartier aristocratique qui s'étendait

de la cathédrale Saint-Etienne au

Parlement, (Ed. Privat. 14, rue des

Arts, 31068 Toulouse Cedex. Tél. :

Le taxi-balai

des pochards

Le conseil général de Lot-et-Garonne, s'inspirant du « modèle » suédois, a prévu de

mettre en place à Agen, un

a taxi-balai » qui sera proposé aux noctambules dont l'état physique et

le taux d'alcoolémie apparaîtront tels qu'une conduite de leur propre voiture par eux-mêmes aboutirait à

des catastrophes. Les clients de trois

61-23-09-26, 188 pages, 260 F.)

yeux se cumuler pour donner une capacité de rayonnement international à une ville comme Strasbourg, qui dispose de deux atouts originaux par rapport aux autres villes françaises : sa situation frontalière et ses fonctions politiques européennes. Comparée à d'autres villes du bassin ménan. Strasbourg serait, avec Zurich (Suisse), le ville la mieux armés pour « se rapprocher de cet idéal économico-urbain ». Bâle, Francfort ou Stuttgart, sans doute plus plus accessibles par air, par route ou par rail, manqueraient de cette séduction indispensable que don-

Le professeur Panayotis Soldatos, ensaignant à l'université de Montréal (Québec), a cependant osé une réserve : même bien ermée, une grande cité occidentale doit choisir d'être une « ville

boîtes de nuit des environs de la ville ont déjà été priés poliment de recourir à ce taxi-saint-bernard. Le département a tout prévu, y compris l'éventualité où le pochard serait

démuni financièrement on dans un

démuni financièrement ou dans un état ne lui permettant pas d'appréhender la valeur de son argent. Pour que le chauffeur n'ait pas à en pâtir, la couseil général a prévu pour ce dernier une indemnisation de 500 F, propre ainsi à le dédommager des meaus dégâts ou souillures dont pourrait avoir à souffrir son véhicule.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Dunkerque

sable sa plage

Depuis le courant du mois de

nent l'esthétique urbaine, la qua-

lité de la vie quotidienne ou la

multiplication des lieux de rencon-

tre internationaux.

actrice), effectivement au centre de décisions sur les flux internationaux, et non seulement une « ville espece », traversée passivement. Entre les deux, — et les exemples de New-York et de Boston l'ont aussi montré, - c'est un choix de « planification stratégique du développement ».

sur la mappemonde

«Dans une ville, il faut regarder les bâtiments les plus imposants pour deviner ce qui est jugé essentiel par ses habitants», a expliqué Rosemary Scanlon, économiste du Portin Authority de New-York, Ca serait ainsi à New-York le centre de commerce international. Chaque grand équipement n'apporte pas les mêmes stouts à une ville, mais peut-on aller jusqu'à une liste étoilée des projets urbains qui soutienment la dimension internationale, comme le font les documents préparatoires aux journées de Stras-

été entrepris pour apporter du sable

sur les plages de Dunkerque et de Malo-les-Baint.

Voilà quelques années, après que

l'on cut creusé le port ouest, la plage

de Malo-les-Bains a vu son sable fin

partir au rythme des marées. Cette

« migration » insolite a pu être

stoppée par l'installation de

brise-lames devant la plage. Le

troisième et derner ayant été

construit au cours de l'été 1988, on a

pu passer à la phase suivante. En

quelques semaines, 160 000 mètres cubes de sable auront été acheminés

jusqu'à la plage. Ce sable, dragué en

mer, est aspiré par de puissantes

pompes à travers 3,5 kilomètres de

tuyaux jusqu'au pied de la digue

Marcher

grandes villes chénanes de la fin du vinctième siècle : «Sire, vous ne marchez pas assaz sur le map-

pemande, a

Projenor pour le Nord

JACQUES FORTIER.

La construction du trumel sons le Manche et du TGV-Nord, l'aménagement des liaisons autoroutières A1 et A29, vont apporter de profondes mutations dans les régions nord de la France, mais aussi en Belgique et au sud de l'Angleterre. Au-delà, les suzante-dix millions d'habitants et de consommateurs répartis entre Paris, Londres et Amsterdam vont être plus ou moins affectés par cette convergence de grands projets

C'est dans cette perspective que se sime la création de Projenor, société privée d'un genre nouveau créée sur l'initiative de la Caisse des dépôts et consignations pour développer et susciter autour des pôles et terminaux de transport un ensemble de projets destinés à valoriser l'environnement et à favoriser le redéploiement onomique, culturel et social du tissu local et régional ».

Présidée par Jacques Sallois, ancien délégné à l'aménagement du territoire et conseiller auprès de Robert Lion, directeur général de la Caisse, la société rassemble des transporteurs (la SNCF, la Société des autoroutes du Nord et de l'Est), des institutions financières françaises (la Caisse des dépôts, la BNP, le Crédit lyonnais, le Crédit agricole) et étrangères (la Midland Bank, le Crédit communal de Belgique), des institutions régionales (la Sorefi, Sodikerque, Sodinor, la chambre régionale de commerce et d'industrie).

Projence no votit pes être une société de financement, ni s'intéresser à des opérations trop modestes, mais souhaite, pour favoriser et valoriser la rentabilité des investissements que vont engager les promoteurs des grands équipements de transport, aider à équipements de transport, aussi -l'étude et au développement d'une dizzine de grands projets sur cinq ans. Par exemple : la création d'une aire autoroutière sur la A 26, d'un pôle de services autour de la gare du TGV à Frethan, le redéploiement du centre-ville et du port de Boulogne-sur-Mer, la construction d'un ensemble immobilier au centre de la gare de Lille...

HAUTE-NORMANDE

Les cartes du patrimoine

Pour la première fois en France, des cartes départementales du patrimoire viennent d'être éditées our la Seine-Maritime et l'Eure par l'Institut géographique national à la demande de la Délégation régionale à l'architecture et à l'environn

de Haute-Normandie (DRAE). Ces cartes au 1/100 000 présentent en quadrichromie trois sortes d'informations : les abords des monuments historiques, les sites protégés et les zones naturelles d'intérêt écologique. Ce sont des outils d'information qui devraient permettre un plus grand respect du patrimoine et de l'environnement : informer les décideurs et les aménageurs le plus tôt possible est une priorité pour la prise en compte

Elles seront distribuées gratuitement sux élus locaux et aux aménageurs (administrations, services publics, promoteurs, géomètres, archinectes, etc.), et le public est invité à en prendre comaissance dans les lieux publics où elles seront affichées (mairies, syndicats d'initiative...).

Il existait depuis longtemps des cartes mentionnant les monuments historiques, mais c'est la première fois que les zones protégées sont cartographiées à l'intention du

PAYS DE LA LOIRE

« Têtes » de Nantes

Jean Amyot d'Inville, créateur et animateur du Centre de communication de l'Onest, directeur du futur Palais des congrès, est une de ces personnalités nantaises comme l'on dit « incontournables ». Par élégance, il ne figure pourtant pas parmi les « 444 têtes de Loire-Atlantique » dont il a rassemblé les portraits avec l'aide de Denis Roox.

Son objectif a été de recesser, en ecceptant de mécontenter ceux qu'il ne retenait pas, les gens qui comptent dans la métropole, qu'ils appartiement au monde politique, culturel, économique, sportif ou

Sons leur photo, une courte notice, style « who's who », rappelle leur carrière, note leurs « performances », donne une idée de leurs goûts. Un guide très précieux pour ceux qui visitent la ville ou veulent y travailler. (300 p. 290 F. En vente an CCO, tour Bretagne, à

RENCONTRE AVEC CARLO BERNINI

sovembre d'importants travaux out qu'il n'aurait jamais du quitter.

Pour un régionalisme du vingtième siècle

« Jours J » pour les régions et les collec-tivités territoriales européennes les 20 et membres titulaires représentant à la fois les 21 décembre à Bruxelles. Le Conseil consultatif des collectivités régionales et locales, créé en juin dernier, se réunira en Assemblée constitutive et élira son président. Jacques Delors prononcera une alio-

Quel rôle politique en Europe comptez-vous donner à l'ARE, à la tête de laquelle vous succèdez au

- L'ARE aura d'abord un rôle

institutionnel, et elle sera un point

de passage presque obligé entre la Commission de Bruxelles et les

Etats. Les régions, avec le temps,

ont acquis une légitimité politique.

La cohésion renforcée de la Commu-

nauté dépend à l'avenir du succès de

la nouvelle politique régionale en

cours d'élaboration. La Commu-

nauté, les Etats et les régions ont des

missions complementaires, et, ce qui

compte, c'est d'assurer le développe-

Les régions ont-alles, selon vous, un rôle particulier à jouer pour consolider la démocratie?

- Bien sûr. Historiquement, ce

sont les Erats qui construisent et qui

ment économique de l'Europe.

président Édgar Faure ?

régions, les conseils généraux et les commanes, ce couseil compte six représentants de la France. Viagt et un de ses membres out été désignés par l'Assemblée des régions

sont garants de la démocratie, mais, l'Europe, à travers un Conseil aujourd'hui, le régionalisme consultatif des collectivités régiomoderne, dont nous voulons être les fort de quarante-deux membres, qui sera placé auprès de la Commission et qui se réunire pour la première fois le 21 décembre à Bruxelles. talgique), sera le relais pour diffuser les idées de démocratie. L'Europe, garde des identités et des modes de

sont irrempiaçables. - En somme, l'ARE, par rapport aux Etats, apporte une valeur ajoutée > ?

témoins (et pas le régionalisme nos-

ce n'est pas seulement de l'écono-

me, c'est aussi une idée de culture,

la recherche de la qualité de la vie,

une politique culturelle et de sauve-

vic. De ce point de vue, les régions

- Si vous voulez. Jusqu'à maintenant, l'Europe à Bruxelles décidait, et les régions, sur le terrain, appliquaient. En bien ! dorémavant, les choses vont changer. Les régions pourront exprimer leur opinion sur les orientations politiques de

nales et locales créé l'été dermer, C'est déjà pour nous une victoire considérable, mais il faut aller encore plus lois et conquérir le pouvoir d'initiative.

- Nous ne pouvous nous astis-faire de l'Europe des marchands. De même, les ententes économiques ne suffisent put. Nos régions peuvent être un stimulant pour faire avancer des dossiers sur l'éducation on la coopération transfrontalière, par exemple, tandis que les Etats, enz, pouvent envisager des progrès significatifs et une plus grande intégra-tion dans des domaines comme la délense ou la momaie. Comme la dit notre résolution finale, les

dans l'entretien qu'il nous a accordé les grands axes et les priorités qu'il entend fixer à PARE. régions n'entendent pas se laisser reléguer à des thèmes secondaires. Elles doivent être présentes dans les grands débats

curopéennes (ARE), qui vient de tenir sa rémion mensuelle à Madère et qui a éla à sa présidence l'Italien Carlo Bernini, président de la région italieane de Vénétle. Il définit

 — Et vis-à-vis de l'autre Europe c'est-à-dire celle des pays de l'Est ?

- Là anni, nous pouvons et nous devons prendre des initiatives. Nous sommes disposés d'ailleurs à accueilhr dans l'ARE, comme observateurs, des régions des pays de l'Est si clles en font la demande ou si elles font partie des organismes et associations fondateurs de l'ARE. Les régions entendent être des facteurs de progrès démocratique et de rap-prochement entre les peuples. Je pense notamment à l'Europe de l'Est, aux pays de la Méditerranée et

Propos recueitis par FRANÇOIS GROSRICHARD.

à l'Afrique. >

772. · REPERES

* 275 00 100 100 TM 250 100

St. Charles Seal

hi, Lipue.

nen

er er gjæ

the second residence A Francisco 3 746 Park to the contact

Fair .

4 mil anda-Bretagne

See Supplied to the second $(\theta \otimes_{A_{i} \times A_{i}})$

> The state of the s The State of the second OR SHAPER

Charles India. Marice Link

Michael de l'action

Cette page a été réalisé par nos correspondants : Etiene BANZET, Joan-Mare CILLY, Gay LEVIEVE. Alain RIBET, Jean Plerre ROUGER Gabriel SIMON. (Coordination:

Jacques-Franceis SIMON.)

To Bereguly. 94 - 2 % 🕳 Same and 3.794.54 The State GAMES 1. No. 186

2.32.459

ं के जिल्हें **व्यक्त**ि

A STATE OF SHAPE

The weak

Lin Cing A 20.50 - Section

 $\nabla_{t} \triangle \chi_{t} T$ 34 1000年,1000年,1000年 Control of Samuel

"一种连续 确 三十四十二十五 a debate

• Le Monde ● Dimanche 18-Lundi 19 décembre 1988 13

Lors du rachat d'American National Can (ANC) par Pechiney, des opérations anormales (délits d'initiés) out été décelées par les autorités boursières new-yorkaises, la Securities and Exchange Commission (SEC), lors de vérifications de routine. La SEC a transmis le dossier à la Commission des opérations de Bourse (COB), qui a décidé, le 14 décembre, d'ouvrir une enquête. Le ministre de l'économie, M. Bérégo-

voy, a demandé le 16 décembre à M. Jean Farge. président de la COB, d'« agir avec célérité afin que toute la lumière soit faite sur l'affaire dont la COB a été saisie par son homologue améri-

Dans la semaine qui a précédé l'annonce, faite le 21 novembre par Pechiney, de l'acquisition d'ANC, des achats importants (environ deux cent mille titres) en provenance de France ont été effectués sur Triangle, la société propriétaire

Ces achais ont été effectués par la société de Bourse Ferri, mais aussi, selon Libération, par la Compagnie parisienne de placements, dirigée par M. Max Théret, l'ancien patron de la FNAC, et par la société d'investissement américaine Drexel Burnham Lambert. Ils auraient permis aux

acquéreurs de réaliser une confortable plusvalue : le titre Triangle cotait en effet de l'ordre de 10 dollars avant l'annonce de l'opération Pechiney et est monté à 46 dollars le 21 novembre. Nommé en juillet dernier à la tête de la COB. M. Farge s'était abstenu, jusqu'à présent, de toute déclaration publique. Il s'explique sur cette affaire Pechiney et plus largement sur le rôle de

« Nous n'avons esquivé aucune affaire »

par son homologue américaia, la Securities and Exchange Commission (SEC), d'un éventuel délit d'initiés commis lors du récent rachat, par Pechiney, d'American National Can (ANC). Est-ce la première application de l'accord nou encore ratifié - d'échange d'informations que vous avez passé avec les autorités américaines ?

- Il ne s'agit pas de l'accord que vous évoquez, puisqu'il n'est pas encore en vigueur. Il s'agit tout simplement d'une demande d'information entre autorités boursières conduites conformément aux dispositions institutionnelles de la COB, c'est-à-dire sous réserve de la double condition de réciprocité et de confidentialité. En l'occurrence, l'importance des informations communiquées ont, pour nous, justifié une décision d'enquête.

- Disposez-vous des moyens d'enquête suffisants pour mener vos investigations?

 La COB dispose de dix-sept enquêteurs (et bientôt vingt). Les dernières dispositions de la loi du

«La COB vient d'être alertée 22 janvier 1988 nous donnent le droit d'enquêter partout. Y compris dans les sociétés de Bourse (ex-charges d'agents de change). Quiconque s'y opposerait serait passible de délit d'entrave à l'enquête de la Commission. Le corps de nos inspecteurs ne chôme pas. Au 31 octobre dernier, nous avions soixante-quatorze enquêtes en cours et soixante-dix-neuf en stock, c'est-à-dire programmées mais qui n'ont pas encore été lan-

> - Vous menez effectivement beaucoup d'enquêtes, mais on n'en voit pas souvent le résultat, ou très tard. De plus, quand vous traus-mettez un dossier au parquet, il n'est fait mile mention de l'identité des intéressés ou de la société.

- Effectivement, quand nous transmettons un dossier au parquet concernant des personnes physiques, nous ne révélons pas leur identité car ces personnes bénéficient naturellement d'une présomption d'innocence. En revanche, lorsqu'il s'agit de sociétés coupables d'avoir donné des informations inexactes, nous donnons toujours leur nom.

toujours d'une grande discrétion. Certains parient même d'une certaine permissivité, comme dans la récente affaire de la Société générale. Vous êtes restés silencieux alors que tout le monde attendait une prise de position de la COR.

- Je suis tenu au secret professionnel, mais je peux vous affir-mer que les obligations incombant à Marcean Investissements (la société de M. Georges Pébereau), par exemple celle de faire les déclarations légales de franchissement de seuil, ont été remplies dans les délais exigés.

Secret de la confession

- Des rumeurs affirment que si vous êtes restés silencieux, c'est que vous avez reçu des ordres en ce sens, notamment en provenance de

- Je vous donne ma parole d'honneur de n'avoir reçu aucune instruction ni dans un sens ni dans

- Avez-vous fait une enquête sur les titres achetés par Marcean délits d'initiés ?

- Nous nous sommes tenus exactement informés de la chronologie du financement et des modalités des achats d'actions de la Société générale par Marceau Investissements. Les informations ainsi rassemblées ne nous ont pas paru justifier le lan-cement d'une enquête visant d'éventuelles opérations constitutives d'un

- Depuis l'été, période à laquelle vous avez pris vos fonctions, vous n'êtes officiellement intervenus dans aucune affaire importante, Pourquoi?

- Depuis ma prise de fonction, je ne vois pas d'affaires importantes dont la commission et plus spéciale-ment son collège aient esquivé l'examen quant au fond. Pour ce qui concerne l'actualité, je vous demande de vous référer à la décision d'enquête qui vient d'être prise concernant le rachat par Pechiney de Triangle.

fait de la façou dont fonctionne la

- D'après les textes, elle veille à la protection de l'éparene, à l'inforfonctionnement des marchés de

étendue aux contrats à terme et aux opérations conditionnelles, d'après les dernières retouches de la loi du 22 janvier 1988.

» Certes, la COB est une autorité morale. Ce qui ne signific nullement que son activité se limite à la formulation de vœux pieux. Je constate au demeurant que les grands acteurs de la place financière, banquiers, chefs d'entreprise, éprouvent le besoin de venir dans ce bureau qui est devenu le mien et qui fonctionne alors à la manière d'un confessionnal. Il va donc de soi que nos visiteurs bénéficient alors du secret de la confession, même lorsqu'il s'agit du péché des autres. Par ailleurs, la COB fonctionne aussi comme une sorte de · bureau des douanes », délivrant les visas sans lesquels les opérations financières, c'est-à-dire les appels publics à l'épargne, ne pourraient avoir lieu. Je rappelle enfin les pouvoirs d'enquête dévolus à cette commission, pouvoirs dont je vous ai déjà précisé qu'ils ont été modifiés par la loi du 22 janvier dernier. Cette juxtaposition respecte l'homogénéité des capacités d'intervention

- Outre le peu de pouvoir de sanctions dont your disposez.

valeurs mobilières, une fonction n'êtes-tous pas gênés par l'insuffisance des effectifs de la COB?

> - Effectivement, la COB emploie peu de personnel cent soixante salariés - mais j'ai l'intention de renforcer cet effectif. Les personnes qui travaillent sont d'une grande diversité d'origine et de formation : ce sont des magistrats, des inspecteurs de la Banque de France, des fonctionnaires ou encore des jeunes diplômés. U en résulte pour la Commission un enrichissement - celui de la multidisciplinarité. - mais aussi une source de discontinuité car pour beaucoup d'entre eux la Commission ae représente qu'une situation de transit.

Une façon de remédier à cette saiblesse est de promouvoir systématiquement la coopération et non la concurrence entre les différentes autorités publiques et professionnelles des marchés. Tel est l'un des principaux axes de mon action à la tête de la COB. Je la crois réaliste car il s'agit plus d'une question d'hommes que de textes. -

> Propos recueillis par DOMINIQUE GALLOIS et SERGE MARTI.

REPERES

Crédits

The State of the S

Le Mexique demandeur

Le Mexique demandera l'octroi de 7 milliards de dollars de prêts et prévoit, dans son projet de budget annoncé jeudi 15 décembre, de consecrer 50 % de ses ressources budgétaires au paiement de 4 dette extérieure, ont annoncé le ministre des finances, M. Pedro Aspe, et celui

du budget, M. Enersto Zedillo. M. Aspe a expliqué aux députés que le montant de 7 milliards de doilars représentait « le montant nécessaire pour diminuer le transfert net de ressources vers l'extérieur », ajoutant que ces capitaux seraient dirigés sur des investissements dont la rentabilité sera supérieure au taux

Grande-Bretagne

L'inflation stationnaire

Les prix de détail en Grande-Bretagne ont augmenté de 0,5 % en novembre par rapport à octobre et de 6,4 % en un an (novembre 1987 à novembre 1988). Les plus fortes hausses de novembre sont imputables à l'alimentation (+ 1,8 %), au logement (+ 1,2 %), aux loisirs (+ 1 %). Pour la première fois depuis mars dernier, le taux de hausse annuel des prix n'a pas progressé.

Maurice Lévy publicitaire de l'année

M. Maurice Lévy, président du directoire de Publicis, a été élu · publicitaire de l'année ». Le patron de la première agence française de conseil en publicité a recueilli le suffrage de 22 % des deux cents annonceurs et publicitaires, formant un échantillon représentatif de ces professions, inter-rogés par IPSOS pour l'hebdomadaire Stratégies.

C'est la percée sur le marché américain, grâce à l'alliance avec le réseau FCB, qui a valu notamment à Maurice Lévy d'être couronné par ses pairs et par les annonceurs.

 Droit de grève des fonction-naires : la CGT hostile à une réglementation. - Dans une lettre adres-sée à M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, l'Union CGT des fédérations de fonctionnaires sa déclare hostile, le 16 décembre, à la modification des conditions d'exercice de la grève. « La CGT entend réaffirmer sa totale opposition à toute discussion concernant l'élaboration de quelque texte que ce soit dont l'objet serait de porter atteinte à l'exercice du droit de grève dans le fonction publique », écrit le syndicat, qui rejette la responsabilité de la situation actuelle sur l'attitude du

SOCIAL

Les conflits dans le service public à l'heure du bilan

Grèves sans crise

(Suite de la première page.)

M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF, raconte volontiers que lors de ses déplacements en province - Marseille exceptée - les respon-- marsenue exceptes - les responsables d'assu-rent qu'ils ne voient pas les signes d'une - crise sociale - qui leur appa-raît bien parisienne... Qui croire ?

Si une crise sociale se mesure à l'ampleur des grèves et au nombre de grévistes, force est de reconnaître qu'on est encore loin de la crise évo-quée. Les infirmières ne sont plus en grève, les gardiens de prison et les camionneurs des PTT non plus. Dans la fonction publique proprement dite, les arrêts de travail restent peu nombreux en debors des informaticiens du Trésor. Dans le secteur public, il n'y a aucun mouvement d'ensemble. A EDF, la grève des 4000 agents de conduite des centrales a affecté sérieusement la production mais n'a touché que 3,2 % du personnel. Aux PTT, seuls 5 centres de tri sur 130 sont en grève, soit 2 % du personnel. A la RATP, les arrêts de travail de 155 ouvriers des ateliers d'entretien pernurbent sérieusement le trafic— avec que tre lignes fermées— et donavec quatre lignes fermées - et donnent le sentiment aux usagers que la situation dans le métro empire. L'impression n'est pas fausse, du moins sur les lignes arrêtées ou encore perturbées, mais les grévistes ne représentent que 9 % des ouvriers d'entretien.

Jeu de dominos

On peut continuer la litanie. Les grèves ont cessé dans les caisses de sécurité sociale, même à Marseille. Mais, dans cette ville, centres de tri et transports en commun continuent et transports en commun continuent de perturber la vie des Marseillais. A la SNCF, le préavis déposé par la CGT est passé pratiquement ina-perçu et il n'y a, pour l'heure, pas de grèves. Pourtant, la presse de droite agite quotidiennement la menace d'un mouvement des cheminots mandise la réédition de la grande

 Air France : quatre syndicats signent l'accord salarial. - La CFTC, FO (exécution et cadres), le SNPNC (syndicat national du personnel navigant commercial) et l'Union syndicale d'Air France (autonome) ont signé le 16 décembre l'accord salariai pour 1989 à Air France. Ces quetre syndicats représentent 41 % des personnels. La signature de cet accord intervient alors qu'une partie des mécaniciens au soi (30 % selon la direction) poursuit une grève partielle depuis la mi-octobre. La CGT, la CFDT et le Syndicat national des mécaniciens au sol d'Air France n'ont grève de la fin 1986. Et France-Soir borit, le 15 décembre : « La tempête sociale qui secoue la France depuis trois mois ne cesse de s'amplifier et rien n'indique actuellement que le gouvernement pourra l'endiguer. Même en lâchant du lest.

Il y a deux ans, des grèves dures et générales à la RATP puis à EDF s'étaient ajoutées à la longue grève de la SNCF, finissant par provoquer de vives réactions des usagers. Mais, à l'époque, sous le gouvernement de M. Chirac, on ne parlait guère de crise sociale. Il ne s'agissait que d'agitation... survenant juste après le mouvement des étudiants. En 1988, des grèves catégorielles, et non générales, ont pris le relais du mouve-ment des infirmières, donnant le sentiment - justifié pour le public d'un jeu de dominos où, lorsqu'un mouvement s'arrête à un endroit, un autre prend le relais ailleurs. Mais, comme en 1986, le secteur privé, qui emploie environ les deux tiers des salariés, est resté globalement caime. On n'y a pas observé d'envo-lée des grèves, même si leur nombre est plus élevé que dans la période 1985-1987, où les records se battaient à la baisse. Le regain est rela-

Au lendemain des accords salariaux à la Sécurité sociale et à la SNCF, qui jouent en faveur de l'apaisement, il importe de raison garder et de ne pas céder à l'enflure des mots. Certes, la décrispation qui s'amorce est fragile. A la RATP, le fait que 155 ouvriers continuaient la grève, plus d'une semaine après la signature d'un accord salarial, montre que les syndicats comme la direction ont mal pris la mesure du malaise. Les usagers parisiens voient une dégradation là où il devrait y avoir une amélioration, et seule la CGT risque de tirer profit du conflit lors des élections au comité d'entreprise le 20 décembre.

A EDF, la suspension de la grève des agents de conduite des centrales n'empêchera pas la CGT de tenter de relancer les mouvements à partir de sa journée d'action du 20 décembre. Mais l'arrivée de l'hiver et l'extrême sensibilité des usagers aux coupures de courant devraient l'inciter à la prudence.

La décrispation est d'autant plus fragile qu'ici et là des braises mal éteintes ou encore ignorées subsis-tent. Même à la SNCF, si le détonaréserve des réactions de la base, d'autres problèmes demeurent autour des conditions de travail des cheminots qui peuvent déboucher à terme sur des conflits. Mais les cheminots y regarderont à deux fois avant de se relancer dans une grève du type de celle de 1986 qui ne leur avait apporté que de maigres résul-

Une vraie crise sociale, touchant l'ensemble du secteur public et débordant sur le secteur privé, aurait nécessité une réponse globale de la part des pouvoirs publics. S'il existe un point commun entre les divers conflits de cet automne, c'est l'existence de dysfonctionnements dans le service public. La modernisation du service public n'en est que plus urgente comme la décentralisation des responsabilités dans les administrations et les entreprises publiques. Pour le reste, on a plutôt été en présence d'une suite quasi ininterrompue de malaises catégo-riels : les infirmières, les gardiens de prison, les conducteurs du RER, les camionneurs PTT d'He-de-France, les agents de conduite des centrales d'EDF, les ouvriers des ateliers d'entratien du RER et du métro, les mécaniciens au sol d'Air

Grères thromboses

La particularité de ces malaises catégoriels est qu'ils se sont exprimés à travers des grèves thromboses qui ont en un effet spectaculaire immédiat sur le service du public, à l'exception des infirmières et des pardiers de prison dont les et des gardiens de prison dont les mouvements ont été massifs. Contrairement à 1974, il n'y a pas eu de grève générale aux PTT, mais l'effet pour les usagers a été quasiment identique. Contrairement à 1984 le partie de la contraire de la contrairement à 1984 le partie de la contraire de 1986, la grève à la RATP n'était pas davantage générale mais venait des ateliers d'entretien. Là aussi cependant, l'effet a été le même pour les usagers : le RER a été paralysé et la pénurie de matériel dans le métro a provoqué la fermeture de lignes.

Ces malaises en cascade et surtout cette chaîne de grèves throm-boses reposent évidemment le proolème du service minimum, même si les syndicats ne sont pas dans une position très confortable pour l'abor-der. Mais ils obligent M. Rocard, s'il ne veut pas être entraîné dans une ronde sans fin, à apporter rapide-ment une impulsion afin que tant dans les entreprises publiques que dans les administrations on se préoccupe davantage de ces catégories trop oubliées. Le bas de l'échelle salariale signifie trop souvent pour les agents qui s'y trouvent mauvaises conditions de travail et manque de Facteurs considération.

de... « Crises ». MICHEL NOBLECOURT.

(1) Selon les statistiques du ministère du travail, la moyenne measuelle des journées non travaillées est de 88 000 de janvier à octobre 1988 et de 98 000 de mars à octobre contre 81 000 sur l'année 1987, 87 000 sur 1986, mais 113 000 sur 1984, 194 000 sur 1981 et 200 000 sur 1985 et 200 000 sur

Destinée à restructurer Deutsche Airbus

La reprise de MBB par Daimler Benz est plus difficile que prévu

de notre correspondant

Au mois de novembre dernier, le ministre quest-allemand de l'économie, M. Martin Bangemann, annonçait que la reprise par Daimler Benz du consortium aéronautique ouestallemand Messerschmidt Bölkow Blohm (MBB) était quasiment chose faite. La puissance publique représentée essentiellement par les Lander de Bavière et de Hambourg dans MBB cédait la majorité à la firme automobile de Stuttgart. Le gouvernement s'engageait cepen-dant à garantir les pertes liées aux variations du cours du dollar pour la commercialisation d'Airbus, dont MBB, par l'intermédiaire de sa filiale Deutsche Airbus, est le partenaire ouest-allemand. Le budget fédéral prévoyait aimi, pour les quinze années à venir, de dépenser 4,3 milliards de deutschemarks pour soutenir la compétitivité de l'Airbus sur le marché mondial, le nouveau groupe prenant petit à petit tous les risques à son compte.

M. Bangemann est parti pour Bruxelles, et son successeur, M. Helmut Haussmann, hérite d'un dossier qui n'est pas aussi bien ficelé qu'on a voulu le faire croire. Le président du parti libéral (FDP), M. Lambs-dorff, avait déja fait valoir des objections sur cet accord. Partisan farouche du libéralisme intégral, ce dernier s'opposait à ce que la puis-sance publique subventionne plus avant l'industrie aéronautique. Minoritaire sur ce point au sein de la coalition au pouvoir et nullement calmé par la nomination à la tête d'Airbus industries de son ami Hans Friderich en remplacement de Franz Josef Strauss, il exigeait que soient soustraits des subventions pour Airbus les bénéfices que pourrait

réaliser MBB dans la branche arme-Le directeur général de Daimler

Benz, M. Edzard Reuter, ne l'entend évidemment pas de cette oreille, et ce débat fait l'objet actuellement de discussions serrées. Même și M. Erich Riedl, secrétaire d'Etat à l'économie et coordinateur pour l'industrie aéronautique et spatiale, fait preuve d'un optimisme à toute épreuve et déclarait le mer-credi 14 décembre, à Munich, qu'il s'attendait à « une issue savorable dans quelques mois », on n'exclut plus tout à fait l'hypothèse d'un échec du projet de fusion.

Une reunion au sommet à Bonn, qui rassemblait les principaux prota-gonistes de cette affaire, s'est achemanifestant simplement l'espoir que conseil d'administration de Daimler Benz accepte les propositions gouvernementales. Celui-ci doit se réunir le 21 décembre. Outre l'examen de ces propositions, le conseil d'administration, présidé par M. Alfred Herrhausen, PDG de la Deutsche Bank, doit également don-ner son feu vert à la nouvelle structure du groupe Daimler. Une holding devrait être constituée pour coiffer trois sociétés indépendantes : Daimler Benz AG (automobiles et camions), AEG AG (industrie électrique et informatique) et Deutsche Aerospace AG. Cette dernière société comporterait, outre MBB. les activités aéronautiques et spatiales, civiles et militaires, déjà contrôlées par Daimler Benz : Dor-nier, MTU et le département aéronautique de AEG. Deutsche Aerospace rejoindrait ainsi, dans le club des « grands » européens de l'aéronautique, British Aerospace et l'Aérospatiale.

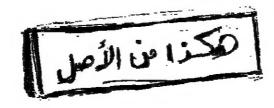
LUC ROSENZWEIG.

Du Pont projette de revendre Conoco

Le groupe américain Du Pont de Nemours, cinquième chimiste du monde, avec un chiffre d'affaires de jette de revendre la plus grande par-tie de sa filiale pétrolière, Conoco, dont la rentabilité est affectée par la faiblesse des cours du brut. C'est le directeur général, M. Edgar Woo-lard, qui l'a annoncé à la veille du week-end dans une interview accor-dée au Wall Street Journal. - Du Pont doit envisager toutes les options raisonnables pour la fuiure gestion de Conoco, a-t-il déclaré, y compris la vente d'actifs et de réserves pétrolières.

francs). Mais cette acquisition ne s'est pas révelée aussi fructueuse que prévu. En 1987, la compagnie pétrolière n'a contribué qu'à hauteur net du groupe (1,79 milliard de dol-lars). L'annonce d'une éventuelle vente de Conoco a été bien accueil-lie à Wall Street, où l'action Du Pont a progressé de 2 %.

 Hausse des taux d'escompte en Belgique. - La Banque nazionale de Belgique a relevé, vendredi 16 décembre, son taux d'escompte pour la deuxième fois en quarante-huit heures, le portant à 7,75 %, au lieu de 7.50 % (et 7.25 % au départ). Le taux des avances a été relevé paralièlement à 8 %, au lieu de



BOURSE DE PARIS

A Bourse a largement anticipé l'arrivée prochaine de l'hiver en ralentissant considérablement son activité et en se recroquevillant dans une attitude frileuse. Au terme des cinq séances écoulées, l'indice CAC a stagné (– 0.2 %), revenant à 393.4. Une fois encore il n'a donc quasiment pas varié, confirmant la name que sit le a stagné (— 0,2 %), revenant à 393.4. Une fois encore il n'a donc quasiment pas varié, confirmant la pause que vit le marché parisien pour la sixième semaine consécutive. Ce mouvement de consolidation, amorcé le 7 novembre, se produit, il est vrai, après deux mois de hausse rapide des cours, les valeurs s'étant appréciées en moyenne de 15 %. Il s'accompagne également d'une cluite importante du nivem des transactions. En un mois, sur le marché à règlement mensuel, le volume s'est comprimé de 25 %, dépassant rarement ces deraiers jours les 1,3 milliard de

francs.

Le marché est réservé à présent aux vrais professionnels », affirmait un banquier, certifiant que seuls les plus compétents pourraient faire leurs preuves, si la situation se prolongeait, d'un point de vue tant opérationnel que nerveux. La grippe n'explique pas à elle seule l'aggravation de la désaffection pour le marché, pas plus que les conflits sociaux ou l'approche des fêtes de fin d'année. Une fois encore ce sont les teusions sur les taux d'intérêt un peu partout dans le monde, principalement en Allemagne, en France et aux États-Unis, qui ont pesé sur les différentes séances. Lundi et mardi, les opérateurs out vécu dans l'attente de la publication de la balance commerciale américaine d'octobre, qui leur permettrait de savoir si les risques de surchauffe de l'économie, et donc de reprise de l'inflation, étaient réels. Dans le même temps, ils smivaient avec attention l'évolution à la hansse des taux de l'autre côté du Rhin. La Bourse s'appréciait de 0,17 % le premier jour et terminait ser un recul de 0,71 % le premier jour et terminait sur un recul de 0,71 % le lendemain. L'annonce mercredi d'un déficit de 10,35 milliards de dollars provoqua une réaction mitigée, le chiffre étant conforme aux prévisions. En revanche, la décision de relèvement des taux aux Pays-Bas et en Belgique à la veille de la réunion de la Bundesbank paralysait un peu plus les intervenants.

A tel point que l'alerte à la bombe en milieu d'après-midi qui provoqua une nouvelle fois l'évacuation du palais Brongaiart pendant une heure ne parvint même pas à les distraire. La séance s'acheva en baisse de 0,14 %. Jeudi fut sans doute, toutes proportions gardées, la plus mauvaise des journées. L'indicateur de tendance d'entrée de jeu perdait près de 1 %, traduisant le recei des valeurs après la décision de relever les taux français. Cela ne faisait qu'anticiper de quelques heures le réajustement allemand. Vendredi, le marché replongeait dans l'apathie, attendant cette fois sans trop d'inquiétude ma relèvement

Hibernation

des taux aux Etats-Unis. La deruière journée de la

des taux aux Etats-Unis. La deruière journée de la semaine se soldait par un petit gaiu de 0,18 %.

Dans ce contexte, seules les grandes valeurs, les blue chips, comme les appellent les Américains, out été véritablement actives, et parmi elles notamment la Société générale, Paribas, Thomson CSF, la CGE, Michelin et la Compagnie financière de Suez. Cette firme a été au centre de l'actualité en début de semaine. Lumdi, les dirigeants présentaient le bilan de l'année 1988, qui aura été marquée par la prise de contrôle de la Société générale de Relejque. Le lendemain, l'état-major se rendait à Bordeaux à la rencontre des cadres du groupe et surtout des actionnaires. Ces derniers étaient près de deux ceuts à avoir répondu à l'invitation de Suez, pour qui il s'agissait de la cinquième visite de l'aunée en province, après Lyon, Marseille, L'ille l'invitation de Suez, pour qui il s'agissait de la cinquième visite de l'aumée en province, après Lyon, Marseille, Lille et Naucy. Ces petits porteurs, dans leurs questions, s'intéressaient plus à l'évolution du titre ou à la composition du noyau dur du groupe qu'au problème de la suppression de la gratuité des droits de garde, qui devrait intervenir dès l'an prochain. Les banques, à ce propos, modulent leurs positions. Ainsi, la Société générale a décidé de réduire les droits qu'elle fera payer sur les actions des sociétés privatisées. Le minimum par ligne d'actions a été réduit des deux tiers et sera de 10 francs purs les autres limes. nets au lieu de 30 francs pour les autres lignes.

L'événement est venu d'une autre firme dont les titres ont été particulièrement recherchés ces dernières semaines: Eurotumel. Les présidents des cinq entreprises de travaux publics qui percent le tumel sous la Manche ont révélé mardi 13 que le chantier avait un retard de six mois, tout en se défendant d'en être responsables. Or cette annonce, curieusement, n'affecta pas trop le cours du titre.

Après une longue, très longue négociation, Pathé Cinéma est tombé dans l'escarcelle de MM. Max Théret, Giancarlo Paretti et Jean-René Poillot. Le groupe Rivaud leur a cédé pour 487 millions de francs la majorité de contrôle (52 %) détenue dans cette maison qui possède l'an des traits de contrôle (52 %) détenue dans cette maison qui possède l'an des traits de l'acceptant de l'acc des trois grands circuits français de programmation cinématographique. La transaction a eu lieu le 16 décembre, jour de la reprise des cotations, qui avaient été suspendues depuis... le 9 septembre dernier. Un détai de suspension record rarement atteint et qui commençait à inquiêter plus d'un détenteur d'actions.

Record également sur le second marché avec le succès de l'entrée de Guillard Musiques à la Bourse de Lyon. Plus

Semaine du 12 au 16 décembre

de 3,5 millious de tîtres out été demandés pour une offre de 35 000 titres. Dans ces conditions, seulement 1 % des demandes out pu être servies au cours de 200 francs. Cette performance est la meilleure enregistrée sur ce marché depuis le krach d'octobre 1987. Deux caisses régionales de Crédit agricole, celles du Midi et de la Gironde, ont émis des certificats coopératifs d'investissements qui ont été cotés cette semaine. Une troisième, celle de la Loire-Atlantique, devrait voir ses certificats négociés dès le 19 décembre. La cotation des Publications Denis Jacob était suspendue avant l'amonce de la reprise de la participation que détient le Groupe de la Cité par CEP Compunications. Cette dernière contrôlera donc 80 % de aications. Cette dernière contrôlera donc 80 % de

cette firme.

Enfin, la maison de titres Duménil Leblé, cotée jusqu'à présent sur le second marché, sera à partir du 22 décembre inscrite à la cote officielle sur le marché à règlement mensuel. Les 4 millions d'actions qui composent le capital seront alors traitées par quotités de dix actions. Une nouvelle OPE (offre publique d'échange) est venne porter à quarante-cinq le nombre de tentatives de rachats d'entreprises enregistré par le marché parisien depuis le début de l'amée. La Compagnie de navigation mixte a annoncé jendi son intention de procèder à une OPE sur les titres de la bolding d'assurances Rhia et Moselle Vie, dont elle détient déjà 58,3 % du capital. L'objectif est à présent de possèder l'ensemble de la participation. Pour cela, la Mixte propose aux actionnaires de cette société l'échange de leurs titres contre des actions Navigation mixte à raison de trois coutre une action Rhia et Moselle Vie.

La acruaine s'est terminée sur foud de scandale

La acmaine s'est terminée sur fond de scandale boursier avec l'annouce par la COB du lancement d'une enquête sur une affaire d'initiés lors du rachat d'American National Can par Pechiney an mois de novembre dernier.
Saisie par son homologue américain, la SEC (Securities
Exchange Commission), la COB s'efforcera de rechercher
l'origine des ordres d'achats passés dans phasieurs sociétés
de Bourse françaises...

Ainsi l'amée finit comme elle avait commencé, sur fond de scandale boursier. C'était alors l'affaire Aletti. Mais entre-temps, comparée à sa manuaise mine de janvier, la place parisienne a repris certaines couleurs. Pour preuve sa progression record de près de 50 %, avec une hausse quasi ininterrompne, sauf pendant deux mois (janvier et mars). Qu'en sera-t-il de décembre. Le terme hoursier s'achère mercreti morchain, jour de l'enprée dans ersier s'achève mercredi prochain, jour de l'entrée dans

Pétroles

B.P.France Primagez
Raffinage
Royal Dutch

Sogerap Total

Sagen
TRT
ELFAquitain
Air liquide
CFAO

Sefimeg
Géophysique
Michelin B
CCMC
Berger SA
Sogerap

(1) Cospon de 2,80 F.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs

2.1 Occid. (GLE) 2.0 Sogeral 1.6 Un. crid. bit.

Val. en cap. (F)

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours 8 déc.

590 484 515

Coms compes-satisti

92,34

- 92.28

Cours 16 déc

79 400

Variation (junt/veills) en pla

(*) Du 8 au 15 décembre inclus,

Or fin (title en barre)

- (title en linger)

- (ti

Since S

DOMINIQUE GALLOIS.

16-10-88 Diff.

Beisse %

2 153

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Reprise en fin de semaine 125

27 14

23.2 42.

hr.

William Chille

Ø.

MARHÉ MONÈTAIR

Rete

Après avoir vécu dans la crainte d'un relèvement du taux d'escompte, la Bourse américaine s'est finalement redressée à la veille du weck-end, regagnant, et même au-delà, le terrain perdu initialement. L'indice des industrielles s'est établi vendredi à 2 150,71

(2 143,49 le 9 décembre). Les investisseurs avaient été per ment décus per la trop faible réduction du déficit commercial, et la menace d'une surchauffe apparue dans diverses statistiques avait fait planer la menace d'un resserrement de la politique monémire du FED. Rien de tei se s'est encore produit pour l'instant.

Ce sont essentiellement les facteurs techniques qui ont favorisé la reprise de vendredi. La dernière séance de la semaine coincidait en effet avec la triple échéance des contrats à terme (actions, options, indices). C'était la fameuse journée des «trois surcières», redoutée pour sa «volatilité». Le fait que tout se soit bien passé est appara platôt encoa-

	9 déc.	Cours 16 dec.
Alcoe	527/8	53 1/2
ATT	29.5/8	29 5/8
Boeing	623/4	61 1/8
Chase Man. Bank	27 5/8	25.1/8 36.5/8
Da Pont de Nemous	\$2.3/3	
Eastman Kodak	453/4	451/8
Extes	44.5/8 521/4	503/4
Ford	453/4	45
General Motors	86 1/2	86
Goodyser	47 5/8	483/4
IBM	120 3/8	121 1/4
III	51	51.3/4
Mobil Oil	455/8	457/8
Pficer	577/8	58 3/8
Schlemberger	33 1/4	32 1/4
Texasco	501/8	51 3/8
	107 3/4	188 3/4
UAL Corp. (cs-Allegis) . Union Carbide	25 5/3	247/8
USX	283/4	28 7/8
Westinghouse	52 7/8	523/4
Xerux Corp	571/2	57

LONDRES Plas 1,4%

299,96 + 6,90 260,29 - 2,89 153 - 17 Initialement en baisse, le London Stock Exchange s'est redressé ces der-72 - 1,29 641 - 39 74 + 4,10 689 + 11 301 + 6 337,70 - 10,30

En dehots du retard pris par la place londonieure per rapport à ses concur-rentes, rien n'explique ce raffermisse-ment, la crainte d'une bausse des taux

Indices «FT» du 16 décembre : 100 valeurs, 1.773,9 (contre 1.750,7);
30 valeurs, 1.436 (contre 1.429); mines
d'or, 163,1 (contre 1.76,8); fonds
d'Etat, 36,85 (contre 86,77).

	Cours 9 dec.	Cours 16 déc.
Beechem	457	471
Bowater	396	395
BP	248	259
Charter	477	476
Courtanicis	247 1/2	
De Boers (*)	11 1/8	10 5/8
Free Gold (*)	79/16	77/16
Giexo	10 31/64	10 7/32
GUS	161/8	16 1/8
ICI	977	995
Remers	473	481
Shell	993	344 (I)
Unileter	443	444
Vickers	148	165
War Loan	397/16	39 1/4

(*) En dollars. (1) Divisé par trois.

FRANCFORT Tassement

Malgré le raffermissement observé à la veille du week-end, le bilan de la semaine pour le marché allemand est Dégatif.

Comme partout, les tensions sur le front des taux d'intérêt ont en un effet dissuasif sur les placements en actions. L'activité a été très modérée à l'approche des fêtes de Noël contribus à favoriser l'effritement.

Indice de la Commerzbank du 16 décembre : 1 610.6 (contre 1 616.4), Dax-30 : 1 296,31 (-5,33 points).

-	9 déc.	16 déc.
AEG BASF Bayer Commerchank Deutschehank Hoechst Karstadt Mamesman Siemens Volkswagen	183 282,70 300 236 542 380,70 401,50 283 496,50 336	184 276,68 295,10 231 543,28 296 386 211 519 348,28
TO	TVO.	

TOKYO Repli

Après neul semaines de hausse, le Kabuto Cho s'est replié cotte semaine, Rien de catastrophique, la baisse n'atteigant pas même i % (-0.85%). La hause des taux d'intérêt dans la monde et toujours, l'état de santé préoc-cupant de l'empereur sont à l'origine de

Indices du 16 décembre : Nildet, 29536,71 (contre 29793,42) ; général, 2279,36 (contre 2305,48).

	Cours 9 déc.	Coun 16 dés
kar nidgestone anon nji Bank onda Motors atsashua Electric	688 1 360 1 380 3 470 1 910 2 370	724 1 390 1 440 3 444 2 626 2 576
itsubishi Henvy My Corp.	6 800	7 686

services publics	earmice.	-	line
	ser vice	s puc	illes

Matériel électrique

	16-12-88	Diff.
Alestel	2.400	- 15
Alsthom	363	+ 0.50
CGE	398.10	- 7.90
Crouzet	447.68	- 6.48
CSEE (ex-Siamaux)	565	inch.
Générale des Esux	1 540	+ 13
IBM (1)	726.58	+ 11.58
Interrechnique	1 440	- 46
III	308.10	+ 3,10
Legrand	3 225	- 50
Leroy-Somer	1 037	- 10
Lyonnaise des Eaux	1 492	+ 40
Moura	237.50	+ 0.40
Merlio-Géria	3 181	~ 49
Moulinex	97.30	- 6.20
PM Labinal	815	- 13
Radiotechnique	604	- 9
Schlumberger	190.50	- 410
SEB	775	- 15
Siemens	1 760	+ 60
Thomson-CSF	214.50	- 1

Banques, assurances sociétés d'investissement

	16-12-88	Diff.
Bail Équipement	290	- 4,10
Bancaire (Cis)	486	- 14
Cetelem	601	- 15
CFF	839	- 42
CF1	459	- 16
Chargeurs SA	1 140	- 16 .
Eurafrance	1 425	- 75
Hénin (La) (1)	541,50	- 30,50
Imm. PlMonceau	327	+ 7
Locafrance	430	+ 2,58
Locindus	857	ancie.
Midi	1 585	- 2
Midland Bank	182,10	
OFP	1 419	- 31
Paris, de réesc	407,70	- 7.39
Schneider	1 126	- 13
Société générale	568 516	- 17
Suez (Cie Fin.)	303.50	- 13
UCB	176	- 13
	2.9	-

	16-12-88		Diff.
Béghin-Say	515	_	8
Bonerain	2 906	+	49
BSN	5 670	ł i	inch.
Carrefour	3 031	+	3
Casino	174,70	! —	1,50
Euromarché	2 271	+	12
Guyenne et Gasc. ,	706	-	5
Lesieur	2 938	+	48
Moet-Hennesty	3179	-	11
Nestié	27 500	-	568
Occid. (Gle)	751	-	53
Olida-Caby	412	-	4,50
Pernod-Ricard	1 171	+	1
Prozodès	2 536	+	36
St-Louis-Bouchon,	1 020	i –	2
Source Perrier	1 335	-	35
		_	

Métallurgie

Alimentation

The state of the s	
construction	mécanique

(1) Courses de 6.60 F

**/		,		
Proc	luite	chin	nique	2

Produits chimi	ques	
	16-12-88	Diff.
Inst. Mérieux	6 130	+ 870
Labo. Bell.	1 693	- 69
Roussel Uc	1 265	+ 15
BASF	945	_ 13
Bayer	1 006	- 26
Hoechst	1 029	- 13
Imp. Chemic	197,80	
Norsk Hydro	103,40	+ 4,60

(1) Coupon de 14.50 F. La Réserve fédérale américaine contraint les banques à prendre moins de risques dans leurs investissements

La Réserve fédérale américaine (Fed) a approuvé, vendredi 16 décembre, de nouveiles réglementations visant à forcer les banques à faire des myestissements moins risqués ou à mettre dans ce type d'opération davantage de leurs fonds propres.

Les six gouverneurs de la Fed se sont unanimement prononcés en faveur de ces nouvelles contraintes qui incitent les établissements bancaires à investir leurs dépôts dans des placements surs tels les bons du Trèsor ou les prêts immobiliers.

Les banques américaines devront à compter du 31 décembre 1990 accroître de 5 % à 7,25 % de leurs actifs la couverture minimum en capital propre de leurs investissements. Ce minimum sera porte à 8 % deux ans plus tard.

Toutefois, les banques n'auront pas à appliquer cette règle pour des investissements jugés sans grand risque comme les bons du Trésor pour lesquels aucune couverture ne sera

requise. Pour les prêts immobiliers garantis par le gouvernement fédéral, la couverture en capital minimum prévue est fixée à 1,25 % seulement.

Selon Mr Diane Cassy, directrice du service de réglementation du groupement américain des banquiers (American Bankers Association), ces nouvelles règles vont encourager les banques à prêter davantage pour financer les achats de logements, secteur actuellement considéré comme risqué.

Ces nouvelles règles, toujours selon Mme Casey, peuvent augmenter les investissements faits aux Etats-Unis par les Américains dans les bons du Trésor qui, depuis ces demières années. étaient de plus en plus placés auprès d'investisseurs étrangers surtout européens et japonais.

Ces nouvelles réglementations mettent les États-Unis en conformité avec l'accord international adopté un an plutôt à Bâle par la Fed et onze autres grands pays

energy of the energy of the state of the property of the energy of the state of the

Mines d'or, diamants

Valeurs diverses

16-12-88 Diff.

0 - 7,80 - 18 + 19

Bâtiment, travaux publics

Auxil. d'entr. 1 849

GTM
J. Lefebvro

16-12-88

1049 - 6 563 + 3 1121 + 16 714 - 20 773 - 44 965 - 12 1374 + 7 56,50 - 3,15 583 - 3 662 + 1 159 - 8,30

	16-12-88	Diff.		16-12-88	
Anglo-American Amgold Bul. Gold M. De Beers Drief. Cons. Gencor (1) Gold Field Harmony Randfontein Saint-Helena Western Deep	91,10 410 73,50 62,80 50,70 93,50 134,30 35,20 404,50 44	- 15,30 - 7,80 - 2,60 - 2,65 - 3,96 + 0,30 - 1,80 - 22,50 - 3,50	Bic Bis CGIP Club Méditerranée Essilor Europe 1 Groupe Cité Hachette HAVAS	551 2 160 820 2 070 1 270 510 3 405 615 3 200 260,20 689 549	1+11111111
(1) Coupon de 3,96 Valeurs à reven ou indexé			L'Air liquide L'Orfal L'Orfal Navigation Mizze Nord-Est Sains-Gobain Saudi Skis Rossignol	3 960 I 138 131,10 546 735 I 195	+11++11

	16-12-88	Diff.
PME 10.6 % 1976	103,45	inch.
8,80 % 1977	125,01	+ 6.21
10 % 1978	102,40	- 0.86
9,80 % 1978	102,78	- 0.28
9 % 1979	100.80	- 0.20
10.80 % 1979	105.35	
16.20 % 1982	107.76	- 0.38
16 % 1982	110.10	
15,75 % 1982	105,09	
CNE 3 %	3 690	+ 220
CNB bg. 5 000 F	102.55	- 0.20
CNB Perihas 5 000 F	162.90	inch.
CNB Spez 5 000 F		+ 0.03
CNI 5 000 F	102.52	- 0.23

		~	
	16-12-88		Diff.
Agache (Fin.)	1721	_	19
BHY	476	-	3
CFAO	1945	+	63
Damari-Serviposte	3 290	 	8
DMC	416	 _	12.18
Galeries Lafayette	1 170	 _	82
La Redoute	3 171	 _	29
Nouvelles Galeries	596	-	31
Printetops	566	l_	22
Roudier	190	-	2.10
SCOA	49.05	_	2.75

Lafarge Maisons Phénix Poliet et Chausson SCREG Filatures, textiles, magasins

	16-12-88	Dif	Mines, caoutel	louc,		
ache (Fin.)	1 721 476 1 945	- 19 - 3 + 63				
mart-Serviposte	3 290	- 8	**	16-12-88	7	Diff.
IC	416 1 170 3 171	- 87	Géophysique Imétal	460,50 275	+	12,50
uvelles Galeries ntemps	596 566	- 31 - 22		175,90 81,70	-	4,90 3,55 1,65 0,05
odierOA	190 49,05		10 RTZ 75 ZCI	43,75 2,15	Ξ	1,65 0,05

MATIF

COURS	ÉCHÉANCES					
COURS	Déc. 88	Mars 89	Juin 89	Sept. 89		
Premier	-	~	-	-		
+ haut	106,55	105,85	105,20	104,95		
+ bas	106,30	105,60	105	104,80		
Deraier	106,45	105,75	105,15	104,90		
Compensation	106,45	105,75	105,15	104,90		

Compensation 100		6.45 105,75		105,15	104,90	
Nombre	de contrata : 3	6 10L				
LE VOLUI	ME DES T	RANSAC	TIONS (er	n milliers o	de francs)	
	12 déc.	13 déc.	14 déc.	15 déc.	16 déc.	
RM Comptant	1 376 468	1316776	1 184 956	1 279 504	1363048	
R. ct obf Actions	9901 505 375 132	8 576 797 241 826	8 518 616 212 585	11 891 715 225 563	11 386 362 877 097	
Total	11 653 105	10 135 399	9915572	13 396 782	13 626 507	
INDICE	SQUOTED	IENS (INSI	E hase 100	, 31 décembr	re 1987)	
Françaises.	138.2	137	137	135,9	-	
Étrangères.	115,4	115,5	116,4	115,6	-	
	SOCIÉTÉ (bas	DES BOUI ie 100, 31 d	RSES FRA Écembre 19	NÇAISES 87)		
Tandana	1622	1521	151 9	150.5	150.8	

· Cas places d'or ne sont cooles qu'à la Tendance . 153,2 | 152,1 | 151,9 | 150,8 BONS DU TRÉSOR (base 100, 31 décembre 1981) Séance du 16-12-88 Indice gén. 396,8 395,8 394,7 393 (base 1000, 31 décembre 1987)

India: CAC40. | 1 497,81 | 1 486,92 | 1 484,75 | 1 473,12 | 1 476,63 OMF (base 100, 31 décembre 1981) Indice ONOF 50. | 415,70 | 412,07 | 410,58 | 407,19 |

77.

77128

শুকু

 $(v_{m+1},\ldots,v_{m+k})_{m+1}$

1.00 (# %)

graphic problem

2 500000

4. A. A. A. M. S. A.

1 m

Q 1 0 12

50 (g

OC-

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Et si un franc valait un mark?

Imaginous que, conformément à a su prévenir toute tension en une poursuite du rapprochement une proposition américaine sommise en toute bonne soi à la réflexion des Européens, un franc français ait bientôt la même valeur qu'un mark allemand, un florin hollandais ou une lire italienne. On dis-poserait ainsi de fait d'un moyen de paiement qui serait communé-ment accepté dans notre continent, tout en maintenant différentes les mounaies. Cela permettrait dans un premier stade d'éviter d'aborder le sujet épineux de la création d'une monnaie commune qui devrait être émise par une même-banque centrale européenne.

M. Robert Heller, membre du M. Robert Heller, membre du conseil des gouverneurs du Système de réserve fédérale des Etais-Unis, est l'auteur de cette suggestion dont il vante la portée symbolique et la simplicité. Pour parveuir à la parité de change sou-haitée, il suffirait, di-il, de multiplier la valeur de chaque devise par l'inverse de son cours central vis-à-vis de l'ECU, l'unité monétaire euronéeme. L'opération ne taire européenne. L'opération ne serait pas plus compliquée que celle qui a donné naissance voici trente ans au franc lourd.

Du point de vue des marchés des capitaux, il est frappant de relever qu'une personnainé étrangère si autorisée puisse ainsi pratiquement faire fi des éventuelles distorsions de taux d'intérêt qui pourraient se produire par la suite. Croire que la parité monétaire pourrait subsister suffisamment longtemps entre des devises réputées les unes pour leur force et les autres pour leur faiblesse ne revient-il pas à prévoir que d'un pays à l'autre le loyer de l'argent et la rémunération des capitaux ne différeraient guère. Aussi, nom-breux ont été les spécialistes qui se sont empressés de dénoncer l'utopie de la proposition américaine.

D'autres au contraire y voient un signe encourageant, qui reflète bien la convergence des efforts poursuivis dans les grands pays européens. Ils ne manquent pas à cette occasion de relever la façon dont la Banque centrale allemande Europe en laissant entendre, près d'une semaine à l'avance, qu'elle allait relever son taux lombard, ce qu'elle a fait jendi dernier. Ils mettent encore en évidence la façon dont le système monétaire européen a, cette année, résisté aux rumeurs et aux pressions. Impres-sionnés par la solidité des liens qui unissent les devises du SME, d'aucuns n'hésitent pas à prévoir

des taux d'intérêt en Europe. Devant une telle perspective, de nombreux emprunteurs envisagent de renforcer le poids des monnaie considérées comme les plus fortes en Europe, franc suisse ou deutschemark, afin de profiter au maxi-mum du niveau de rendement relaassocié. Les plus prudents sont par-ticulièrement attirés par la

Des swaps insuffisants

Les marchés internationaux des emprunts en yens risquent de s'assécher quelque peu, faute d'un approvisionnement suffisant en approvisionnement suffisant en nouvelle dette de qualité. Trom-pant les espoirs entretenus par de récentes mesures de libéralisation, les belles signatures s'y font rares. La monnaie japonaise apparaît tou-jours trop forte à de nombreux débiteurs qui redoutent de s'expo-cer directement à me riceux de ser directement à un risque de change qu'ils jugent important. Quant aux possibilités d'arbitrage qui permettraient de s'y soustraire, elles ne sont que pen attrayantes. Aux conditions du marché, une opération de swap ne déboucherait en dollars qu'aux environs du Libor, au mieux à cinq on dix points de base de moins que ce taux de référence interbancaire.

Habitués à de bien meilleurs résultats, ayant souvent cette année frôlé ou atteint la cinquantaine de centimes au-dessous du Libor, les entreprises publiques françaises qui envisagent de lever des fonds à l'étranger ne sont guère pressées d'inscrire leur nom sur la liste des candidats à une «émission samou-ral» à Tokyo. Cette situation, qui découle de froides et objectives considérations d'ordre technique, risque de durer aussi longtemps que le marché des swaps ne sera pas plus favorable.

Il est intéressant de relever dans ce contexte l'absence de toute implication d'ordre politique de la part des débiteurs français. Cela se voit d'autant mieux que des emprunteurs originaires d'autres

moyenne que représente l'ECU.

pays, d'Espagne et des Etats-Unis en particulier, tendent à se servir du marché des capitaux de Tokyo comme d'une tribune de choix pour vanter leurs atouts. Ils atten-dent de leur opération samoural des retombées bien plus importantes que celles de leur seule émission financière. Le prétexte leur est fourni d'une vaste opération publicitaire qui devrait attirer des entreprises japonaises à investir directement chez eux. C'est ce qui se produit notamment dans l'Etat américain du Kentucky.

Un emprunteur français, Interfinance Crédit national, s'est présenté la semaine passée sur le mar-ché de l'eurodollar canadien. Son emprunt est une illustration de la structure des taux d'intérêt, dont la courbe s'est fortement inversée. Sa brève échéance de deux ans a, pour les prêteurs, l'avantage d'offrir un rendement supérieur à celui que procureraient des obliga-tions de plus longue durée. Son coupon est de 11,50% et son prix d'émission est de 101,40% du pair. A l'issue d'une transaction de swap dont s'est chargé JP Morgan Securities, le chef de file du consortium d'émission, l'emprunteur dispose de fonds en ECU à taux variable. Les titres sout visiblement destinés à des investisseurs privés qui appré-cient la qualité d'une des meilleures signatures françaises parve

sans la garantie de l'Etat. CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Un dollar dopé

Logiquement, cette semaine, le de 7% - par rapport aux monnaies dollar aurait dù baisser à l'annonce européennes, s'établissant à 105des résultats du commerce extérieur des Etats-Unis pour le mois d'octobre, qui se sont traduits par un déficit de 10,35 milliards de dollars contre 10,67 milliards en septembre. Certes, ce chiffre révélait une légère diminution, mais voilà six mois que ce même déficit ne réussit pas à décrocher d'une moyenne mensuelle de 11 milliards de dollars. Est-ce déjà la fin du processus de rééquili-brage annoncé au début de l'année? Certes, les importations se sont contractées davantage (-1,7 %) que les exportations (-1,1 %). mais beaucoup d'opérateurs tablaient sur un déficit moins élevé (8,5 à 9,5 milliards de dollars) et la déception a été nette.

Dans les heures qui suivirent la Dans les heures qui suivirent la publication du chiffre du commerce extérieur le mercredi à 14 h 30 heure européenne, le dollar commença à faiblir, revenant de 1,75 DM à 1,7380 DM et de 123,90 yens à 122,75 yens. Mais dès le jeudi après-midi et, surtout, dans la journée de vendredi, les cours de la devise américaine ont commencé à remonter s'élevant en pointe. à remonter s'élevant en pointe, jusqu'à 1,76 DM ce qui obligea la Bundesbank à intervenir. A Paris, le billet vert repassait au-dessus de 6 F pour la première fois depuis le 10 novembre.

Le motif? Tout simplement la rumeur d'un nouveau relèvement du taux d'escompte de la Réserve fédé-rale, à la suite des augmentations de taux décidées en Europe. Cela vaut à court terme. A plus long terme, il est intéressant de faire état des pronostics des grands opérateurs américains. Dans les prévisions annuelles de Salomon Brothers, le dollar, tou-jours victime des énormes déficits budgétaire et commercial des Etats-Unis, pourrait perdre « plus de 10% » par rapport au yeu et « plus européennes, s'établissant à 105-110 yens et 1,60-1,70 DM. Merrill Lynch confirme avec un recul de 10% à 15% par rapport aux niveaux actuels -. Salomon Brothers prévoit malgré tout un déficit commercial américain ramené de 120 milliards de dollars à 100 mil-liards ; le taux d'inflation atteindrait, seion la même firme, 5,5% à la mi-1989 pour revenir à 5,25% par la suite, en liaison avec le ralentissement de la croissance, dont le rythme annuel reviendrait de 4.2% au premier semestre à 2,6% au

Concernant le système monétaire européen, Salomon Brothers juge « probable » un réaménagement « si le déséquilibre commercial entre la France et la RFA persiste -, la pression sur le franc français risquant de se renforcer, car « la France pour-rait se révéler peu disposée à relever ses taux d'intérêt si sa croissance se ralentit, tandis que la RFA résis-tera à tout relachement de sa politique monétaire ». Conclusion : la parité F-DM serait susceptible d'être réajustée de 5% à 6%, toujours selon Salomon Brothers.

La livre sterling a légèrement faibli à l'annonce d'un petit ralentissement de la consommation intérieure britannique, qui a contribué à une non moins légère détente des taux, toujours très élevés (au-dessus de

Le franç français n'a guère varié cette semaine, mis à part une pointe fugitive à 3,4215 F, nouveau record historique, sur un lapsus de M. Jean-Marie Rausch, ministre du com-merce extérieur. Mercredi aprèsmidi. M. Rausch déclarait à l'agence Renter, dans le feu d'un entretien sur le GATT : - Je trouve que le mark est trop fort : si on le réévaluait, la France pourrait ven-

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AU 16 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 décembre, 4,8324 F contre 4,8390 F le vendredi 9 décembre.

dre un peu plus à la RFA, puisque ses produits seralent moins chers ... Immédiatement, le mark bondissait pour redescendre un peu au-dessous de 3,42 F (le cours-plafond du mark est de 3,43 F). Une demi-heure après, copieusement rabroué, le ministre diffusait hâtivement un démenti: « Mes propos ont été déformés. Il n'est, en aucun cas, question pour les autorités françaises de modifier les parités françaises de modifier les parités françaises. La réévaluation du mark serait contre-productive, et se traduirait par un accroissement de l'excédent extérieur allemand.

Pauvre M. Rausch qui ne fait que répéter tout haut ce qu'on murmure quotidiennement à Francfort : les excédents de la RFA qui vont grossir encore l'année prochaine consti-tuent un véritable problème pour la Communauté économique euro-péenne. Problème qui ne sera certes pas résolu par une réévaluation du mark, mais qui va rendre cette der-nière inévitable. Toujours à Françfort, on estime que le compte à rebours est commence et que, dans leur for intérieur, les dirigeants de la Bundesbank sont persuadés que l'opération prendra place dans le courant de l'année prochaine. Il faut rappeler, à ce sujet, que les autorités monétaires allemandes ont toujours de résistance à l'inflation, même si les industriels germaniques n'aiment pas trop les réévaluations puisqu'elles réduisent, un peu, leurs marges à l'exportation.

FRANÇOIS RENARD.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Retour à la case départ

C'est parti ou, plutôt, c'est reparti!

Comme la rumeur en courait déjà à la fim de la semaine dernière (le Monde daté 11-12 décembre 1928), la Banque fédérale d'Allemagne a relevé l'ensemble de ses tanx d'intervention, celui de ses pensions à vingi-huit jours d'abord, porté, mercredi, de 4,70 % 4,90 % à 5 % 5,50 %, ensuite, celui de son tanx Lombard, celui des avances faites aux banques, contre dépôt de titres (effets de commerce on autres), pour leur permettre de se refinancer à très court terme (un à dix jours), porté, jeudi, de 5 % à 5,50 %.

A l'issue de la kongue réunion (qua-

A l'issue de la longue réunion (qua-tre heures) du conseil de la Bundes-bank, jeudi matin, son président, M. Karl Ono Poehl, a justifié les décisions prises par trois facteurs : l'évolu-tion des prix intérieurs (+1,6% l'an) taux d'intérêt montent partout, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne notamment; l'excellente conjoncture économique régnant en Allemagne actuellement permet de donner un petit coup de frein. « De toute façon, a-t-il précisé, mieux vaut agir à temps avant que d'éventuelles attentes inflationnistes, en se développant, ne nous obligent dans quelques mois, à manier la hache. » Bref, il faut devancer l'inflation, et non la suivre.

Très logiquement, l'ensemble des banques centrales européennes emboi-taient le pas à la Bundesbank, relevant qui leur taux Lombard, qui leur taux d'escompte, comme la Belgique, les Pays-Bas, l'Antriche, la Suisse. En France, l'institut d'émission réagissait par avance, sans attendre l'augmenta-

tion du Lombard allemand le lende-main. Dès le mercredi soir à 19 h 30, procédure inhabiturelle, les services de la banque, après avoir en du mal à trouver le ministre des finances, M. Berégovoy, faissient connaître que le taux d'intervention officiel passait de 7,25 % à 7,75 %, un demi-point de hausse, et celui des pensions à 5-10 jours, de 7,75 % à 8,50 %, trois constat de noies la céleral de la constant de noies la céleral de la constant de noies la céleral de la constant de noies la céleral de constant de noies la céleral de la constant de noies la céleral de constant de noies la céleral de la constant de noies la celeral de la constant de noies la celeral de la constant de noies la celeral de la celera quarts de point. Le « chenal » d'évolu-tion des taux sur le marché interbacaire s'Elargissait d'autant. Immédiatement, le loyer de l'argent

an jour le jour passait de la fourchette 7 3/4 %-7 7/8 %, à 8 3/8 %, d'autent que la Banque de France, dans son appel d'offres du vendredi 16 décem-bre, effectuée au taux nouveau de 7.75 %, n'a servi que 40 % des demandes de liquidités, soit 45,4 milliards de francs, face à une « tombée » de 61,8 milliards de francs pour les bil-lets venant à échéance. Ce faisant, la banque pousse les empranteurs vers les pensions à 5-10 jours, à un taux de trois quarts de point plus élevé.

Les motifs de la décision de la Banque de France étaient clairs : en aucune façon les taux français ne peuvent décrocher des taux allemands, au nom de la défense du franc. - La France doit s'arc-bouter sur sa politique monétaire pour préserver la mon-naie », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, qui « ne croit pas » que la hausse généralisée des taux aura des conséque à court terme sur l'économie française.

Il faut l'espérer, car le coût du crédit pour les entreprises françaises risque de monter. Celui des billets de trésorerie

l'heure actuelle) aligné sur les taux des marchés interbancaires, va monter d'un demi-point au moins. Quant au d'in demi-point an moins. Quant au taux de base des banques, ramené en juillet dernier de 9,60 % à 9,25 % à la faveur de deux abaissements successifs du taux d'intervention de la Banque de France, de 7,25 % à 6,75 %, il devrait, logiquement, remonter si la tension persiste, puisque non seulement les deux abaissements en question ont été annulés, mais que le taux d'intervention a été augmenté à due concurrence. tion a été augmenté à due concurrence. Gageons que, rue de Rivoli, on fera tout pour « persuader » les banques de A la veille du week-end, dans les milieux financiers internationaux, tout

qu'elles émettent en permanence (environ 70 milliards de francs à

d'escompte américain, porté de 6 % à 6.5 % en soit dernier. Logiquement, la Réserve fédérale des États-Unis devrait prendre une telle mesure, qui fait toujours suite à l'augmentation du coût des ressources des banques outre-Atlantique. Or ce dernier ne fait qu'augmenter, le loyer de l'argent au jour le jour (Federal Funds) étant passé de 8 1/2 % à 8 3/4 %-9 %, sous l'œil impassible et approbateur de ladite Réserve, dont, toutefois, les dirigeants sont partagés. Les uns souhaitent alors de la ladite les uns souhaitent de la ladite les unes souhaitent de la ladite les uns souhaitent de la ladite les unes souhaitent de la ladite les la la la la la ladite les la ladites les la la ladites les la ladites les la ladites les la ladites les la ladites la ladites la ladites la ladites la ladite l tent relever le taux d'escompte pour mienx lutter contre une inflation en reprise lente mais sûre; les autres s'y refusent, craignant de faire monter le dollar, ce qui serait désastreux pour la balance commerciale. A Paris, le marché - on s'en doute

- n'a pas très bien pris la montée du taux, l'ampleur de sa réaction ayant été, toutefois, limitée sur le MATIF, le cours de l'échéance mars a commencé par chuter d'un demi-point, à 105,10, avant de se redresser à 105,45, en recul toutefois sur les 106,10 du vendredi précédent. Cette résistance semble due des achats de titres français émanant de l'étranger. Sur le front des émissions, les acti-

vités se ralentissaient à l'approche des fêtes de fin d'aunée. Le seul emprunt de la semaine a été celui de la Caisse de ce a senzane a ete ceuit de la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH), qui a retenu, à son adjudication, i miliard de francs offerts. L'accueil a été convenable, pour une émission à taux variable, indexé sur le Pibor trois mois. Ce qui metaté sur le Pibor trois mois. Ce qui protecté sur le Pibor trois mois. restait en stock de la semaine dernière à savoir les deux tranches à taux fixe (1,7 milliard de francs) de l'emprum Crédit foncier de France, a fini par se caser, après un accueil initial plutôt frais, en raison des conditions d'émission, jugées trop « tirées » par le mar-ché (des rendements de 8,72 % et 8,54 %). Comme nous l'avons dit la semaine demière, ledit marché reste frileux, pour les raisons énoncées plus haut et notamment les risques d'inversion des taux.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les mystères du café

A la veille du week-end, dans les milieux financiers internationaux, tout le monde attend le relèvement du taux d'accompante américain parté de 6 de la situation est à ce point confuse qu'on voit les producteurs encourager la baisse des prix tandis que les torréfacteurs favorisent au contraire leur remontée. « C'est le monde à l'envers », s'exclamait en fin de semaine un négociant, pendant que les cours se montraient très fermes à Londres, s'établissant à I 153 livres par tonne. Pour comprendre cette étrange répartition entre haussiers et baissiers, il faut entrer dans les arcanes de l'Organisation internatio-nale du café (OIC), qui calcule chaque jour un prix de référence (moyenne des prix enregistrés sur les différents marchés au cours des quinze dermiers jours). A mesure que ce prix franchit certains palliers à la hausse ou à la baisse, l'OIC a la possibilité de réduire ou d'augmenter de 1 million de sacs de 60 kilos le quota global d'exportation de café autorisé pour la campagne, et fixé cette année à 56 millions de sacs. Il était ainsi prévu que, en cas de dépassement du prix moyen de

PRODUITS	COURS DU 16-12
Cnivre h. g. (Leaker)	1 665 (- 73)
Trois mois	Livres/tonne
Aleminium (Losius)	1 355 (+ 5)
Trois mois	Livres/tonne
Nickel (Leadres)	15 306 (+1 100)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Pais)	1 690 (- 45)
Mars	Francs/tonne
Café (Louira)	1 143 (+ 35)
Janvier	Livres/tome
Cacao (Ner-York)	1 616 (-)
Mars	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	436 (+ 9)
Décembre	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	274,25 (+ 14,75)
Décembre	Cents/boisseau
Soja (Chicago)	255,50 (+ 8,80)
Décembre	Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

deuxième million de sacs devait être mis sur le marché si le prix moyen se stabilisait au-dessus de 114.4 cents pendant quinze jours. Mais au-delà du 31 décembre, ces possibilités d'augmenter l'offre de café disparaissaient jusqu'en septembre 1989. Voilà comment les torréfacteurs se sont improvisés haussiers, et les producteurs baissiers. Pour être assurée de ses approvisionnements en 1989, la torréfaction a accru ses achais pour faire monter les prix et déclencher le mécanisme d'augmentation du quota de café. Les producteurs ont, au contraire, tenté de « suralimenter » momentanément le marché pour peser sur les prix et éviter que 1 puis 2 millions de sacs supplémentaires viennent hypothéquer une remontée des cours plus durable l'année prochaine.

Les industriels du café sont en passe de gagner sans peine. Le 1^{es} décembre, le prix indicatif de l'OIC s'est établi à 114,41 cents. Une hausse « sur mesure » qui permettrait de porter le quota global d'exportation à 57 millions de sacs et aux torréfacteurs de se frotter les mains. L'OIC décidait, de surcroit, de privilégier l'arabica de grande qualité, actuellement très recherché, dans le million de sacs libéré. Si le marché se maintient au-dessus des 114.4 cents jusqu'au 21 décembre, un autre million de sacs sera offert. L'actuelle fermeté des cours laisse penser que cette opération va de soi...

Les torréfacteurs sont servis dans leur entreprise par les mauvaises nouvelles qui ne cessent d'être rapportées sur le marché quant à l'état des récoltes. Nouvelles ou rumeurs ? Les deux se mélangent et provoquent de réelles tensions sur les prix qui, à New-York, sont à leur meilleur niveau de ces cinq derniers mois. Certaines prévisions annonduction brésilienne d'arabica supérieur. Toutes variétés confondues, le

lions de sacs de moins que pour la campagne précédente. À cette tension sur l'offre s'ajoute la grève qui paralyse les ports brésiliens et affecte les livraisons de café Santos, déjà sujet à une relative pénurie. La Colombie, second producteur mondial d'arabica, a, de son côté, essuyé des pluies torrentielles jamais vues depuis vingl ans. Le ramassage des cerises de calé a pris du retard, comme chez les producteurs d'Amé-rique centrale où les plantations sont endommagées par des ouragans de fin de saison. Ces retards et incertitudes quant à la qualité et au volume de marchandise disponible dans de breis délais favorisent à l'évidence les desseins des torréfacteurs. Une autre inconnue est désor-mais de savoir quel sera l'effet des augmentations de quota sur les prix du casé. Les producteurs seront-ils tentés par la suite de retenir la mar-chandise à l'embarquement pour faire payer à l'industrie le prix fort de sa manœuvre ? C'est peu probable à l'approche de la renégociation de l'accord international prévue en septembre prochain, où sera fixée une nouvelle fourchette de prix (plancher et plafond) pour le café. Pour l'instant, les préalables à cette rencontre sont plutôt favorables. Le Brésil, qui était très demandeur d'un quota élevé, sera sans doute moins gourmand en raison de la haisse de souhaitent depuis plusieurs mois un rééquilibrage du quota global en faveur de l'arabica ont déjà été écoutés lors de la dernière remise en encore régler la question du «café touriste», ce calé vendu aux pays non membres de l'accord international 40 % à 50 % moins cher que le prix de marché défendu par l'OlC. Membres de l'accord, les Etats-Unis s'étranglent en apprenant que leur effort financier permet à l'URSS, à Cuba et au Vietnam de boire du petit noir - moitié prix...

ÉRIC FOTTORINO.

La Corée du Sud créditrice nette

La Corée du Sud va devenir pour la première fois de son histoire créditrice nette, le total de ses avoirs à l'étranger dépassant le montant de sa dette extérieure.

Le bureau gouvernemental de planification économique (EPB) estime dans une étude que la Corée du Sud envisage de payer 3,5 mil-liards de dollars de remboursement sur sa dette l'année prochaine afin de ramener le total de ses emprunts à l'étranger à 28.5 milliards de dollars. Dans le même temps le total des avoirs sud-coréens à l'étranger atteindra 31,5 milliards en 1989 contre 25,3 milliards de dollars en

La dette sud-coréenne avait atteint un sommet en 1985 : 48 milliards de dollars. Elle a depuis réguhèrement diminué grâce aux excédents de la balance des palements. Celui de 1989 devrait atteindre 9.5 milliards de dollars.

Une réunion du groupe des Sept serait inutile, estime un haut responsable japonais

Un haut responsable de ministère japonais des finances a pratique-ment écarté, vendredi 16 décembre, la possibilité d'une réunion prochaine du groupe des sept pays les plus industrialisés (G-7).

Le vice-ministre des finances, chargé des affaires internationales, M. Toyoo Gyohten, a indiqué à la presse que les dirigeants des finances des autres pays du groupe n'avaient pris aucune décision en ce sens. Cette affirmation intervient après des déclarations émanant de responsables de différents pays concernés - M. Bérégovoy notamment - exprimant le souhait d'une telle résmion.

Pour M. Gyohten, celle-ci serait inutile sans la perspective d'un accord pour favoriser la stabilité des taux de change ou la coordination des politiques économiques.

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

- 3 L'ouverture à Tunis du dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP et la genèse du rapprochement.
- 4 La seconde Commiss Delors mise en place.
- L'Algérie en ébullition (IV). 5 Nouvelle manifestation de masse en Espagne.

SOCIÉTÉ POLITIQUE

- 6 M. Rocard avant son pas-8 M. Pierre Joxe en visite au sage à €7 sur 7 ».
- La réunion du comité cen tral du RPR. 7 Le Sénat repousse le col-
- lectif budgétaire. - « Livres politiques », par André Laurens.
- Six cas de méningite en Côte-d'Or. - Sports. Tennis : finale de

Pays basque.

la Coupe Davis.

10 A Paris, l'urbanisme est à l'ordre du jour : les ctor-

tifs», un espace à recon-quérir ; l'Arsenal, une vitrine pour les grands projets. Théâtre : la Vie singulière d'Albert Nobbs; C'est

CULTURE

dimenche Musiques : réauverture du

ÉCONOMIE

- 13 La reprise de MBB par Daimler Benz est plus difficile que prévu.
- 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.

TÉLÉMATIQUE SERVICES

- · Automobile : assurance en direct ASSUR · Chacue matin : l'actualité vue par le Monde . . . JOLIR
- · Acménie : où adresser vos dons? INT Abonnez-vous au Monde

3615 tapez LEMONDE

La visite de M. Rocard à Angers

Un laboratoire pour le câble... et le rocardisme

Appui au plan câble... et appui au maire rocardien, à Augers, vendredi 16 décembre. L'inauguration du réseau câblé de la ville par le premier ministre était placée sous le signe de l'audiovisuel. Mais elle n'a pas plus évité la politique que les manifestations cégétistes.

Je suis de ceux qui pensent que les épées ne doivent pas rouiller - : premier invité devant les caméras de la télévision locale naissante TV 10, M. Michel Rocard a justifié de cette façon le recours à l'article 49-3 pour faire voier la loi sur l'audiovisuel. Pour lui. l'axe central de la loi est simple : · L'autorité politique doit mettre en place une autorité technique qui s'imposera par ses décisions. Tout le reste n'est que faux-semblant. » La conjonc-tion des oppositions – et donc le recours au 49-3 - aurait ainsì plus à voir avec les municipales qu'avec

·Peut-on dire la même chose à propos du choix d'Angers pour cette visite? Le maire de la ville, M. Jean Monnier, vieil ami et partisan de M. Rocard, est en effet l'un des rares socialistes qui gouverne sans les communistes. « Ce ne serait pas le seul domaine où Angers est un laboratoire... », a glissé M. Rocard, même s'il affirmait être venu d'abord donner son appui au Plan

Eloge d'Eurêka

Le réseau câblé d'Angers, qui compte 18 000 prises installées (et 80 000 à terme pour un coût de 220 millions de francs), est en effet le premier, parmi les cinquante-deux villes du Plan câble, à mettre en pratique certaines des nouvelles orientations définies en octobre par le ministre des PTT, ? . Paul Quilès. Réduction du coût du réseau, investissement flexible et différé et abonnements collectifs à bas prix (le Monde du 5 octobre). les options retenues à Angers sont le fruit de négociations entre la mairie, le constructeur (France Télécom) et l'opérateur du réseau, Angers-Citévision, qui regroupe la Caisse des dépôts, la Caisse d'épargne d'Angers, EDF. Carrefour et la Caisse nationale de prévoyance.

M. Rocard s'est félicité de tout cela. Mais sous les voûtes du plus ancien hôpital de France, Saint-Jean, restaurées par la ville pour accueillir la tapisserie du Chant du monde de Jean-Lurçat, le premier ministre a aussi élargi son propos à l'ensemble de l'audiovisuel et à l'Europe. Car - l'enjeu de la comtion concerne tous les supports de diffusion - et - exige la mobilisation des industriels et des

Jusqu'au 16 janvier 1989 à LA RÈGLE À CALCUL

L'OCCASION

OU JAMAIS

DE PASSER

LA MICRO

de TOSHIBA

LO MALLETTE

MAGIQUE WORK

Le loguiel intégré Microsoft-WORKS et

formation

sur place" per Cetelem no Corté Agrare

opérateurs, et pas seulement celle de l'Etat ». Rappelant les premiers résultats encourageants du programme Eurêka de TV haute définition, le premier ministre souhaite toutefois que l'ambition culturelle aille de pair avec l'ambition économique. Puisque ce sont . les contenus qui assureront la réussite du cable -, M. Rocard a salué le dynamisme des chaînes thématiques. Désireux d'encourager les initiatives des éditeurs indépendants et des exploitants de réseau, il a vanté le canal local « qui peut être un lieu privilégié de dialogue, d'informations et, pourquoi pas, de formation - à condition sans doute d'en revoir les formats et les coûts ».

Au-delà de la complémentarité entre le câble et le satellite qui lui apparaît - naturelle -, M. Rocard a surtout plaide pour l'Eurêka audiovisuel et la perspective tracée par le président de la République. « Il y a urgence », car « l'irruption massive des télévisions commerciales dans plupart de nos pays s'est faite jusqu'ici au détriment de la création . Aussi le premier ministre parle-t-il - d'offensive sur le plan de la création . qui nécessite des financements, incite à la production, développe le multilinguisme, encourage les échanges de programmes. Une offensive dans laquelle - les sélévisions publiques doivent prendre une large place » et qui aille « au-delà de l'édiction de règles protectionnistes ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Mort du critique dramatique Patrick de Rosbo

Le critique dramatique Patrick de Rosbo est mort vendredi 16 décembre à Paris. Il était agé de

Depuis longtemps Patrick de Rosbo tenait le feuilleton dramatique du Quotidien de Paris. Ii collaborait aussi au Quotidien du médecin après avoir longtemps travaillé aux Nouvelles littéraires et à Combat. Passionné de théâtre, il ne manquait pratiquement aucune pièce et avait pour les comédiens une chaleur et une générosité qui n'exclusient pas pour autant la lucidité. Il leur avait d'ailleurs consacré deux volumes de portraits : le Tarot des comédiens, para chez Clancier Guénaud. Il avait également publié des Entretiens avec Marguerite Yourcenar (Mercure de France) et des Mémoires de Vivaldi (Robert Laffont).

 Gaston Thorn nommé prési-Thom, PDG de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), a été nommé, marcredi 14 décembre, président de RTL-Plus, une chaîne de élévision privée allemande dont la CLT est le principel actionnaire Ancien ministre d'Etat du grandduché de Luxembourg et exprésident de la Commission euro-péenne, M. Thom succède à M. Gust Grass qui n'était plus candidat à ce poste.

Le numéro du « Monde » daté 17 décembre 1988 a été tiré à 566 485 exemplaires L'adoption du projet de loi sur l'audiovisuel

L'opposition ne déposera pas de motion de censure

Le groupe UDF a annoncé, ven-dredi 16 décembre, qu'il renonçait à déposer une motion de censure après l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi relatif à la liberté de la communication. Le recours à l'article 49-3 constitue, selon les députés UDF, la preuve d'une « double faiblesse » du gouvernement : « Il ne dispose pas d'une majorité pour voter un texte qu'il estime essentiel; il n'a pas su trouver les voies du dialogue et du consensus avec l'opposition ».

Le gouvernement de M. Michel Rocard n'a pas, estime l'UDF, respecté l'engagement pris par le président de la République dans sa « Lettre aux Français. d'après laquelle · un large consentement des familles politiques serait nécessaire et sur la structure, et sur les compétences de ce Conseil supérieur de l'audiovisuel ».

Les députés RPR, à l'origine de la motion de censure déposée la semaine dernière, avaient déclaré qu'ils laisseraient cette fois à leurs collègues de l'apposition le soin de prendre, ou non, cette initiative. Ils ne cachaient pas vendredi leur mécontentement face au refus de l'UDF de déposer à son tour une motion de censure. L'UDC quant à elle y était hostile et, de toute façon, ne pouvait en prendre seule l'initiative en raison du nombre insuffisant de ses députés.

Le texte sur l'audiovisuel est donc tira la semaine prochaine au Sénat. avant de revenir une dernière fois à l'Assemblée, où un recours à l'article 49-3 devrait permettre son adop-

Reconnaissant le « préjudice » causé aux usagers

Carnet 9

Météorologie 9

Mots croisés 9

La CGT cherche à sortir du conflit de la RATP

Après cinq semaines de perturbations, la situation va-t-elle se cla-rifier à la RATP?

Vendredi 16 décembre au soir, plusieurs organisations de la CGT, odont la fédération des transports, l'union régionale lle-de-France, et l'union syndicale RATP ont rendu l'unon syndicate volt de l'apogée de la « détermination » syndicale et semble, parallèlement, indiquer la volonté de sortir d'un conflit devenu très impopulaire.

La direction de la RATP a annoncé de nouvelles fermetures de lignes de mêtro. A quelques jours, de Noël, elle cause un préjudice considérable pour les usagers de la RATP » commence par souligner la CGT. « Comment pourrions-nous rester indifférents alors qu'une tenson extrême existe dējā (...) et qu'à tout moment un drame peut survenir?

La CGT dénonce un tel com-portement qui tourne le dos aux intérêts du service public. Elle refuse de céder à un tel chantage ., poursuit le communiqué où il est cependant précisé que « pour toutes ces raisons, la CGT propo-sera des lundi aux assemblées générales de prendre en compte cette situation et d'en tirer toutes les conséquences qui s'imposent par des décisions permettant de mettre en échec cette provocation et d'affirmer la convergence des intérêts avec les usagers et l'opi-

Cette explication semble préparer une proposition de reprise de travail. « conforme aux intérets tous », mais est surbordonnée à la reprise de négociations, implicite-ment demandées à la direction et au gouvernement. • Que personne ne s'y trompe, la CGT ne renoncera pas ., poursuit en ce sens le communiqué, en rappelant que la

« détermination est grande ». Si l'opportunité n'était pas saisie, si la direction générale . s'obstinait dans son attitude provocatrice, faisant des personnels et des usagers des otages », confirme la CGT, on ne serait - que retarder les solutions indispensables », on « pren-drait le risque de la poursuite du

Dans l'Humanité du 17 décembre, Armand Spire signe un édito-rial qui sournit la même interprétation. Sous le titre - Dans l'intérêt commun . l'éditorialiste rappelle que le PCF a le souci de fortifier le mouvement social « dans l'intéret general - et qu'il sait - d'expérience qu'une lutte a besoin d'être entourée de la solidarité populaire pour aboutir . Les aspirations profondes des agents et des usagers doivent donc être prises en considération, sur la base de l'union.

En tout état de cause, les événements attendus pour lundi et mardi seront déterminants. Les syndicats et la CGT ont annoncé qu'ils consulteraient les ateliers en grève au cours d'assemblées générales et qu'un vote interviendrait à bulletine secret dans la matinée du 19 décembre. Le lendemain. 20 décembre, se déroulera la der-nière journée de vote pour l'élection des représentants au comité reprise, dont l'enjeu a beaucoup influencé l'attitude des uns et des autres dans le conflit. Même en supposant que la grève s'achève rapidement, il faudra plusieurs jours pour que du matériel bien entretenu réapparaisse sur toutes les lignes du mêtro et, par suite,

pour que le trafic redevienne nor-

Il semblerait que dans les ate-

Il semblerait que dans les ate-liers en cause les grévistes ne sont pas disposés à reprendre le travail. Ce qui expliquerait la position déli-cate de la CGT, prise entre deux feux. La négociation du 16 décem-bre avec la direction générale n'a pas fourni des éléments positifs, en regard des revendications. La CGT a jugé les propositions «jusuiliregard des revenducations. La COT a jugé les propositions «insufficantes» et a qualifié de «provocation» les propos de M. Michel Delebarre, ministre des transports, espérant le retour à un trafic à 100% pour lundi. Les autres syndicats, et notamment la CFDT, ont déclaré que le faible contemu des nouveilles propositions pe instifiait declare que le laible contem des nouvelles propositions ne justifiait pas la poursuite du conflit et que les mesures n'allaient guère an-delà de ce qui avait êté obtenu le 7 décembre. M. Michel Rousselot, directeur général, ainsi qu'il s'y était engagé, n'a en effet fourni des assurances que sur l'améliora-tion du déroulement des carrières pour les six mille sent cents acentis pour les six mille sept cents agents de l'entretien. Il ne pouvait donc répondre à des revendications sala-riales.

Pendant ce temps, on compte toujours 8 % des grevistes dans les ateliers d'entretien du RER et 13% dans ceux du métro. Les lignes 1 (Vincennes-Neuilly), 2 (Nation-Dauphine), 4 (Porte d'Orléans-Porte de Clignancourt) et 11 (Mairie des Lilas-Châuelet) sont toujours fermées. La ligne 13 (Chârillon-Saint-Denis-Asnières) est fermée au public du 17 décem-bre à 20 beures au lundi matin. La ligne 10 reste perturbée.

Quant au trafic RER, il s'améliore. L'interconnexion en gare du Nord a été rétablie et les lignes A et B fonctionment à 80 %.

1

Marie Carlot

Provide the

· mayar

A ME

Services .

State Branch and

Tue

Giran Britain

· Brigger ware

A STATE OF THE STA

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

15:

I Transmit

GRANDE-BRETAGNE: la démission du sous-secrétaire d'Etat à la santé

Une histoire d'œufs...

LONDRES

de notre correspondant

Mee Edwina Currie, soussecrétaire d'Etat à la santé, a bre devant le flot de critiques provoquées par son affirmation, deux semaines plus tôt, que « la plupert » des œufs vendus en Grande Bretagne étaient infectés par la monelle, une bactérie qui produit une toxine susceptible de déclancher à son tour des intoxications alimentaires plus ou moins graves. Ces propos ont amené une baisse de 60 % de la consommation d'œufs dans le pays et le gouvernement a dû s'engager vandredi à racheter aux producteurs leurs stocks d'invendus. Mme Currie avait commis la faute suprême aux aux de ses concitoyens : elle n'aveit pas voulu reconnaître ses torts et avait seulement admis, du bout des lèvres, qu'elle aurait dû dire ∉ beaucoup », et non ∉ la plu-

pert. s. Mine Currie était vouée aux gémonies par les éleveurs de poules, qui ont porté plainte en diffamation contre elle et lui réclament des dommages et intérêts considérables. Mme Thatcher, qui appréciait son « enthousiasme », a accepté sa démission « avec es. Elle a nommé à su place M. Roger Freeman, un personnage nettement moins haut en couleur que Mme Currie. Il était jusqu'ici sous-secrétaire d'Etat à

Le gouvernement a géré cette affaire de manière quelque peu

d'expliquer aux Britanniques que « les œufs étaient un aliment précieux et nourrissant ». Il lui en a coûté un demi-million de livres (5,3 millions de francs) pour annoncer vendredi dans tous les quotidiens cette nouvelle renversante sur une pleine page de publicité payée. Le communiqué gouvernemental se poursuit ainsi : « En Grande Bretagne, nous mangeons en moyenne trente millions d'œufs chaque jour. Par comparaison, le nombre d'intoxications alimentaires provoquées par des salmonelloses dues aux œufs est très limité. Il n'v a eu catte année que 49 foyers d'infection déclarés, qui ont touché un millia de personnes, mais ces chiffres constituent une sous-estimation. Le gouvernement et les producteurs se sont attaqués au pro-

Le prince Charles s'en mêle__

Les citoyens sont donc avisés de prendre des précautions : « Pour les personnes en bonne santé, il y a très peu de risques à manger des œufs è condition ou'ils soient bouillis, frits. brouillés ou pachés, ». Mais les personnes âgées, les malades, les nourrissons et les femmes enceintes sont invités à ne consommer que des ceufs cuits au point que « le jaune et le blanc agient devenus solides. 3. En tout état de cause, il est déconseillé à taus de manger des œufs crus,

La défense de la ebonne renommée des coufs britanni-

ques a, selon l'expression d'un producteur, a suscité des passions considérables. Des échanges furieux ont eu lieu au Parlement. On a vu ainsi le pasteur lan Paisley, un des dirigeants de la communauté protestante d'Irlanda du Nord, proclamer haut et fort que dans sa province, au moins. les ceufs n'étaient pas infectés. « Même s'ils sont pondus dans des fermes catholiparlementaires sarcastiques. Le prince Charles, lui-même, a apporté sa commbution au débat affaire de salmonellose était « sosurde ». Le même oualificatif pourrait s'appliquer à la proposition des éleveurs d'envoyer en Arménie une pertie des œufs qui se sont accumulés depuis deux

M^{me} Currie, qui était tard venue à la politique et occupait un poste relativement mineur, avait le don de déciencher des polémiques. Elle avait ainsi invité les habitants du nord du pays, grands amateurs de saucisses et de frites, à chan-ger d'habitudes alimentaires. Elle avait affirmé un jour que la chambre des Communes était « remplie d'ivrognes ». Pour résister au froid l'hiver, elle suggérait aux personnes âgées d'occuper leurs loisirs à tricoter des vêtements chauds. Elle avait enfin proposé aux hommes d'affaires en voyage à l'étranger une précaution, radicale salon elle, contre le SIDA : E Emmanaz votra famme avac yous ! s.

DOMINIQUE DHOMBRES.

· Le CGT lance deux mots d'ordre de grava contre le groupe Hersant. — Vendredi 15 décembre, la Fédération du Livre CGT a appelé ses militants à cesser le travail, ca qui a eu pour effet, notamment à Lyon, d'empêcher les titres régionaux du groupe Hersant d'être dans les kiosques samedi 17. Pour dimanche, c'est le Comité intersyndical du Livre parisien qui a lancé une grève destinée à empêcher le parution. cestares a sampetra la particula in la particula in la consulta in imprimerie, à Roissy, en 1990.

SUEDE: l'affaire Palme Le suspect interpellé a été écroué

Le tribunal de première instance de Stockholm a décidé, vendredi 16 décembre, d'écrouer le suspect interpellé deux jours plus tôt à son domicile et soupçonné d'être l'assas-sin de l'ancien premier ministre Olof prononcer au plus tard le 30 décembre sur son inculpation. Les interrogatoires auraient permis aux enquêteurs d'étayer plus solidement leurs présomptions. Deux témoins, notamment, ont rapporté de nouveaux éléments. Le premier remet en ques-tion l'emploi du temps de cette personne le soir du meurire, le 28 février 1986. Le second, après confrontation, aurait reconnu en lui l'homme qui a suivi les époux Palme à la sortie du cinéma où ils étaient allés dans le centre de Stockholm sans garde du corps. Le suspect, un Suédois de quarante et un ans, présenterait, en outre, un grande ressemblance avec le portrait-robot de l'homme diffuse quelques jours après l'assassinat. – (Corresp.)

M. Pierre Décamps ambassadeur en Argentine

M. Pierre Décamps a été nommé ambassadeur de France en Argen-tine, en remplacement de M. Antoine Blanca, a annoncé, ven-dredi 16 décembre, le ministère des affaires étrangères.

affaires étrangères.

PNÉ en 1927, diplômé de l'Institut d'études politiques et de l'ENA (1961).

M. Décamps à notamment été en poste à Zurich (1958-1959), à Rio-de-Janeiro (1961-1966), à Athènes (1966-1969), à Yaoundé (1972-1976), à Tanaharive (1976-1978), avant d'être nommé ambassadeur à Cotonou de 1978 à 1981, puis à La Havane de 1981 à 1985. Il était depuis 1985 à l'administration centrale.]

BCDEFG

Pour être sûr de Lui faire plaisir même un dimenche : costumes, vestes, chemises, pulls, cravates, grandes griffes choisies à

LA VOGUE 38, bd des Italiens (près Opéra) ENA

Admissions aux concours interne et externe

> Code Exc 36.15 LEMONDE

RAC LA RÉGLE À CALCUR 65 bd St-Germain, 75005 Paris Tel. : (1) 43.25.68.88 et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation Ouvert dimanche 18 décembre de 11 h à 19 h